

ECOLE DU LOUVRE

RENAUD CHANTRAINE

*La patrimonialisation des traces des minorités sexuelles :
étude de cas*



Mémoire de recherche
(2^{nde} année de 2^{ème} cycle)
en muséologie

Présenté sous la direction de Marie-Clarté O'Neill
et Massimo Prearo

Septembre 2014

Remerciements

Le travail de recherche réalisé dans le cadre de ce mémoire a été encadré par Marie-Clarté O'Neill & Massimo Prearo. Leurs recommandations, complémentaires, ont ouvert des voies, éloigné des chemins pernecieux ; leur intérêt constant pour ce projet m'a animé. Je leur exprime, pour leur aide et leur soutien, une grande reconnaissance.

A celles et ceux qui ont généreusement accepté, sur le terrain, de prendre le temps de répondre à mes nombreuses questions, et pour leur confiance : Sara de Giovanni, Jens Dobler, Jack van der Wel, Gert Hekma, Florent Molle, Françoise Loux, Stéphane Abriol, Emilie Girard, Sylvie Tomolillo, Patrick Bazin, Michel Chomarat, Jean-Paul Laroche, Patrice Triboux, Louis Godbout, Jacques Prince, Stefan Forand, Lise Fortier, Christian Tanguay & René Binette. Ce sont leurs paroles, nos échanges qui structurent la réflexion ici menée. Ma gratitude envers eux est profonde.

D'autres sont intervenus en facilitant ou en orientant ma recherche : Gérard Koskovich, Claire Calogirou, Claudie Voisenat, Claire Dufour, Béatrice Remoissenet, Phan Bigotte, Thomas Leduc, Christian de Leusse, Raphaëlle Bats, Thomas Chaimbault, Philippe Collomb, François Mairesse, Michael Sibalès, Régis Révenin, Marie-Hélène Bourcier & Leontine Van Mensch. Leur aide a été précieuse, je les en remercie.

Merci du fond du cœur à Valérie Angelier, Véronique Leduc & Raffaele Serra, pour leur généreuse hospitalité. Et bien sûr, à celles et ceux des plus proches, les compagnons de route, qui ont écouté, avec patience, les digressions, les hypothèses, les pensées fusantes, les fragiles. Qui ont relu, ensuite, et corrigé, le résultat suivant. Je pense plus particulièrement à Larissa, Héloïse, Jules, Mylène & Hélène.

TABLE

<i>Introduction - Parcours heuristiques</i>	1
I. L'environnement de la recherche	7
II. Deux cas d'institutions "communautaires" de patrimoine : Amsterdam, Bologne	15
A. <i>IHLIA - Homodok</i> : un centre international d'archives et d'information sur les Gays et Lesbiennes à la Bibliothèque Publique d'Amsterdam.	15
1. Le contexte d'apparition : du groupe de documentation à la création des Archives.....	16
2. Les débuts d' <i>Homodok</i> et l'enrichissement progressif des collections	18
3. Organisation et financement.....	19
4. Les activités de l' <i>IHLIA</i>	20
a. Les actions de visibilité	20
b. Un projet d'histoire orale et communautaire : "les biographies roses"	21
c. La volonté de constituer des réseaux	22
B. Le Centre de ressources et de documentation LGBT <i>Il Cassero</i> à Bologne.....	24
1. Le contexte bolonais, la création et l'historique du <i>Cassero</i>	25
2. Le fonctionnement du Centre et la position de la Bibliothèque	26
a. Une "bibliothèque connectée"	26
b. Les liens aux universités.....	27
c. Une bibliothèque « normale » ?.....	28
3. La double mission du Centre de ressources du <i>Cassero</i> : Archives et bibliothèque	29
4. Les activités de la Bibliothèque.....	31
a. Les expositions	31
b. Les animations.....	32
Conclusion bolonaise	33
III. Traces des minorités sexuelles au Canada : l'exemple des "organismes communautaires" à Montréal	34
A. Les <i>ARCHIVES GAIES DU QUEBEC</i> (AGQ).....	38
1. Présentation de l'institution	38
2. Eléments d'explications préalables	39
a. Projets d'histoire communautaire et recherches des traces.....	39
b. Préexistence et enseignements du cas des Canadian Lesbian and Gay Archives de Toronto	41
3. Origine et développements de la collection.....	43
b. Les périodiques.....	44
c. La question des livres, des documents autonomes, et des objets.....	45
4. « Les activités de diffusion et d'engagement social »	46

5. Le rapport à la communauté	49
Conclusion et ouverture sur les AGQ	50
B. La Bibliothèque à Livres Ouverts (BLO) du Centre communautaire des Gaies et Lesbiennes de Montréal (CCGLM)	52
1. Le Centre Communautaire des Gais et Lesbiennes de Montréal	52
2. Origine et évolutions de la collection de la Bibliothèque à livres ouverts	53
3. Réflexions autour de l'autonomie et de l'intégration	55
C. L'exposition "Fugues : de la clandestinité à l'égalité" à l'Ecomusée du fier monde	60
1. Fugues se souvient : 30 ans d'homosexualité au Québec	60
a. Mise en place et organisation d'une collaboration	62
2. Les projets de l'Ecomusée avec la communauté LGBT depuis 1996	64
3. L'Ecomusée du fier monde, « musée d'histoire, musée citoyen » ou le rôle social du musée.	66
b. Le contexte de la Nouvelle muséologie.....	68
c. L'adaptation à l'évolution de la société	71
d. Un rapport singulier au patrimoine et aux objets : le principe de collection écomuséale	72
- Une conception originale de la notion de collection patrimoniale	72
- Caractéristiques et objectifs	73
e. La participation citoyenne, le rôle d'éducation, l'empowerment	74
Conclusion et ouverture sur l'Ecomusée du fier monde.....	75
IV. Le cas français : chemins de traverse.....	77
A. La patrimonialisation de la lutte contre le sida au Musée National des Arts et Traditions Populaires - Centre d'Ethnologie Française.....	77
1. Les étapes préalables : l'engagement progressif d'un musée de société envers le sida et les minorités sexuelles	79
a. De la présence d'une équipe de recherche spécialisée en anthropologie du corps et de la santé à la constitution d'un groupe de travail sur le sida.....	80
b. Le déploiement du Patchwork des noms au MNATP : un acte symbolique fort.....	81
c. Les débats organisés avec le Centre régional d'information et de prévention du sida d'Ile-de-France (CRIPS) et l'entrée des associations (homosexuelles) au MNATP.....	82
d. Le numéro spécial de la revue Ethnologie Française : « Sida : deuil, mémoire, nouveaux rituels », 1998.....	84
e. Le questionnaire sur la place du sida dans les musées (1999).....	87
2. Le projet initial et la première année de campagne	89
a. L'intérêt pour un musée de société d'une collecte d'objets et de documents relatifs au sida : la construction d'une démarche anthropologique.....	89
b. La méthode adoptée.....	91
c. Le rapport avec les associations et leur intérêt pour le projet.....	93

d. Retour sur la problématique de patrimonialisation.....	94
e. Le bilan de la première année de collecte.....	95
3. Une campagne prolongée dans le temps et dans l'espace	97
a. Les résultats des campagnes de 2003 à 2005.....	97
b. Retour sur les difficultés administratives et techniques rencontrées	99
4. Le devenir de la collecte.....	100
a. L'arrêt des campagnes et le dispositif de « veille » après 2006	100
b. Le travail sur la mémoire des objets.....	102
c. De la patrimonialisation à la muséographie : les expositions	102
Conclusion sur la "collecte sida"	105
B. Deux entités à la <i>Bibliothèque municipale de Lyon</i> : le <i>Fonds Michel Chomarat</i> et le <i>Point G</i> , centre de ressources documentaires sur le genre et les sexualités	106
1. Le <i>Fonds Michel Chomarat</i> : un fonds généraliste, un sous-ensemble thématique	107
a. La trajectoire militante de Michel Chomarat : le souci de la mémoire et des traces.....	108
c. L'organisation et la gestion du Fonds : le travail de Jean-Paul Laroche.....	114
d. Activités du Fonds Chomarat	115
2. L'annonce du projet de création d'un "centre de ressources documentaires sur les mémoires gaies et lesbiennes", et sa conséquence immédiate : l'exposition <i>Follement Gay!</i>	120
a. Un projet politique.....	120
b. Une exposition manifeste : <i>Follement Gay ! L'homosexualité</i> dans les collections de la bibliothèque de Lyon (octobre-décembre 2005)	123
3. L'infléchissement du projet de Centre : le <i>Point G</i>	127
a. L'appropriation du concept par Patrick Bazin et son inscription dans un projet de politique culturelle mené à la Bibliothèque	128
b. La redéfinition de l'objet : le genre et les sexualités.....	129
c. Les missions du Point G	131
Conclusion générale	138
<i>Bibliographie</i>	142

Introduction - Parcours heuristiques

La trajectoire qui m'a conduit à m'intéresser au sujet qui va suivre n'a rien d'un hasard, elle est au contraire jalonnée d'une série d'étapes et de rencontres liées entre elles par des causalités qui dessinent des parcours, parcours heuristiques.

Si l'heuristique est, selon la définition du *Petit Robert* une « méthode de recherche fondée sur l'approche progressive d'un problème donné », alors il me faut revenir une année en arrière, où, étudiant en quatrième année de muséologie à l'*Ecole du Louvre*, je décidais de m'initier, avec Claire Calogirou à l'ethnographie. Je choisis pour terrain un lieu qui m'était à la fois familier, pour l'avoir fréquenté quelquefois, et encore relativement opaque dans les logiques interactionnelles qui s'y déroulaient : le *Duplex*, qui est aujourd'hui le plus ancien bar homosexuel du quartier du Marais à Paris. Cette enquête, répartie entre séances d'observation participante et réalisation d'entretiens, m'offrit l'occasion d'explorer trente ans d'histoire d'une institution reconnue dans « *le milieu* ». Ce milieu, avec ses codes, ses comportements, ses références, pouvait être considéré comme une *subculture*, riche d'images, de figures, combattive et solidaire dans ses luttes, située quelque part à l'écart de la norme. Cette histoire, débutée au début des années quatre-vingt avec la constitution du Marais, succédant à la rue Sainte-Anne, comme espace de sociabilités homosexuelles, rencontrait rapidement l'épidémie du sida, particulièrement ravageuse à l'égard de la « communauté¹ gaie² ». Les réactions qui s'étaient organisées (notamment celles des premières « rencontres d'information » de l'association *AIDES*, qui prirent place au *Duplex*) avaient laissé des traces³. Mais, j'en pris conscience en consultant les documents qui m'étaient montrés, sortis des placards par celle et ceux-là⁴ mêmes qui les y avaient placés de longues années auparavant, celle et ceux-là mêmes

¹ Aux niveaux sociologique et anthropologique, la "communauté" peut être construite à des fins politiques par un groupe d'acteurs porteur de revendications ou désigner un groupe social uni par un sentiment d'appartenance à une même collectivité, qui s'exprime par des valeurs, des modes de vie et des codes sociaux partagés. La communauté, vivante, se construit et se déconstruit en permanence, selon des buts, des intérêts et des désirs changeant en fonction du contexte socio-historique.

² La règle de francisation du terme anglais "gay", d'usage désormais généralisé en France, consiste à utiliser l'orthographe "gay/gays" pour le substantif et "gai-e/gai-e-s" pour l'adjectif. Cependant, sur le terrain, les acteurs ne l'ont pas nécessairement adoptée. Ainsi, les *Assises de la Mémoire Gay* y dérogent, par exemple, à Lyon.

³ A la fois sur le plan matériel avec par exemple des documents d'information, des affiches, des photographies ; mais aussi traces immatérielles recueillies par les témoignages que j'enregistrais.

⁴ Les entretiens concernaient huit personnes, dont une femme, qui avaient, à des degrés d'implication variés, un regard à proposer sur le lieu, sa clientèle ou son histoire.

qui fouillaient leur mémoire pour me la livrer brute, parfois confuse : aucun lieu, ou presque, ne rassemblait ces traces, qui lentement, s'effaçaient...

Par le plus grand des hasards, au moment même où je concentrais toute mon énergie à transcrire, traduire et organiser ces témoignages, je reçus le 15 mai 2013, le courriel fatidique d'un être alors totalement inconnu de moi, Christian de Leusse⁵, m'informant de l'organisation d'un « grand débat sur la question des archives et de la documentation » dans le cadre de l'*Europride*, qui s'est tenue à Marseille, durant l'été. Il terminait par cette invitation laconique : « Compte tenu de votre action dans ce domaine votre présence est attendue. »

Je répondis au message moins d'une semaine plus tard, me proposant d'être stagiaire auprès du *Collectif IDEM* (Identité, Diversité, Égalité, Méditerranée), organisateur de la table ronde. J'arrivais à Marseille le 15 juin, ma soutenance passée, totalement disponible. La table ronde, plus précisément intitulée « Archives et Centres documentaires LGBT en France, en Europe et aux USA » eut lieu aux *Archives Départementales des Bouches-du-Rhône* l'après-midi du 17 juillet 2013.

Introduisant l'ensemble des présentations, Jacqueline Ursch, directrice de l'institution-hôte, ne manqua pas de souligner l'importance de la complémentarité entre les fonds publics, mémoire « officielle » et « principale matière » des Archives nationales et départementales et fonds privés, en particulier associatifs. Leur coexistence offre la possibilité « de croiser un maximum de sources », nécessité pour bien « écrire l'Histoire ».

A la tribune, parmi d'autres, trois figures capitales de celles et ceux qui allaient être mes futurs interlocuteurs : Sara De Giovanni, responsable du centre de documentation « *Il Cassero* » à Bologne, Michel Chomarat, déposant à la *Bibliothèque municipale de Lyon* d'un Fonds portant son nom, et Jack van der Wel, responsable des collections de l'*IHLIA* à Amsterdam. Au moment de remercier les participants de leur présence, Mme Ursch conclut la rencontre en se disant « très impressionnée par [leur] travail de passeurs de mémoire, de conservateurs de [leur] histoire, de la trace de ce qui s'est passé ». Quelques minutes plus tard, je leur communiquai mon intention de les visiter prochainement dans leurs institutions respectives.

⁵ Président de l'association marseillaise *Mémoire des Sexualités* et organisateur dans les années 2000 des *Salons de l'Homosocialité*.

L'articulation entre l'histoire et la mémoire, qui venait d'être évoquée par la directrice des Archives, semblait renvoyer aux réflexions de Pierre Nora, conduites dans le cadre de son ouvrage monumental sur les *Lieux de Mémoire*. Dans un chapitre intitulé "L'Ere de la commémoration", celui-ci relève une déconnection récente entre les deux notions : par le passé, la première, « qui exprimait essentiellement la Nation, comme la Nation s'exprimait essentiellement à travers elle, était devenu, par l'école et par le temps, le cadre et le moule de notre mémoire collective. (...) L'histoire scientifique (...) constituée en institutrice de la Nation, consistait dans la rectification de cette tradition de mémoire, son enrichissement. (...). Son but ultime consistait bien dans une identification par filiation. C'est en ce sens qu'histoire et mémoire ne faisaient qu'un : l'histoire était une mémoire vérifiée. »⁶

Mais la perspective selon l'auteur a changé, puisque « ce qu'on appelle aujourd'hui communément mémoire, au sens où l'on parle d'une mémoire ouvrière, occitane, féminine, est au contraire l'avènement à une conscience historique d'une tradition défunte, la récupération reconstitutive d'un phénomène dont nous sommes séparés, et qui intéresse le plus directement ceux qui s'en sentent les descendants et les héritiers ; une tradition que l'histoire officielle n'avait nullement éprouvé le besoin de prendre en compte parce que le groupe national s'était le plus souvent construit sur son étouffement, sur son silence, ou parce qu'elle n'avait pas affleuré comme telle à l'histoire. Mais une tradition que ces groupes désormais en voie d'intégration à l'histoire nationale éprouvent, eux, le besoin urgent de reconstituer avec les moyens du bord, des plus sauvages au plus scientifiques, parce qu'elle est constitutive de leur identité. Cette mémoire est en fait leur histoire. »

Ce qui est décrit ici par Pierre Nora, sur la construction des mémoires des groupes "minoritaires", de ceux que la Grande Histoire avait oublié ou refusé d'enregistrer, correspond, du moins en partie, avec les observations, qui allaient, sur différents terrains, être faites. Les organismes étudiés, à Bologne, Amsterdam, Montréal, ainsi qu'à Lyon et Marseille, ont pour particularité de rassembler, selon des procédures variées, des traces, de nature diverse, correspondant à l'héritage des minorités sexuelles⁷.

⁶ Pierre NORA, « L'ère des commémorations », *Les Lieux de mémoire*, Paris, Quarto Gallimard, vol. III, 1997, pp. 4699-4706.

⁷ Le concept de minorités sexuelles, d'usage répandu, est ici employé de manière à regrouper la variété de celles et ceux dont l'identité sexuelle (homosexuelle, bisexuelle, etc.) ou de genre (transidentités) ne correspond pas à la norme sociale hétérosexuelle. Cette non-conformité a produit, historiquement, des formes d'exclusions (homophobie, lesbophobie, transphobie, etc.) . A ce phénomène correspond, en

Historiquement, il semblerait que les premières collections de documents relatives à ces catégories sociales puisse être datées de la première moitié du XX^{ème} siècle. Gérard Koskovich, cofondateur de la *GLBT⁸ Historical Society*⁹ de San Francisco, dans un article¹⁰ de l'éphémère *Revue du Centre d'archives et de documentation homosexuelles de Paris*, propose de retracer une histoire des archives et bibliothèques gaies et lesbiennes.

L'auteur identifie comme expérience pionnière la bibliothèque de l'*Institut für Sexualwissenschaft* ("Institut de la science sexuelle") du pionnier de la sexologie et militant homosexuel, le Dr. Magnus Hirschfeld (1868-1935), établie à Berlin en 1919 et détruite par le régime nazi en 1933. Gérard Koskovich remarque cependant que « la documentation sur l'homosexualité n'était que l'un des volets des archives de l'Institut, qui comprenaient des documents sur la sexualité humaine dans toutes ses manifestations. » Si cette collection est si importante, c'est qu'« en tant qu'institution », elle a « pour la première fois donné une grande visibilité publique à la documentation homosexuelle », et que « l'histoire de la destruction de la collection de l'Institut est, depuis les années 1970, l'une des forces inspiratrices des efforts en Europe et aux Etats-Unis pour créer des archives gays et lesbiennes. »¹¹

Viennent ensuite trois collections de documentation (comprenant des imprimés et/ou des archives), plus directement consacrées à l'homosexualité :

- Le *Nederlandsche Wetenschappelijk Humanitaire Komitee* ("Comité scientifique et humanitaire des Pays-Bas"), établi en 1908 par l'avocat et défenseur des droits des homosexuels, Jacob Schorer (1866-1957). Contrairement à la bibliothèque d'Hirschfeld, celle constituée par Schorer était axée presque exclusivement sur l'homosexualité. Le fonds du Comité comprenait environs 4000 livres, plaquettes, brochures et périodiques dont les titres sont connus grâce aux catalogues imprimés par le fondateur. Saisie par les Nazis pendant l'Occupation des Pays-Bas, les ouvrages sont aujourd'hui encore portés disparus.

retour, de la part de ces groupes sociaux, la prise de conscience de la nécessité d'organiser des solidarités (par la mise en place de communautés) et de partir à la recherche de leur histoire.

⁸ Gais, Lesbiennes, Bisexuels, Trans.

⁹ Fondée en 1985, la société historique a pour objectif, selon Gérard Koskovich, présent à la Table Ronde de Marseille, de "*documenter les communautés LGBT et d'éduquer le public à leur histoire.*" Elle est aujourd'hui l'un des organismes les plus importants dans ce champ d'activités.

¹⁰ KOSKOVICH, Gérard, "Histoire des Archives et bibliothèques gay et lesbiennes, *in. Revue du Centre d'Archives et de Documentation Homosexuelles de Paris*, inséré dans *Triangul'ère*, N°3, Paris, 2003. pp. 15-18.

¹¹ *op. cit.*, p. 15.

- Le *Cultuurund Ontspannings Centrum* (COC ; "Centre de culture et de loisirs"), association "homophile"¹² établie à Amsterdam en 1946. Sa bibliothèque était accessible aux adhérents de l'association et aux chercheurs. Les imprimés provenant de la collection du COC sont maintenant mêlés aux fonds de l'*Homodok/IHLIA*, institution qui constitue l'un des cas de cette étude.

- *One Incorporated*, association "homophile" fondée à Los Angeles en 1952. Sa collection d'archives et sa bibliothèque étaient accessibles aux chercheurs depuis la fin des années 1950. Les documents sont désormais incorporés au *One Institute and Archives*, organisme établi à Los Angeles en 1994.

Des ces quatre expériences fondatrices, plusieurs choses peuvent être dégagées. D'abord, les deux premières semblent être liées à la fois à un discours médical, une "science sexuelle" pour reprendre le nom de l'Institut de Magnus Hirschfeld, et aux premiers mouvements d'une lutte en faveur de la dépénalisation de l'homosexualité. La combinaison de ces deux intentions a d'ailleurs conduit le régime nazi à vouloir littéralement effacer ces institutions en brûlant ou en confisquant leurs collections. Autrement dit, ces lieux de savoirs devaient posséder une dimension subversive de l'ordre établi, qu'avait saisi la dictature fasciste. Les deux organismes suivants se constituent après la Seconde Guerre mondiale, en Hollande et aux Etats-Unis, dans un contexte politique peut-être moins explosif, mais où l'homosexualité reste néanmoins réprimée par la Loi et par la police. Ils cherchaient à créer, pour leurs membres ou à destination de chercheurs, des espaces accueillants et adaptés à l'élaboration de savoirs sur l'homosexualité.

Gérard Koskovich poursuit son texte en expliquant que ces lieux de rassemblement de documentation prennent définitivement leur essor, en Europe et en Amérique du Nord, à partir des années 1970, moment de "l'émergence du mouvement contemporain pour la libération homosexuelle"¹³.¹⁴ Effectivement, un lien semble pouvoir être établi entre ce phénomène

¹² Pour les sociologues Arnaud Lerch et Sébastien Chauvin le mouvement "homophile" constitue la deuxième vague, après la première initiée en Allemagne par Magnus Hirschfeld, de l'affirmation d'un mouvement homosexuel de dimension internationale. Le terme, "délibérément déssexualisé" renvoie, selon eux, à la volonté de ces nouvelles organisations d'insister sur la "respectabilité et la normalité des personnes homosexuelles." Elles ont pour schématiser un double objectif : créer des espaces de sociabilités (dont les bibliothèques participent) et "chercher à changer l'opinion" publique. CHAUVIN, Sébastien, LERCH, Arnaud, *Sociologie de l'homosexualité*, Paris, La Découverte, 2013, p. 82.

¹³ Inspirée à la fois du Mouvement des droits civiques, du Mouvement de Libération des Femmes et de la dynamique des mouvements étudiants radicaux issus de Mai 68, la "libération homosexuelle" correspond à un moment d'affirmation et de revendications politiques. Son origine a longtemps été attachée aux émeutes de *Stonewall*, qui eurent lieu à New York en juin 1969. Suite à une descente de

social et la prise de conscience, par les minorités sexuelles, de l'importance de sauvegarder les traces de leur histoire, qui conduit à la création de nouvelles institutions de patrimoine pour les recueillir : bibliothèques, Archives et musées. Au moment où il publie son texte, Gérard Koskovich en dénombre une cinquantaine, "la plupart aux Etats-Unis et en Europe de l'Ouest."¹⁵

A ces démarches, directement mises en place et gérées par les membres des minorités sexuelles, sous la forme d'organismes "basés sur la communauté"¹⁶, répondent d'autres initiatives, provenant des institutions publiques. Certaines d'entre-elles ont en effet choisi ou bien d'héberger, ou bien d'intégrer complètement, selon des modalités diverses, des structures permettant de protéger et/ou de valoriser ces traces.

Synthétiser ces éléments sous forme de questionnements, c'est se demander d'abord comment et dans quel(s) contexte(s) apparaissent ces démarches relatives à la volonté de documenter l'histoire et les mémoires des minorités sexuelles ; c'est ensuite étudier les formes d'organisations qui les mettent en œuvre ; c'est enfin tenter de comprendre les différentes étapes du processus de patrimonialisation, qui semble pouvoir se résumer à trois principales phases : la collecte, la préservation et la mise en valeur.

Dans une première partie seront explicités deux concepts centraux pour mener l'analyse : le patrimoine et la patrimonialisation ; la méthode et les outils utilisés y seront également présentés. Les parties suivantes répondent à une logique de présentation monographique, justifiée par la manière dont l'enquête a été conduite, par le souci de rendre compte de la dynamique propre aux différents cas, et de mettre à jour les nuances dans la façon dont ils mettent en œuvre leurs actions.

police dans un bar homosexuel du quartier du Village, les réactions s'organisèrent pour mettre fin à l'oppression dont les minorités sexuelles étaient victimes. Cet événement est célébré chaque année à travers le monde occidental par l'intermédiaire des *gay prides*, manifestations symboliques de revendication d'une "fierté homosexuelle."

¹⁴ KOSKOVICH, Gérard, *op. cit.*, p. 16.

¹⁵ *idem*.

¹⁶ Les anglo-saxons utilisent usuellement le terme de *community-based organization* pour décrire des organismes qui sont gérés directement, dans un territoire donné, par une communauté. Cette définition sera affinée dans les parties suivantes de l'étude.

I. L'environnement de la recherche

A. Aspect conceptuel : patrimoine, patrimonialisation.

Le patrimoine est un concept ancien dont le sens a profondément évolué, la patrimonialisation, un processus complexe et placé au cœur de l'étude qui va suivre. Le premier fait l'objet, en particulier depuis les années 1980, d'une abondante littérature muséologique.

Du patrimoine aux « nouveaux patrimoines »: glissements progressifs du juridique, au culturel, au politique.

Dans un long et célèbre article¹⁷ paru dans la revue *Musées et collections publiques de France* en 1995, le muséologue André Desvallées a dressé l'analyse sémantique et historique du terme « patrimoine ». Commenant par rappeler l'origine strictement juridique et latine du concept (« *patrimonium* »), attaché à la possession de biens transmis, suivant les lois, par les parents aux descendants-héritiers, l'auteur propose ensuite un cheminement depuis la Révolution Française jusqu'aux années 1980, ayant conduit à l'usage actuel, qui est en quelque sorte métaphorique, celui culturel.

Pour schématiser, la Révolution Française a engagé pour les biens – essentiellement immobiliers - avant cela détenus par la Couronne ou le Clergé, puis les émigrés, « une sortie du personnel pour passer au national, et du privatif pour passer au public. »¹⁸ A la faveur d'un double mouvement d'universalisation et de laïcisation, ce changement de régime de propriété transforme les « traces du passé » en « patrimoine de la Nation »¹⁹. Le XIXème siècle ne modifie pas tellement cette conception très matérielle et immobilière –donc finalement assez restrictive - du patrimoine, qui se confond pour l'essentiel avec la notion de monuments historiques. François Guizot, connu pour sa participation à la constitution d'une science de l'histoire, mais aussi pour sa « vision du patrimoine (...) très archivistique et très sélective »²⁰, crée en 1830 l'*Inspection* et en 1837 la *Commission des Monuments historiques*, tandis que leur protection juridique est organisée par la loi, d'abord celle de 1887, puis celle 1913,

¹⁷ DESVALLEES André, « Emergence et cheminement du mot patrimoine », *Musées et collections publiques de France*, n° 208, septembre 1995, pp. 6-29.

¹⁸ *op. cit.*, p. 9.

¹⁹ *op. cit.*, p. 10.

²⁰ *idem*.

toujours applicable. Pour cette dernière, un léger changement se produit cependant dans sa formulation : le remplacement de l'intérêt « national » en intérêt « public » - modification qui permettra à la fois de « faire éclater la hiérarchie établie et d'ouvrir la porte à toutes les extensions, dès lors que les responsables des choix le voudront bien. »²¹ Autrement dit, au moment-même où le mouvement de préservation du patrimoine s'institutionnalise, il s'ouvre à la virtualité d'intégrer de nouveaux champs, ce qui ne tardera pas d'advenir.

La première moitié du XXème siècle, et en particulier la période 1930-1945, qui voit apparaître les premières institutions internationales²² ayant précédé l'ICOM²³ et l'Unesco, consacre, dans le contexte d'une prise de conscience de la nécessité de prévenir les destructions d'un « patrimoine historique et artistique » qu'un conflit armé imminent rendait inévitable, une nouvelle étape de la métamorphose de l'usage du terme, de son glissement du juridique, vers le culturel. L'auteur affirme en effet que c'est « du fait d'une plus grande internationalisation des problématiques, que le langage a changé et, par lui, la façon d'appréhender les produits de la nature et de l'histoire. » Désormais, le patrimoine « va devenir l'affaire de tous. »²⁴ Dès lors, l'attachement à la possession où l'avait ancré le droit romain devait s'effacer progressivement. Autrement dit, l'idée d'un « patrimoine commun de l'Humanité », véritablement universel, va s'installer. Il est d'ailleurs symptomatique que l'acte constitutif de l'Unesco adopté à Londres le 16 novembre 1945 stipule au paragraphe 2.c, que l'une des missions de la nouvelle organisation consiste « au maintien, à l'avancement et à la diffusion du savoir : en veillant à la conservation et à la protection du patrimoine universel de livres, d'œuvres d'art et d'autres monuments d'intérêt historique ou scientifique. »²⁵ Cette énumération rend bien compte d'un élargissement « moral » du concept, situé « dans un processus ajuridique²⁶ », où l'Unesco semble avoir joué un rôle moteur. La porte est alors ouverte à ce que la volonté protectrice des hommes s'empare

²¹ *op.cit.*, p. 11.

²² L'*Institut international de coopération intellectuelle* et l'*Office international des musées*, respectivement créés en 1925 et en 1926.

²³ Créé en 1946, le Conseil international des Musées (ICOM) est une association professionnelle et mondiale rassemblant les musées et les professionnels qui leurs sont liés. Disposant de 30 000 membres, il a pour mission de promouvoir et protéger le patrimoine culturel et naturel, présent et futur, tangible et intangible.

²⁴ *op. cit.* p. 11.

²⁵ *Textes fondamentaux. Manuel de la Conférence générale et du Conseil exécutif*, Paris, Unesco, 1992, p. 8.

²⁶ DESVALLEES, André, "Emergence et cheminement...", p. 15.

pleinement de leur environnement : la première *Convention pour la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel*, adoptée par les membres de l'Unesco en 1972 en est le signal²⁷.

Pour autant, l'auteur constate qu'en France la consécration du concept élargi, utilisé par les organisations internationales, est tardive, puisqu'il est au cœur d'une tension entre deux conceptions : l'une favorable à une "ouverture à des secteurs non traditionnels", l'autre au "maintien de la conception juridique stricte, liée à la propriété et, au mieux, à la protection au titre des monuments historiques. »²⁸ Dans ce contexte, il faudra attendre la fin des années 1970 pour obtenir son usage généralisé, à la fois par les professionnels, par les politiques, et par le grand public. L'année 1980 est d'ailleurs déclarée par le Ministère de la culture : « Année du Patrimoine ». La position des tenants de « vieille tradition », comme les appelle l'auteur, « qui s'obstinaient à limiter la protection à certaines catégories, lesquelles étaient par définition données comme nobles et ne pouvaient qu'être anciennes »²⁹ est fortement mise en difficulté par une vague sans précédent d'intérêts sociaux et muséologiques pour de champs patrimoniaux jusqu'alors peu étudiés. Ceux-ci concernent aussi bien l'environnement naturel, que le patrimoine "immatériel"³⁰, "ethnologique"³¹ ou encore "industriel"³². Il y a tout lieu de

²⁷ Face à la perception des menaces pesant sur l'équilibre environnemental planétaire, l'organisme international se saisit, par le biais d'un mouvement d'élargissement de la notion de patrimoine mondial, d'une responsabilité particulière de protection à l'égard des espèces de la faune et de la flore menacés.

²⁸ *op.cit.*, p. 16.

²⁹ *op. cit.*, p. 23.

³⁰ C'est sous l'influence des pays asiatiques et d'Amérique Latine, moins tournés que l'Occident vers la protection des sites archéologiques et des monuments, mais davantage vers la volonté de pouvoir préserver leurs traditions séculières, transmises de génération en génération, qu'est adopté en 2003 par l'Unesco la *Convention sur le Patrimoine immatériel culturel*. Celui-ci y est défini comme recouvrant "les pratiques, représentations, expressions, connaissances et savoir-faire – ainsi que les instruments, objets, artefacts et espaces culturels qui leur sont associés – que les communautés, les groupes et, le cas échéant, les individus reconnaissent comme faisant partie de leur patrimoine culturel." Le texte précise que celui-ci est "recréé en permanence par les communautés et groupes en fonction de leur milieu, de leur interaction avec la nature et de leur histoire, et leur procure un sentiment d'identité et de continuité, contribuant ainsi à promouvoir le respect de la diversité culturelle et la créativité humaine."

³¹ La conceptualisation de la notion, dont Isaac Chiva est à l'origine, est liée, en France, à la création de la *Mission du Patrimoine ethnologique* du Ministère de la culture, qui intervient en 1979. Leur action commune a consisté à s'impliquer dans la sauvegarde des cultures populaires (architectures vernaculaires, techniques et savoir-faire traditionnels, etc...) de la France rurale, menacées par les bouleversements contemporains (urbanisation, changements économiques, phénomènes de migrations, etc.).

³² C'est au Royaume-Uni qu'ont débuté, dans le courant des années 1950, d'intenses recherches accompagnant une volonté de préservation des édifices et des activités industrielles, alors en train de disparaître. Dès 1959, la notion de "monument industriel" est proposée par le *Council for British Archeology* et définie comme "toute espèce de bâtiment ou de structure en place, datant particulièrement de la Révolution industrielle, qui, seule ou associée à un matériel ou à un outillage

penser que la volonté de protection et de mise en valeur des traces des minorités sexuelles s'inscrit dans cette dynamique d'apparition de "nouveaux patrimoines."

Le constat de cet élargissement actif conduit, au seuil du XXI^{ème} siècle, un groupe d'experts québécois réuni autour du muséologue Roland Arpin, à proposer une nouvelle définition du concept : « peut être considéré comme patrimoine tout objet ou ensemble, matériel ou immatériel, reconnu et approprié collectivement pour sa valeur de témoignage et de mémoire historique et méritant d'être protégé, conservé et mis en valeur. »³³

La patrimonialisation : tentative de définition

La reconnaissance, l'appropriation, la protection, la conservation et la mise en valeur sont autant d'étapes constituant le processus de patrimonialisation, l'entrée d'un objet ou d'un ensemble "en patrimoine."

Le muséologue Jean Davallon, dans un article intitulé *Le musée est-il vraiment un média*³⁴, propose, à partir d'une approche communicationnelle, d'analyser ce phénomène. Selon lui, la première étape consiste pour une institution de patrimoine comme le musée, à reconnaître, en s'appuyant sur un "savoir de référence" l'importance de l'objet, son "caractère exceptionnel."³⁵ Dans le cas des œuvres d'art par exemple, c'est l'histoire de l'art qui sert d'appui à la patrimonialisation. Dans le cas des traces des minorités sexuelles, la question est complexe. Différentes approches³⁶, comme l'histoire ou l'anthropologie, ont pu servir de socle de référence pour les cas où l'enquête a été menée.

d'origine, illustre le démarrage et le développement des processus industriel et technique." Cité par POULOT, Dominique, *Patrimoine et musées, L'institution de la culture*, Paris, Hachette, 2001, p. 200.

³³ ARPIN, Roland (dir.), *Notre patrimoine, un présent du passé*, Québec, 2000, p. 33.

³⁴ DAVALLON, Jean, "Le musée est-il vraiment un média?", *Publics et Musées*, n°2, 1992, pp. 99-123. En Ligne, URL : http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/pumus_1164-5385_1992_num_2_1_1017. Consulté le 05/07/14.

³⁵ *op. cit.*, p. 110.

³⁶ Le champ des "études gaies et lesbiennes" (*Gay and Lesbian studies*), attaché aux problématiques concernant les minorités sexuelles et leurs cultures se développe principalement au sein des Universités nord-américaines et à Amsterdam à partir de la fin des années 1970. Son développement semble plus tardif en France, où il prend véritablement son essor à la fin des années 1990, notamment à la suite de l'organisation par Didier Eribon, en 1997, au *Centre Georges Pompidou* d'un important colloque international réunissant une multitude de chercheurs en sciences humaines et sociales (notamment Pierre Bourdieu, Monique Wittig, Georges Chauncey, Eve Kosofsky Sedgwick ou David Halperin). Par la suite, dans le courant des années 2000, le champ des études gaies et lesbiennes a tendance à s'élargir en intégrant la question du genre et la diversité des sexualités : il est pris dans cette perspective le nouveau titre d'études sur le genre et la/les sexualité(s) (*gender and sexuality studies*).

Il poursuit en identifiant un autre critère qui consiste, pour l'objet ou pour l'ensemble, à être présenté à un public. C'est alors la possibilité d'une large réception qui achève le processus de patrimonialisation. Les différents dispositifs de mise en valeur, expositions ou animations, constituent donc un indice fort pour caractériser le phénomène. Pour cette raison, ils occupent une place importante de l'analyse de cas ici proposée.

L'auteur conclut sa définition en affirmant que la patrimonialisation correspond alors à "une procédure de production de jeux de reconnaissance."³⁷ Le savoir, ou du moins "un discours préalable et légitime" encadre la présentation. Il permet l'interprétation des objets, ainsi que la reconnaissance, par le public, de leur valeur. Dès lors, le "collectif de citoyens destinataires de l'exposition", peut "symboliquement" se les "approprier"³⁸ et les considérer comme intégrés au patrimoine de la communauté.

Après avoir mis en évidence les différentes composantes nécessaires pour caractériser le processus de patrimonialisation, énoncées par Roland Arpin et précisées par Jean Davallon, il convient maintenant de décrire la méthode adoptée pour mener à bien la recherche.

B. La méthode adoptée et les outils utilisés

L'objectif principal de la recherche est de décrire et de montrer une variété de configurations et de pratiques entourant la prise en charge des traces des minorités sexuelles.

Fort des premières informations obtenues et des contacts effectués lors de la Table Ronde de Marseille, qui réunissait un panel d'expériences issues de différents pays d'Europe et d'Amérique du Nord, j'ai donc décidé de mener une comparaison internationale.

J'ai commencé par écrire aux représentants des centres d'Archives et de documentation LGBT (Lesbiennes, Gais, Bisexuels, Trans) d'Amsterdam et de Bologne, afin de fixer des dates d'entretiens dans leurs institutions respectives. J'ai ensuite cherché, pour la France, s'il en existait de comparables. Aucune ne possédait leur ancienneté ni leur ampleur. J'ai donc choisi de me pencher sur la *Bibliothèque municipale de Lyon* ou le *Musée National des Arts et Traditions populaires*. Tous deux avaient la spécificité de s'être intéressés, plus ou moins directement, au patrimoine des minorités sexuelles. J'ai ensuite pu, lors d'un voyage d'été à Montréal, compléter ma sélection avec trois institutions présentes sur place : *Les Archives*

³⁷ *op. cit.*, p. 111.

³⁸ *idem*.

Gaies du Québec, La Bibliothèque à Livres ouverts du Centre communautaires des Gais et Lesbien(ne)s de Montréal et l'Ecomusée du fier monde.

Le choix d'une approche comparative s'explique par le fait qu'il existe, d'une situation à l'autre, des différences importantes. Ces différences concernent d'abord la forme que revêtent ces entités. Elles peuvent être des institutions publiques et généralistes comme les deux exemples français ; ou des organismes privés et spécialisés sur les minorités sexuelles, comme à Bologne, Amsterdam et Montréal. Pour les premières ou les seconds, le contexte d'apparition d'un intérêt pour ce type de patrimoine, ainsi que leur rapport avec les communautés concernées, sont déterminants. Or, ceux-ci sont, en fonction des cas, très variables.

Par ailleurs, les institutions de patrimoine étudiées peuvent prendre la dénomination de musée, de bibliothèque ou d'Archives. Le musée est réputé conserver et exposer à la vue d'un public des objets, la bibliothèque acquérir et mettre à disposition de ses lecteurs des livres, les Archives enregistrer une mémoire en recueillant des documents. Or, il se trouve que dans la majorité des cas ces fonctions sont entremêlées. Comprendre les raisons de cette concentration de différentes fonctions au sein d'un même lieu est l'un des enjeux de la réflexion. Il est d'ors et déjà possible d'avancer qu'elle est liée à la problématique de patrimonialisation³⁹.

Enfin, les modalités de leur action, ainsi que la manière de penser leur rôle par rapport à la société ou aux minorités sexuelles ne sont pas les mêmes en fonction des exemples choisis.

Concernant les matériaux utilisés dans le cadre de la recherche, il faut d'abord signaler que la littérature muséologique sur les minorités sexuelles est, en tous cas en français, extrêmement difficile, sinon impossible à trouver. Cette faiblesse des ressources disponibles semble pouvoir notamment s'expliquer par le fait que la montée en puissance de la revendication de la sauvegarde et de la reconnaissance de leur patrimoine est finalement relativement récente, et

³⁹ La logique traditionnelle des Archives, qui consiste à conserver des traces pour les préserver de l'oubli ou de la destruction ne semble en effet que correspondre imparfaitement avec le processus décrit par Jean Davallon. Centripète, elle s'oppose à la logique de patrimonialisation qu'il propose dans le cadre du musée, qui par les expositions, vise à diffuser, par les objets, des connaissances à un public.

qu'elle a très rarement donné lieu à la création d'institutions revendiquant l'appellation de "musée"⁴⁰.

En revanche, les références concernant les bibliothèques ou les Archives sont un peu moins rares. Le travail de Gérard Koskovich a déjà été mentionné en introduction. Des anthologies⁴¹ existent aussi, ainsi que quelques monographies⁴² en langue anglaise. Si ces documents ne concernent pas directement les cas qui ont été retenus, ils ont néanmoins pu être mis à profit pour dresser des comparaisons, notamment pour les exemples canadiens, ou pour approfondir la réflexion. Un ouvrage⁴³ en français de Patrice Marcilloux, intitulé *Les ego-archives. Traces documentaires et recherche de soi*, a en revanche été très utile, puisqu'il consacre une partie de sa réflexion aux archives de communauté, et plus particulièrement à ce qu'il identifie comme "un mouvement véritablement international de constitution d'archives dites LGBT."⁴⁴ Il propose une rapide description des démarches entreprises à Amsterdam et à Lyon, toutes deux retenues dans ma sélection de cas. Il expose aussi l'histoire et le contexte des *Canadian Lesbian and Gay Archives* de Toronto, intéressantes pour pouvoir dresser des comparaisons avec leurs homologues québécoises.

Pour traiter les cas, les informations disponibles dans ces ouvrages n'en restaient pas moins insuffisantes. J'ai donc choisi de baser mon étude principalement sur des entretiens. Ils ont permis de confronter les points de vue variés des différents acteurs de la patrimonialisation des minorités sexuelles : anthropologues, professionnels des institutions patrimoniales, universitaires et militants. Une quinzaine d'entretiens, intégralement transcrits, ont été réalisés. Un guide d'entretien, dépendant du statut de mon interlocuteur, avait préalablement été élaboré, afin de saisir un ensemble de paramètres : comment et pourquoi s'était créée l'institution, ses évolutions, son fonctionnement, le statut des traces et leur protection, ainsi que les modalités de leur mise en valeur.

⁴⁰ Il existe toutefois quelques rares exceptions comme le *Schwules Museum* ("musée gay") à Berlin ou le *GLBT History Museum* de San Francisco.

⁴¹ Un exemple de ces anthologies, en langue anglaise, documente, à partir de témoignages d'une dizaine de responsables de bibliothèques consacrées au patrimoine gay et lesbien, leurs trajectoires institutionnelles : CARMICHAEL, James (dir.), *Daring to Find Our Names : The Search for Lesbian and Gay Library History*, London, Praeger, 1998.

⁴² COOPER, Danielle, *"Big Gay Library" : An ethnography of the Pride Library at the University of Western Ontario*, 2001. Disponible en ligne, URL :

<http://www.uwo.ca/pridelib/documents/DCooperThesis.pdf>. Consulté le 27/97/14.

⁴³ MARCILLOUX, Patrice, *Les ego-archives. Traces documentaires et recherches de soi*, Presses Universitaires de Rennes, Rennes, 2013.

⁴⁴ *op. cit.*, p. 145.

Ces matériaux ont été complété par l'étude des sites internet des institutions, notamment afin de trouver des informations plus précises sur leurs collections. Ont également été utilisés des documents d'archives, communiqués sur place ou fournis à distance par les personnes rencontrées au cours de l'enquête⁴⁵.

Il convient maintenant d'entrer dans le vif du sujet, en commençant par deux institutions basées pour la première à Amsterdam, pour la seconde à Bologne.

⁴⁵ Je pense en particulier à Sylvie Tomolillo, Françoise Loux et Michel Chomarat, que je remercie pour cette transmission documentaire.

II. Deux cas d'institutions "communautaires" de patrimoine : Amsterdam, Bologne

Patrice Marcilloux, dans l'ouvrage qui a déjà été évoqué, propose de définir les Archives de communauté à partir d'un certain nombre de critères :

- elles "documentent l'histoire d'un groupe social" ;
- ce groupe social doit, "dans une société donnée" revendiquer "une expression de son existence de type communautaire" ;
- "la collecte, la conservation ou la mise en valeur" doivent être prises en charge par la communauté de manière significative" (sans exclure "forcément complètement la collaboration avec les archives publiques") ;
- la conservation des traces de cette "communauté" doit avoir pour elle-même "une valeur particulière, qui dépasse l'activité de simple loisir."⁴⁶

Si les deux premiers cas qui vont être étudiés semblent correspondre à la notion d'institution de "communauté", destinée à rassembler, conserver et montrer un patrimoine, cette notion se réalise différemment à Bologne et à Amsterdam.

Ces variations concernent d'abord leur contexte d'apparition, mais aussi leur développement, leur organisation et leurs activités.

A. IHLIA - Homodok : un centre international d'archives et d'information sur les Gays et lesbiennes à la Bibliothèque Publique d'Amsterdam.

L'*Internationaal Homo/Lesbisch Informatiecentrum en Archief* (IHLIA) se présente comme un organisme communautaire possédant plus de 130 000 documents (livres, périodiques, "littérature grise", vidéos, posters, archives, photos, etc.) et accueillant plus de 4 000 visiteurs chaque année. Ce qui en fait le principal centre d'archives LGBT en Europe.

L'IHLIA occupe depuis 2007 une partie du sixième étage de la nouvelle Bibliothèque Publique d'Amsterdam, où il dispose d'un bureau d'information et d'un espace d'exposition.

⁴⁶ MARCILLOUX, Patrice, *Les ego-archives. Traces documentaires et recherches de soi*, Presses Universitaires de Rennes, Rennes, 2013, p. 130.

Le responsable des collections Jack Van der Wel est intervenu à Marseille, à l'été 2013, pour présenter les actions de son institution. Un court séjour d'une semaine à Amsterdam a été effectué en mai 2014 pour la découvrir et en comprendre le fonctionnement. Il a aussi été l'occasion de réaliser un entretien avec Gert Hekma, professeur en sciences sociales depuis 1983 à l'Université d'Amsterdam où il dirige le centre de recherches sur le "genre et les sexualités." Le chercheur, dans un article du *Bulletin d'histoire politique*⁴⁷, remet en perspective l'histoire des mouvements homosexuels aux Pays-Bas. Il explique que ceux-ci débutent dès 1946 avec la création du *Shakespeare Club*, qui deviendra plus tard le COC (cf : *supra*). Ce mouvement, dit-il, "avait pour but de rendre l'homosexualité plus visible et de changer tant les mentalités très négatives que la législation, principalement l'article 248 *bis*, qui existait depuis 1911 et prévoyait un âge de consentement différent (seize ans pour les relations hétérosexuelles et vingt-et-un pour les rapports homosexuels)." L'organisation souhaitait également "créer un port d'abri pour les homosexuels et homosexuelles, ce qui fut réalisé en 1952 avec l'acquisition d'un grand *dancing*, le *DOK* (la cave *Odeon*, située sous un ancien théâtre en plein centre d'Amsterdam)." Des intellectuels "de toutes dénominations confessionnelles et politiques (protestante, catholique, libérale, socialiste)" se réunirent en comité, la *Société pour la Réforme Sexuelle*, "pour discuter (notamment) de l'homosexualité." Leurs prises de position encouragèrent le changement des mentalités, et l'article 248 *bis* fut supprimé en 1971.

1. Le contexte d'apparition : du groupe de documentation à la création des Archives

En 1978, à l'Université d'Amsterdam, un groupe d'étudiants et de chercheurs intéressés par les sujets et les questions gays et lesbiennes se met en place progressivement. Des réunions qu'ils organisèrent, trois choses allaient émerger : un groupe de recherche en sciences sociales sur les gays et lesbiennes à l'Université (*Gay & Lesbian studies group*)⁴⁸, un magazine, *Homologie*⁴⁹, et un groupe de documentation, *Homodok*.

⁴⁷ HEKMA, Gert, "Politique et homosexualité aux Pays-Bas", *Bulletin d'histoire politique*, volume 18, numéro 2, hiver 2010. Disponible en ligne, URL : <http://www.bulletinhistoirepolitique.org/le-bulletin/numeros-precedents/volume-18-numero-2/politique-et-homosexualite-aux-pays-bas/>. Consulté le 10/06/2014.

⁴⁸ Gert Hekma explique que ce qui a rendu possible la constitution, au sein de l'Université, du groupe de recherche sur les gays et lesbiennes est le fait qu'elle était, à cette époque "*démocratique*." Ce qu'il entend par là, c'est que les décisions étaient prises par un conseil composé à part égale "*d'étudiants, de professeurs et de membres du personnel de l'administration*." Autrement dit, les deux premiers disposaient de la majorité des voix. L'expérience intellectuelle de l'arrivée des *black* et des *women*

Jack Van Der Wel, alors étudiant en sciences politiques, a participé à la formation d'*Homodok*. Il explique que le motif de sa création tient principalement au fait qu'à cette époque, *"la plupart des bibliothèques, y compris universitaires, ne permettaient pas d'accéder à de la documentation sur les questions gays et lesbiennes. Les informations étaient cachées, inaccessibles."* Leur objectif était donc de remédier à cette situation en permettant à l'information *"d'être visible et accessible."*

Le premier travail a donc consisté à localiser les ensembles documentaires éparpillés, afin de les rendre, dans un second temps, exploitables pour les étudiants du programme de *Gay & Lesbian Studies* de l'Université. Rapidement, le savoir qu'ils avaient constitué allait donner lieu à une multiplication des sollicitations. Mais les demandes qu'ils recevaient étaient en réalité trompeuses. Le responsable de l'IHLIA explique en effet que *"parce que nous savions où les sources se trouvaient, les gens sont venus vers nous, pensant pouvoir directement accéder à des informations."*

Le groupe décide pour cette raison, en l'absence de démarche similaire aux Pays-Bas, de centraliser l'information, et de rassembler les documents en créant eux-mêmes un centre d'Archives. Cette trajectoire, remarque Jack Van Der Wel, est assez singulière. Il explique en effet que *"la plupart des Archives procèdent à l'inverse : elles commencent à collecter des choses, grossissent, et décident alors de rendre l'information accessible."*

C'est donc en raison d'une demande spécifique, émanant de l'Université, où se développait un nouveau champ de recherche autour des minorités sexuelles, que la nécessité d'un lieu centralisateur des traces est apparu.

Gert Hekma, alors étudiant à l'Université, avant d'y devenir professeur, se souvient de la deuxième moitié des années 1970 comme porteuse d'une volonté de la part de certains intellectuels gays d'Amsterdam, probablement influencés par le premier tome de *l'Histoire de la sexualité* de Foucault, de *"faire des recherches sur leur propre histoire."* Cette "volonté de savoir", pour reprendre l'expression consacrée, a fait d'*Homodok* un lieu essentiel, puisqu'en réunissant des informations, des traces, il a pu servir à *"créer l'histoire."*

studies a fortement joué dans leur volonté de s'intéresser aux homosexualités. Dès 1983, Amsterdam accueille la première conférence internationale consacrée aux *Gay & Lesbian Studies* sur le thème "Hommes entre eux, femmes entre elles."

⁴⁹ Il s'agit d'un magazine bimestriel gay et lesbien qui est paru jusqu'en 1997.

2. Les débuts d'*Homodok* et l'enrichissement progressif des collections

A ses débuts, en 1978, le groupe était modeste, puisqu'il ne comportait que cinq bénévoles⁵⁰. L'Université d'Amsterdam, grâce au soutien de certains membres du corps professoral, décide de leur accorder un local. Les activités qui s'y déroulent consistent à l'origine à collecter de la "littérature grise" (dossiers, rapports de recherche, journaux étudiants), autrement dit "*des matériaux vraiment très difficiles, voire impossibles à trouver dans les autres bibliothèques.*"

Progressivement, la collection s'enrichit de différents titres de magazines contemporains (comme *Homologie*), puis plus anciens. La démarche consiste ici à tenter de remonter le temps, pour retrouver des traces de plus en plus anciennes.

Une première donation importante, celle de la bibliothèque historique du COC⁵¹, vient considérablement grossir le volume des documents collectés. Par la suite, différentes personnes privées, comme John Stamford, le fondateur du guide gay *Spartacus*⁵², qui possédait une grande collection de magazines des années 1960 et 1970, se tournent vers l'organisme.

De la même manière, Jack Van Der Wel explique qu'étant identifiés comme recueillant des fonds d'archives, un certain nombre de "*groupes gays et lesbiens des Pays-Bas, souhaitant placer leurs archives organisationnelles, se sont adressés à [eux].*" C'est par exemple le cas de l'ILGA⁵³.

Aujourd'hui, l'IHLIA dispose de plus de 120 archives d'organisations, et de plus de 50 fonds privés d'individus. Leur traitement est assuré par une notice générale les présentant, disponible sur le catalogue.

Le stockage des collections est réparti à deux emplacements : livres, "littérature grise", journaux, magazines et matériaux visuels sont conservés à la Bibliothèque Publique, tandis que les archives d'organisation sont hébergées, à Amsterdam, à l'*International Institute of Social History*. Cet accord avec le plus grand centre de recherche au monde dédié à l'histoire

⁵⁰ L'IHLIA emploie aujourd'hui six salariés, et une dizaine de bénévoles.

⁵¹ La "*Van Leeuwen Bibliotheek*" est composée de livres, de magazines et de coupures de presse antérieures aux années 1970. Les archives de l'organisation sont quant à elles déposées pour le moment aux Archives Nationales des Pays-Bas.

⁵² *Spartacus International Gay Guide* est un guide gay de voyage publié annuellement depuis 1970, au début par John Stamford, actuellement par Bruno Gmünder Verlag à Berlin à sa 35^e édition.

⁵³ L'ILGA (*International Lesbian, Gay, Bisexual, Trans & Intersex Association*) est un organisme international qui travaille depuis 1978 pour la fin des discriminations et l'égalité des droits des minorités sexuelles dans le monde.

sociale illustre une volonté stratégique de la part de l'*IHLIA* d'inscrire l'intérêt du patrimoine LGBT dans une dimension collective, qui dépasse la "communauté." Il s'agit, pour Jack Van der Wel de "*rendre queer les Archives*" publiques ("*queering the Archives*"), autrement dit, d'y inscrire les traces des minorités sexuelles. Les inscrire, c'est d'abord leur donner une visibilité, mais c'est aussi leur faire profiter des meilleures conditions de conservation possibles.

3. Organisation et financement

Si, en 1978, *Homodok* dispose déjà d'un local, le groupe obtient, en 1982, un premier financement de l'Université, destiné à l'achat de livres, de matériel d'archivage et informatique. Cinq ans plus tard, en 1987, Jack Van Der Wel explique, qu'ayant été volontaire pendant presque dix ans, l'Université accepte de lui verser un salaire, afin de coordonner leurs actions. En 1989, face à l'accroissement important des collections, l'Université cède à l'organisme un espace plus grand.

Cette situation avantageuse (hébergement, financement du matériel et des acquisitions, et salaire du responsable de la collection par l'Université) est contrariée en 1992 par le fait que la masse critique de documents amassés n'est plus adaptée au local qui leur sert de réserve. Pour cette raison, l'Université leur demande d'envisager d'autres sources de financements.

Au même moment, des contacts sont développés avec les *Archives lesbiennes d'Amsterdam* et de Leeuwarden, au nord du pays. Dans un premier temps, souhaitant tous trois obtenir de l'argent du gouvernement, ils envoient, pour des raisons stratégiques, une demande commune. Celle-ci est acceptée.

L'entente débouchera en 1999 à la fusion des trois organismes, pour former une seule et même institution : l'*Internationaal Homo/Lesbisch Informatiecentrum en Archief* (IHLIA). La même année, la nouvelle institution, parce que ses collections avaient été considérablement augmentées, a "*dû quitter l'Université pour aller dans un nouveau bâtiment, situé dans la banlieue d'Amsterdam.*" Si la surface de celui-ci était importante et qu'il avait l'avantage d'appartenir à leur ancien président, son éloignement géographique du Centre-ville présentait l'inconvénient de rendre sa fréquentation extrêmement faible.

A la même époque, l'*IHLIA* rejoint le réseau des bibliothèques de la Ville d'Amsterdam, qui comprend notamment les bibliothèques municipales, de musées, *etc...* Jack Van der Wel

m'explique que c'est par le biais de ce réseau qu'il rencontre le directeur de la bibliothèque dans laquelle son organisme se situe actuellement. A l'époque, un nouveau bâtiment était en train d'être construit, et recherchait à intégrer des partenaires. Les promoteurs du projet souhaitaient *"notamment essayer d'avoir de bons contacts avec la communauté gaie et lesbienne d'Amsterdam."* Le partenariat, qui consiste pour l'IHLIA à être hébergé au sein de la nouvelle Bibliothèque Publique est accepté.

Commentant cette alliance, Jack Van der Wel confie que leur stratégie a toujours consisté à *"former un réseau de partenaires puissants"*, ajoutant que celle-ci s'est révélée, avec le temps, *"de plus en plus importante."*

En effet, si l'entente passée avec l'Université consistait à fournir aux étudiants du programme de *Gay & Lesbian Studies*, des informations, en échange de quoi les Archives étaient entièrement prises en charge, leurs déménagements successifs ont amené leurs missions à subir quelques variations. La raison invoquée est la suivante : les compétences internes aux organismes communautaires, indépendamment de leur qualité, sont mises à l'épreuve lorsque ces derniers recherchent des financements publics, autrement dit, par raison économique. La logique des Archives, comme des bibliothèques, explique Jack Van der Wel, a toujours été *"très passive."* Ces organisations *"collectent, rendent accessibles, et attendent que vous veniez les voir, mais elles ne montrent pas ce qu'elles ont."* Or, cette attitude est insuffisante à convaincre les financeurs. C'est d'ailleurs ce qu'il s'est passé pour l'IHLIA, lorsque la subvention a été demandée au gouvernement : *"celui-ci demandait qu'ils fassent autre chose."* De la même manière, l'accord passé avec la *Bibliothèque Publique d'Amsterdam* comporte, en échange de la mise à disposition gratuite de l'espace, des contreparties : la mise en valeur des collections, à travers des expositions, ou la création de programmes pédagogiques, permettant de diffuser et de développer des contenus thématiques. Ce partage de l'information, cette mise en valeur du patrimoine des minorités sexuelles prend deux directions : l'une est destinée au plus large public, l'autre concerne plus spécifiquement la communauté LGBT.

4. Les activités de l'IHLIA

a. Les actions de visibilité

A l'occasion de la légalisation du mariage entre personnes de même sexe, en 2001, l'IHLIA a tenu à documenter ce développement historique en produisant une série de portraits des

premiers couples à se marier. Ceux-ci ont été utilisés pour soulever un débat sur des violences qui avaient eu lieu dans un quartier de l'est d'Amsterdam. Les photos ont été exposées dans des vitrines de magasins et dans des bâtiments publics comme les bibliothèques municipales et l'Hôtel de Ville. Positionné comme acteur du débat public, en produisant des contenus diffusés dans l'espace collectif de la Cité, l'IHLIA cherche à atteindre un environnement plus vaste que celui de la communauté homosexuelle. Dans cette mesure, l'institution cherche à jouer un rôle dans l'évolution des mentalités, et à encourager l'acceptation sociale des minorités sexuelles.

Pour répondre aux difficultés d'accès⁵⁴ des ressources documentaires LGBT dans les bibliothèques publiques, l'IHLIA a mis en place un dispositif original : les "étagères roses." Celles-ci, disposées au sixième étage de la Bibliothèque où l'association est hébergée, consistent à "*rendre particulièrement visibles et donc accessibles au public*" une sélection de livres, de fiction ou non, ainsi que des films et des documentaires sur les thématiques LGBT. Leur objectif est double : proposer aux membres de la communauté une sélection de contenus mis à leur disposition, où ils peuvent se reconnaître ; mais aussi inscrire, et imposer à tous comme légitime, un ancrage visible au sein de la Bibliothèque Publique. D'autres activités de l'organisme, comme les "biographies roses", s'adressent plus directement aux membres des minorités sexuelles.

b. Un projet d'histoire orale et communautaire : "les biographies roses"

Pour décrire la démarche de l'IHLIA à l'égard de son projet d'histoire orale, Jack Van der Wel explique que celui-ci consiste en "*la tentative d'enregistrer les histoires de personnes LGBT qui ont connu l'époque où leur sexualité était taboue.*" Ces personnes âgées, qui ont vécu leurs existences avant la Libération Sexuelle, n'ont en effet souvent laissé que peu de traces écrites. Autrement dit, les sources traditionnelles de l'Histoire n'ont pas été transmises. La démarche consiste donc à sauver, dans "*l'urgence*", les traces des parcours de vie d'une époque révolue. Il confie cependant que l'histoire orale, menée selon des standards académiques, est un projet couteux. Une solution plus souple a été adoptée : il s'agit des

⁵⁴ Jack Van der Wel identifie l'origine de ces difficultés du fait que le catalogage et l'indexation des mots-clés des documents sont souvent effectués par des sociétés externes. Celles-ci ne disposent pas forcément du vocabulaire adapté pour décrire les contenus, parfois subtils, en tous cas spécialisés, des documents relatifs aux minorités sexuelles. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle l'IHLIA développe depuis plusieurs années un *thesaurus* adapté à cette catégorie documentaire. Celui-ci comporte aujourd'hui plus de 2500 mots-clés.

"*biographies roses*." Des volontaires ayant suivi une formation écrivent l'histoire des lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres plus âgés. En utilisant les *interviews*, ces volontaires prennent le temps de transformer l'histoire des personnes âgées en livres, en ajoutant des photos et d'autres traces mémorielles.

Les rapports de l'IHLIA avec la communauté LGBT de la ville d'Amsterdam consistent également, raconte Jack Van Der Wel, à "*collecter*" auprès de ses membres "*des matériaux, au moment des expositions*." Celles-ci sont en effet construites avec les populations concernées, qui fournissent des objets ou des documents à l'IHLIA, qui les intègre par la suite dans ses collections. Le responsable explique que l'objectif des expositions consiste par conséquent à la fois à "*montrer des choses, mais aussi à essayer d'en avoir plus*."

Cette manière de faire, participative et fortement liée à la communauté, semble diriger la conservation et la présentation de ces traces vers la "*valeur particulière*" dont parle Patrice Marcilloux dans sa définition.

c. La volonté de constituer des réseaux

Premièrement, et cela a déjà été évoqué, l'IHLIA est attachée à s'inscrire dans un réseau de partenaires institutionnels : l'organisme travaille aussi bien avec la *Bibliothèque Publique d'Amsterdam*, qui l'héberge, qu'avec l'*Institut International d'Histoire Sociale*, qui recueille une partie de ses fonds d'archives, ainsi qu'avec la bibliothèque de l'Université d'Amsterdam, ou encore *AdamNet*, le réseau des bibliothèques de la ville.

Mais l'action de l'IHLIA s'étend aussi au-delà de son ancrage local, comme un autre projet, *Open Up*, l'illustre. Il s'agit d'une initiative destinée à "*révéler l'histoire de l'émancipation et du développement LGBT en Europe Centrale, de l'Est et du Sud-Est*." Elle consiste à numériser et à rendre accessible sur Internet "*un vaste éventail de périodiques et d'archives de certaines organisations LGBT nationales et internationales*", autrement dit, à constituer une collection virtuelle à partir des archives de l'IHLIA. Les enjeux du projet sont multiples : d'abord, il vise à montrer que le patrimoine a besoin non seulement d'être collecté et préservé, mais aussi d'être diffusé au plus large public possible pour pouvoir exister réellement. Ensuite, il vise à faire prendre conscience "*les mouvements LGBT, les activités et les individus*" de "*l'importance de garder et d'archiver*" ce patrimoine collectif. Enfin, il souhaite

créer, à l'échelle européenne, la dynamique d'un large réseau sur la question des archives et de récupération d'informations relatives aux LGBT.

Cette volonté dépasse d'ailleurs le territoire européen, puisqu'en août 2012, l'*IHLIA* reçoit la quatrième mondiale et première en Europe⁵⁵ Conférence LGBTI ALMS (*Archives, Librairies, Museums & Special Collections*). Celle-ci rassemblait une centaine de personnes venues du monde entier (Europe, Afrique du Sud, Canada, Etats-Unis et Australie) pour "*partager leurs expériences à l'égard de la collecte, la préservation et l'accès aux histoires des LGBTI.*"⁵⁶ La responsable du Centre de ressources et de documentation LGBT du *Cassero* à Bologne, y a participé.

Conclusion sur *Homodok/IHLIA*

La trajectoire institutionnelle d'*Homodok/IHLIA*, est riche d'événements et d'enseignements. D'abord, sa fondation a lieu au sein d'un lieu de savoirs, l'Université. La volonté de trouver puis de rassembler des matériaux relatifs à l'histoire de l'homosexualité est liée au développement du champ des études Gays et lesbiennes. Par la suite et en raison de l'accroissement important de la collection, l'organisme est contraint de diversifier ses sources de financement. Une fusion avec deux entités apparentées, plus spécialisées sur l'homosexualité féminine, permet d'atteindre une plus grande visibilité auprès des pouvoirs publics. En contrepartie de l'aide apportée à leur initiative, ceux-ci encouragent la production d'événements mettant en valeur leur collection, tout en s'adressant à tous types de publics : communautaire ou généraliste. Ce dernier phénomène invite à constater que l'*IHLIA* agit comme un opérateur de patrimonialisation. L'organisme recueille des traces, les conserve et les met en valeur en les présentant à différents publics. Il superpose ainsi une logique centripète : la sauvegarde des mémoires ; et une logique centrifuge : la diffusion de contenus, qui semble s'accompagner d'une ambition de participation active à l'évolution des mentalités.

⁵⁵ Les précédentes avaient eu lieu aux Etats-Unis.

⁵⁶ Cette rencontre a donné lieu à un blog, qui donne accès à la majorité des communications. URL : <http://lgbtialms2012.blogspot.ca/>. Consulté le 12/06/14.

B. Le Centre de ressources et de documentation LGBT⁵⁷ Il Cassero à Bologne.

L'Italie dispose principalement de trois bibliothèques ou Archives concernant les minorités sexuelles. La première, la *Fondation FUORI Angelo Pezzana* est située à Turin, la deuxième, à Milan, est gérée par l'association *Arcigay* (cf : *infra*), mais n'est pas ouverte au public. La troisième enfin, qui est la plus importante, est à Bologne et située dans l'enceinte du Centre LGBT *Il Cassero*.

Ouverte 43 heures par semaine, elle se présente sur son site internet comme vouée à une "recherche active, à la conservation, la préservation et l'analyse du patrimoine culturel du mouvement LGBT italien. Elle développe son action sur le plan culturel, afin de promouvoir, de préserver et de fournir au public de la communauté LGBT, et au-delà, des outils d'élaboration critique sur les thèmes de la sexualité, l'identité de genre et l'exclusion sociale."⁵⁸ La formulation de ces objectifs mérite d'emblée quelques remarques préliminaires. D'abord, le concept de "patrimoine culturel" est explicitement évoqué ; de fait, l'institution revendique une identité, ou du moins une action ressortissant du domaine des institutions à caractère patrimonial. Elle vise plus spécifiquement ce qui concerne le "mouvement LGBT italien" : son ambition est donc nationale, son intérêt directement lié aux minorités sexuelles, prises dans leur dimension de mouvement social. La Bibliothèque situe ensuite ses activités, qu'elle dédie aussi bien à la "communauté LGBT" qu'à la société toute entière, "sur le plan culturel." La culture occupe alors la position d'un vecteur de diffusion des idées, d'un "outil" permettant de conceptualiser un vaste ensemble de problématiques : la diversité des sexualités, la variété des identités de genre, mais aussi la thématique de l'exclusion sociale, conséquence des formes de rejet que peuvent subir les minorités sexuelles.

Sara de Giovanni arrive au *Cassero* en 1996 comme "activiste" et bénévole. Elle y occupe différents postes avant de devenir, en 2005, responsable de la bibliothèque et des archives du Centre de Documentation. N'étant pas bibliothécaire de formation, elle explique que comme ses prédécesseurs, elle n'en est pas moins devenue "*une experte*"⁵⁹. Elle est convaincue de

⁵⁷ Bien qu'il s'agisse d'un centre de documentation qui réunit les fonctions d'Archives et de Bibliothèque, j'emploierai, pour plus de lisibilité et afin d'éviter la confusion avec le Centre LGBT (Lesbienne, Gai, Bisexuel, Trans) dans lequel il réside, le terme de "Bibliothèque".

⁵⁸ Site Internet du *Cassero*, onglet "Centre de documentation". URL : <http://www.cassero.it/documentazione/>. Consulté le 20/07/2014.

⁵⁹ Le lieu lui permet en effet, comme à ses deux collègues, Kyle et Martha, d'assister à des cours et de suivre des formations.

l'importance de son rôle, qu'elle dédie au service de la communauté.

1. Le contexte bolonais, la création et l'historique du Cassero

Selon la bibliothécaire, si le Centre LGBT dans lequel la Bibliothèque se trouve a pu être créé à Bologne, c'est pour deux principales raisons, qui sont, en réalité, des conditions préalables attachées au contexte local. D'abord, Bologne a connu *"un très important mouvement étudiant, de 1968 à 1977, accompagné d'une culture de la liberté"* ; sa particularité, par rapport aux autres villes italiennes, est ensuite qu'elle *"était très à gauche. Il y était par conséquent beaucoup plus facile d'obtenir un lieu ou une autorisation de l'administration locale."*

Ces deux paramètres, particuliers au contexte bolonais, ont probablement facilité la démarche "communautaire" qui a conduit à la création du Cassero. Celle-ci doit beaucoup, pour Sara de Giovanni, à Samuel Pinto dit *"La Lola Pinales"*, activiste et réfugié politique chilien. Arrivé à Bologne en 1977, il commence par créer un petit collectif, le *« Collettivo Frocialista Bolognese »*⁶⁰. Peu après, il part en voyage en Suède. C'est là qu'il découvre un Centre communautaire homosexuel, possédant une bibliothèque, un café et une salle de fête. A son retour à Bologne, il envisage de créer un espace similaire.

En 1982, Samuel Pinto, entouré de quelques personnes, principalement des hommes, décide de demander à la Mairie, *"un lieu pour la communauté."* L'équipe municipale de gauche propose de leur céder, aux portes de la cité, un ancien édifice religieux, *"La Porta Saragozza"* dédié à *La Madone*, patronne de Bologne. Sara de Giovanni explique que cette décision a suscité *"une grande bataille au sein de la ville"*⁶¹, l'Eglise étant naturellement *"opposée à la présence d'homosexuels à cet endroit"*. Ceux-ci obtiennent finalement gain de cause lorsque le Maire accepte de leur prêter le lieu. Le Centre LBGT *Il Cassero*⁶², premier du genre en Italie, et premier lieu communautaire consacré aux minorités sexuelles à recevoir le soutien de l'administration, voit le jour en juin 1982. Sara date de cette époque *"la naissance à Bologne d'une manière différente de voir l'homosexualité."*

⁶⁰ Le groupe se renommera par la suite le "Cercle culturel homosexuel".

⁶¹ Les nombreux articles de journaux qui ont été publiés autour de cette affaire ont été collectés par le Cassero au sein de sa revue de presse.

⁶² Son nom est un clin d'œil à l'architecture médiévale dans lequel il se trouvait ; "cassero" voulant dire "donjon" en italien.

L'une des premières actions du Centre est l'organisation, l'année même de sa création, de la première *Gay Pride* bolonaise. D'autres fêtes suivront rapidement, visant notamment à trouver des financements.

Le lieu d'origine est de taille modeste. Il comportait un bar, et, dès 1983, une petite bibliothèque, servant aussi de librairie. Sara de Giovanni explique "*qu'au début, c'était vraiment important d'avoir un lieu où trouver des livres et des vidéos.*" Son enjeu originel est donc de permettre aux membres de la communauté homosexuelle de pouvoir accéder à des informations concernant leur histoire et leur identité.

En 2002, la Mairie accorde au Centre un nouveau lieu, plus grand et plus ouvert, situé dans un ancien bâtiment portuaire, *La Salara*⁶³, dans le quartier culturel⁶⁴ de la ville. Cette faveur est interprétée par mon interlocutrice comme la reconnaissance de la valeur et de l'importance, pour et par la ville, de la bibliothèque et de l'association.

A la faveur de la même ambition de développement et de reconnaissance, la même année, la Bibliothèque s'inscrit au catalogue national italien, rendant ainsi visible à l'échelle nationale l'ensemble de ses collections répertoriées.

2. Le fonctionnement du Centre et la position de la Bibliothèque

a. Une "bibliothèque connectée"

L'inclusion de la Bibliothèque dans un complexe plus vaste, celui du Centre, est une particularité remarquable. Elle fait d'elle, selon sa responsable, "*une bibliothèque connectée.*"

Lieu d'émulation, le Centre dispose à l'étage inférieur d'une discothèque, qui accueille des soirées dansantes et des concerts presque tous les soirs. Pour cette raison, le *Cassero* est un lieu de vie qui "*ne ferme presque jamais*", puisqu'il est ouvert aussi bien le jour que la nuit. Un bar jouxte également, à l'étage supérieur, la Bibliothèque.

⁶³ Le nom du Centre d'origine, *Il Cassero*, est cependant gardé, puisque celui-ci est, selon Sara de Giovanni, "*un vecteur de mémoire et d'histoire.*" *La Salara* était, comme son nom l'indique, une ancienne fabrique de sel.

⁶⁴ Le musée d'art contemporain et la Cinémathèque de Bologne se trouvent à quelques minutes à pieds.

Le Centre, comme la Bibliothèque, sont gérés par l'association homosexuelle *Arcigay*⁶⁵ dont le siège est à Bologne. Pour participer aux activités de la discothèque, il faut faire l'acquisition d'une carte de membre. Symboliquement, cette-dernière représente l'appartenance à la communauté. Plus prosaïquement, elle permet d'en financer les services. Les recettes générées par les activités récréatives sont utilisées pour alimenter les principaux pôles du Centre : un service d'aide aux personnes atteintes du VIH (*AIDS Service*), mais surtout l'achat de livres et de périodiques. Autrement dit, les activités interagissent, et le Centre, comme la Bibliothèque, disposent d'une certaine autonomie financière.

Une autre source de revenus provient des activités de la Bibliothèque, qui seront bientôt évoquées, et qui se déroulent à l'extérieur du Centre. Celui-ci bénéficie de la part de la ville, propriétaire du bâtiment, d'un loyer symbolique. En contrepartie, il doit s'engager à proposer, à côté des activités "communautaires", des actions destinées à tous, c'est à dire pas uniquement à ses membres.

Enfin, l'institution dispose de financements publics : la région Emilie Romagne accorde aux bibliothèques de taille modeste une subvention pour soutenir leur activité et pour le catalogage des fonds. Une aide spéciale supplémentaire est destinée à lui permettre d'intégrer les notices au système de catalogage national. Ces deux aides représentent environ 15 000 € par an.

Trois salariés sont payés par le Centre pour gérer la bibliothèque : deux à mi-temps, Sara de Giovanni à plein temps. Des bénévoles et des stagiaires viennent compléter cette équipe.

b. Les liens aux universités

Le Centre et la Bibliothèque ont toujours noué des liens étroits avec l'Université⁶⁶. Une trentaine d'étudiants viennent en effet chaque année, à leur demande, effectuer le stage obligatoire de leur *cursus* au *Cassero*. Sara de Giovanni accorde une grande valeur à cet échange : ces jeunes hommes et femmes, motivés, peut-être, par la volonté de "*se découvrir ou de se trouver eux-mêmes*", les aident beaucoup, parce qu'ils sont capables de faire des

⁶⁵ *Arcigay* est une association militante italienne, créée en 1980, qui lutte pour les droits des personnes LGBT. Organisée en comités provinciaux et affiliés, elle revendique plus de 180 000 membres.

⁶⁶ Depuis 2002, un accord a été passé avec les Universités de Bologne, Florence, Cagliari, Parme pour faire valider aux stagiaires leurs crédits européens.

choses que la Bibliothèque ne pourrait pas faire seule. Toute sorte de tâches peuvent leur être confiées : comme par exemple le catalogage interne de la revue de presse.

Par ailleurs, la bibliothécaire explique que cet échange avec l'Université compte beaucoup pour leur crédibilité. Elle resitue d'ailleurs la démarche dans une stratégie plus vaste, qui consiste, "*depuis le début, à construire un réseau d'alliances à travers plusieurs parties de la société : associations, institutions, villes, etc.*" L'élaboration de ces partenariats, qui sont une part importante⁶⁷ de leur travail, a pour objectif de renforcer la légitimité du Centre auprès des pouvoirs publics et la visibilité de la communauté LGBT au sein de la Cité.

Enfin, Sara de Giovanni effectue de nombreux voyages à travers l'Italie ou l'Europe afin d'échanger idées et expériences avec d'autres centres d'archives ou bibliothèques consacrées aux minorités sexuelles. C'est dans cette perspective qu'elle s'est rendue à Marseille lors de la table ronde du *Collectif IDEM*, ou à Amsterdam, en 2012, pour assister à la Conférence LGBTI ALMS (*cf. supra*).

c. Une bibliothèque « normale » ?

Sara de Giovanni confie, amusée, que la question de savoir si l'institution dont elle a la charge est une bibliothèque « normale » lui est souvent posée. Sa réponse est négative : "*nous ne sommes pas seulement une bibliothèque : c'est politique !*"

Selon elle, le propos de la Bibliothèque et de sa collection de livres est d'être utilisée "*pour les personnes qui viennent ici en se posant des questions sur leur orientation sexuelle, sur leur identité de genre, sur tout ce qu'ils ont besoin de savoir sur eux-mêmes, pour se découvrir et s'accepter.*" Autrement dit, la Bibliothèque est au service de la communauté LGBT. Ce public particulier possède des attentes spécifiques et nécessite des réponses adaptées.

Elle cite l'exemple d'un jeune homme venu la voir, en larmes, parce qu'il venait d'apprendre qu'il était séropositif ; il cherchait à savoir ce qu'il devait manger, boire, ou faire avec les médicaments. Et explique qu'elle et son équipe sont "*préparées à ce genre de situation*" : elles peuvent les comprendre, apporter de l'aide et indiquer les manuels les plus adaptés à la gestion des multi-thérapies. La présence d'un service d'aide aux malades du VIH au sein du Centre est également un atout pour gérer ces situations dramatiques.

⁶⁷ A titre d'exemple, le Festival *Gender Bender*, produit par le *Cassero*, dispose à Bologne d'une cinquantaine de partenaires aussi bien publics (Musée d'Art contemporain, Cinémathèque Lumière, Ville, Région), que privés.

C'est là qu'elle situe la principale différence avec les bibliothèques traditionnelles. Sa fonction, qu'elle se représente parfois comme étant à mi-chemin entre "*bibliothécaire et psychologue*", consiste à pouvoir "*aider les gens de différentes manières.*" Autrement dit, sa caractéristique est la polyvalence.

Cette polyvalence se retrouve dans la topographie du Centre, partagé entre les différents services associatifs. Chacun d'eux donne à la Bibliothèque les matériaux issus de leurs nombreuses activités : des affiches du festival *Gender Bender*, des matériaux de prévention donnés par l'*AIDS Service*, des documents associatifs par l'*Arcigay*, etc.

Or, pour Sara de Giovanni, la Bibliothèque "*est importante parce qu'elle est une mémoire*", et plus précisément une mémoire militante, puisqu'elle a été conçue et est utilisée par le Centre comme un instrument politique.

Son objectif est d'abord de transmettre, de "*raconter cette histoire*" du militantisme bolonais et plus largement italien. Mais il se double aussi de la volonté d'un "*changement*" : celui d'obtenir, pour les minorités sexuelles, "*de meilleures conditions de vie*" et de tenter d'agir sur "*les problèmes sociaux et politiques.*"⁶⁸

Participant d'une volonté de réformes sociales et politiques, une réflexion sur l'action du bibliothécaire s'impose. Dans ce contexte, celui-ci ne peut se contenter de gérer une collection de livres, mais il doit aussi, et peut-être davantage, s'engager dans "*la promotion de la culture et de la mémoire LGBT car c'est par la compréhension qu'on lutte le mieux contre les préjugés.*" Dimensions culturelle et politique du patrimoine sont ainsi profondément reliées.

3. La double mission du Centre de ressources du Cassero : Archives et bibliothèque

Durant l'entretien, la responsable du Centre de documentation explique que la Bibliothèque a commencé avec un nombre assez réduit de bénévoles, chargés aussi bien de la tenue des rayons, des cotes, que de la collecte de matériaux.

Sa création correspond à un enjeu d'accès aux ressources communautaires : il était alors très difficile, en Italie, au début des années 1980, "*d'avoir de l'information à caractère LGBT.*"

⁶⁸ Sara De Giovanni rappelle qu'en Italie les minorités sexuelles ne disposent pas vraiment de droits, puisqu'il n'existe aucune loi contre l'homophobie, ou la transphobie, ni possibilité de mariage civil, ni d'adoption.

La collection de la Bibliothèque est composée d'environ 14 000 livres, 6000 vidéos, 500 titres de périodiques italiens ou internationaux et environ 4000 affiches à thématiques sociales et politiques. Ces matériaux, placés sur des étagères mobiles, souvent déplacées⁶⁹, sont organisés en une dizaine de sections thématiques.⁷⁰

Les ouvrages proviennent d'un réseau de donateurs réguliers qui transmettent à la Bibliothèque des livres neufs qu'ils viennent d'acheter. Dix fonds privés de livres, comprenant des archives, ont intégré la collection. Mélangés aux autres ouvrages, ils restent identifiés par un tampon ; le nom du donateur, si celui-ci souhaite qu'il apparaisse, est également inscrit sur le catalogue informatique. Parallèlement, la Bibliothèque investit environ 5000 € par an pour compléter sa collection d'ouvrages.

Le site internet de la Bibliothèque propose aux utilisateurs d'accéder aux ressources à travers trois catalogues distincts : le premier se rapporte à la collection de livres et de vidéos⁷¹, le deuxième concerne les périodiques et les magazines⁷², et le troisième donne accès à la collection de *posters* et de *flyers* numérisés⁷³. Ces derniers, téléchargeables et consultables depuis le monde entier, sont la fierté de mon interlocutrice.

A cette mission de bibliothèque s'ajoute une seconde, de collecte de matériaux d'archives. Celle-ci est particulièrement axée sur l'histoire du *Cassero* et de ses différentes activités.

En effet, l'une des caractéristiques marquantes de l'action de la Bibliothèque est l'habitude prise depuis sa création, de conserver tous les documents (*posters*, *flyers*, photos ou coupures de presse) relatifs au Centre dont elle fait partie, et à l'association *Arcigay*, qui la gère. La Bibliothèque dispose d'ailleurs de toutes les archives organisationnelles⁷⁴ de cette dernière, qui permettent de retracer son histoire.

L'objectif de cette démarche est de pouvoir utiliser ou mettre à disposition du public toutes les données entourant l'association, et témoigner de ses activités. Il est lié au fait que la Bibliothèque est imbriquée, et donc est l'une des composantes du *Cassero* : elle rend donc un

⁶⁹ Ce qui fait dire à mon interlocutrice qu'elle gère une "*bibliothèque à roulettes*."

⁷⁰ Les thématiques reflètent à la fois la diversité des minorités sexuelles, et la volonté de mettre à la disposition de la communauté des ressources plus pratiques : une section est ainsi consacrée aux enfants et aux adolescents, une autre sur le VIH et les infections sexuellement transmissibles.

⁷¹ URL : <http://sol.unibo.it/SebinaOpac/Opac?sysb=>. Consulté le 25/07/14.

⁷² URL : <http://acnp.unibo.it/cgi-ser/start/it/cnr/fp.html>. Consulté le 25/07/14.

⁷³ URL : <http://manifestipolitici.sebina.it/SebinaOpacGramsci/Opac>. Consulté le 25/07/14.

⁷⁴ La Bibliothèque a aussi recueilli les archives de l'organisation lesbienne *Arcilesbica*, avant leur scission du Centre, en 1996.

service à l'ensemble dont elle fait partie. Enregistrant sa mémoire, elle fait office d'Archives privées.

Par ailleurs, et parallèlement à la mise en place de cette pratique, le personnel de la Bibliothèque a également décidé de prélever, dans des journaux de nature très différente, toute sorte d'informations concernant les thématiques LGBT, et leurs problèmes.

L'ensemble des matériaux ainsi récoltés représente "*une part énorme*" de leurs fonds d'archives. En ce qui concerne les articles de journaux, ceux-ci sont organisés au sein d'une gigantesque revue de presse⁷⁵ en plusieurs volumes. Sara de Giovanni, pour illustrer leur quantité explique que si "*la première année de la Bibliothèque [ses] prédécesseurs avaient recueilli environ trois gros livres contenant ces articles, c'est aujourd'hui ce que [son équipe] obtient en un mois !*" A tel point que la responsable ne peut donner d'estimation précise du nombre d'articles conservés dans leur collection. Ces contenus sont organisés, à l'aide d'un catalogue interne⁷⁶ comportant des mots-clés, qui autorisent ou plutôt facilitent les recherches par thématiques.

Dans ses missions de bibliothèque et d'Archives, l'organisme collecte et conserve une grande variété de matériaux. Cette logique centripète est en soi insuffisante à caractériser complètement le processus de patrimonialisation. Cependant, le *Cassero* dispose d'un autre volet visible : celui des activités de mise en valeur et de diffusion.

4. Les activités de la Bibliothèque

a. Les expositions

Depuis sa création le *Cassero* a organisé, régulièrement, des expositions. Elles portent sur sa propre histoire, par exemple à l'occasion d'anniversaires, ou sur d'autres événements en lien (par exemple la *Gay Pride* de Bologne). Plusieurs catalogues ont été édités. Principalement photographiques, bien que comportant aussi des vidéos et des archives, elles ont eu lieu au Centre ou dans d'autres endroits de la Ville. Elles sont "*conçues pour tout le monde*", et

⁷⁵ Les articles sont collectés dans leurs dimensions originales, afin de permettre de visualiser le type d'espace qu'ils occupent sur l'économie de la page.

⁷⁶ Ce catalogue a été effectué à l'aide, faute de financement, du travail de bénévoles.

participent d'une intention fortement revendiquée de la Bibliothèque : l'acceptation sociale de la diversité sexuelle.

Se projetant dans le futur, Sara de Giovanni imagine que dans dix ans, le bâtiment sera "*entièrement dédié à la Bibliothèque, et qu'il y aura une sorte de musée.*" Les documents les plus précieux⁷⁷ pourraient être exposés, au lieu d'être gardés "*dans les placards*", faute d'espace et en raison de la vitesse de l'enrichissement quotidien des collections.

La Bibliothèque, qui fait aussi office de centre d'Archives, et qui, à l'occasion, comme les musées, organise des expositions, est prise entre deux impératifs : "*protéger et montrer.*" Ces deux conditions réunies l'amènent à pouvoir être caractérisée comme un opérateur de patrimonialisation.

b. Les animations

Beaucoup d'événements sont organisés durant l'année : des présentations de livres, des rencontres avec des écrivains ou des acteurs du mouvement LGBT.

Des partenariats existent entre la Bibliothèque et d'autres activités organisées par le *Cassero*, comme par exemple le Festival *Gender Bender*⁷⁸, ou d'autres pôles de l'association, comme l'*AIDS Service*. Avec ce dernier a par exemple été organisée en décembre 2013 une initiative nommée l'« *AIDS Project* », autour de la littérature, du cinéma et du sida.

Le projet qui rencontre le plus de succès, le « *CreativeLab* », s'adresse aux enfants et aux adolescents. Elle a lieu une fois par semaine, le samedi matin. L'activité débute par la lecture par un comédien d'un passage de livre de la collection de la Bibliothèque, suivie d'un atelier d'écriture créative fondé sur la notion de tolérance et sur la valorisation de la diversité. Entièrement organisée par des bénévoles, dont certains sont des professeurs, elle accueille beaucoup de familles. Sara de Giovanni explique qu'il s'agit là pour elle "*d'une manière très agréable de faire circuler les idées, de faire en sorte que les personnes parlent ensemble et*

⁷⁷ Parmi les donations qu'a reçu la Bibliothèque, quelques ouvrages anciens, essentiellement des traités religieux, datant du XVIIIème ou du XIXème siècles ont été reçus. Ils ne sont pas, contrairement aux ouvrages courants, présentés dans les étagères et empruntables, mais au contraire placés dans un coffre fort, afin d'assurer leur protection et une meilleure conservation.

⁷⁸ Le festival international et pluridisciplinaire *Gender Bender*, qui a lieu chaque année depuis 2003, est destiné à introduire au public italien "la nouvelle imagerie liée à l'identité de genre, l'orientation sexuelle, la représentation du corps dans la culture contemporaine." Source : <http://www.genderbender.it/en/about/>. Consulté le 26/07/14.

apprennent à se connaître." Autrement dit, l'activité joue ici un rôle de lien social. La bibliothécaire explique d'ailleurs que si, au début, la majorité des familles participantes étaient homoparentales, aujourd'hui, la plupart sont des parents hétérosexuels qui amènent leurs enfants.

En mettant en valeur les idées de diversité et de tolérance, qui s'adressent à tous, la Bibliothèque, contribue à la réflexion sur le fonctionnement social, la perception de l'Autre et l'avenir de la collectivité. Ces idées s'inscrivent aussi, dans cette mesure, dans les rouages d'un mécanisme politique visant à une meilleure acceptation des minorités sexuelles et de la reconnaissance de l'égalité de leurs droits.

Conclusion bolonaise

La conception du patrimoine LGBT mise en œuvre au sein de la Bibliothèque allie profondément le culturel et le politique.

Lieu de mémoire du militantisme italien dans sa fonction d'Archives, elle enregistre la trajectoire des luttes de la communauté LGBT pour conquérir des droits. Les traces ainsi rassemblées sont de nature à permettre aux historiens des minorités sexuelles d'en écrire et d'en rendre visible l'histoire.

Institution communautaire, elle offre à ses membres un ensemble de services adaptés à leurs demandes et à leurs attentes. Ouverte sur l'extérieur, inscrite dans différents réseaux et proposant des activités dans différents espaces de la ville, elle se positionne comme un acteur (de changement) social, cherchant à "*promouvoir une culture du respect et d'acceptation de toute la diversité.*"

III. Traces des minorités sexuelles au Canada : l'exemple des "organismes communautaires" à Montréal

A l'été 2014, un voyage de trois mois à Montréal, effectué dans le cadre d'un séminaire de muséologie canadienne à l'Université et d'un stage au Jardin Botanique, a été l'occasion d'observer et de rencontrer, pour réaliser des entretiens, quelques acteurs du paysage institutionnel lié aux minorités sexuelles.

Louis Godbout⁷⁹ et Jacques Prince d'abord, ancien et actuel présidents des *Archives Gaies du Québec* ; Lise Fortier et Christian Tanguay, ancienne et actuel présidents du *Centre communautaire des gais et lesbiennes de Montréal*, ainsi que Stefan Forand⁸⁰ responsable de la *Bibliothèque à livres ouverts* qui fait partie du Centre ; enfin, René Binette, directeur de *l'Ecomusée du fier monde*.

Ces trois institutions se situent dans le même périmètre du quartier du Centre-sud de Montréal. Celui-ci correspond au « Village gai », espace où se concentre l'essentiel des bars et autres lieux de sociabilité de la "communauté" LGBT. Son développement débute en 1982 et s'accélère à partir de 1985. En 2005, à l'approche des premiers *Outgames* mondiaux⁸¹, la *Société de développement commercial du Village* est créée, pour fédérer et renforcer la visibilité et le dynamisme des commerçants de ce quartier.

Ces trois cas se revendiquent comme des « institutions communautaires ». Cependant, le sens de cet adjectif n'est pas tout à fait entendu de la même manière pour les deux premiers, tournés vers la communauté LGBT montréalaise, et pour le troisième, qui s'adresse, selon les préceptes de la Nouvelle Muséologie, à une autre « communauté » : locale, de quartier.

Ce chapitre est aussi l'occasion d'aborder des exemples de la situation nord-américaine. Ceux-ci ne constituent pas le cœur de l'étude, puisque faute de temps et de moyens, il n'a pas

⁷⁹ Louis Godbout, a été président des *Archives* de 1998 à 2006, en intermittenace avec le Bibliothécaire de l'Université McGill et militant Iain Blair.

⁸⁰ Il me faut signaler que Stefan Forand, première personne à m'avoir accueilli à la Bibliothèque, dont il était responsable depuis plusieurs années, a été licencié pour "motifs économiques" par la direction du *CCGLM* au cours du mois de juillet. Les responsables du Centre n'ont jamais prit la peine d'évoquer avec moi cet événement.

⁸¹ Il s'agit d'une manifestation sportive et culturelle. La première édition a eu lieu à Montréal du 26 juillet au 5 août 2006. Plus de 12 000 participants et près de 250 000 touristes y ont assisté. Dans le cadre de l'événement, a été organisée une importante conférence internationale sur les droits humains LGBT, qui s'est conclue par l'adoption de la *Déclaration de Montréal*. Ce texte propose notamment la création d'une *Journée internationale de lutte contre l'homophobie*.

été possible de s'y rendre. Cependant, ils offrent des éléments de comparaison intéressants, et ont tous été mentionnés par l'un ou l'autre de mes interlocuteurs montréalais.

Afin d'introduire quelques éléments contextuels sur l'histoire des minorités sexuelles à Montréal, c'est un petit ouvrage de vulgarisation⁸² réalisé par un militant et chercheur en Etudes Gays et Lesbien, Ross Higgins, à partir de sa thèse en anthropologie, qui a été choisi. Il y expose son projet d'histoire de la "communauté gaie" montréalaise antérieure aux années 1970.

Mettant en regard les transformations de l'homosexualité, « d'une catégorie honnie de personnes » à « une communauté visible, active et contestataire » et celles de la société québécoise, il entend analyser « les conditions sociales, économiques ou idéologiques » et identifier les « acteurs sociaux » ayant participé à « cette véritable révolution. »⁸³ L'hypothèse qu'il développe consiste à montrer que cette mutation « abrupte du paysage urbain et du tissu social » montréalais, a eu pour étape préalable « le développement d'un sens d'appartenance à une collectivité. »⁸⁴

Pour étudier ce processus d'identification collectif, qu'il fait remonter avant le début des années 1970, c'est à dire « avant la création d'un mouvement politique homosexuel (...), l'essor du commerce gai (...) et l'organisation de grands événements qui rendent visibles la communauté », il se penche sur les traces laissées par des lieux, en particulier des bars, où se déroulait « une vie sociale vigoureuse et satisfaisante qui impliquait des milliers de gais dans la métropole québécoise. »⁸⁵

Se revendiquant d'une "approche anthropologique"⁸⁶ fortement influencée par l'histoire⁸⁷, et inspiré pour ce projet par « l'essor, à la fin des années 1970 (et ce à l'intérieur du mouvement gai), d'un intérêt à connaître sa propre histoire »⁸⁸, il est confronté à un problème majeur : une extrême difficulté à trouver des sources.

⁸² HIGGINS, Ross, *De la clandestinité à l'affirmation. Pour une histoire de la communauté gaie montréalaise*, Comeau & Nadeau, Montréal, 1999.

⁸³ *op. cit.*, p. 8.

⁸⁴ *op. cit.*, p. 9.

⁸⁵ *op. cit.*, p. 10.

⁸⁶ L'auteur insiste sur le fait que sa recherche, et de manière plus générale les études gaies et lesbiennes, sont de nature à jeter "un éclairage nouveau sur d'autres domaines, tels que l'histoire urbaine, l'histoire religieuse ou celle des mouvements populaires.", *op. cit.*, p. 22.

⁸⁷ *op. cit.*, p. 14.

⁸⁸ *op. cit.*, p. 17.

Ce phénomène, fait-il d'ailleurs remarquer est récurrent quand il est question, pour les chercheurs, de " retracer l'expérience homosexuelle"⁸⁹ : leur "défi majeur" consiste à tenter de "reconstituer, par une utilisation astucieuse de sources multiples, une histoire qui avait jusque-là été étouffée, déformée et passée sous silence."⁹⁰

En l'occurrence, le chercheur est non seulement confronté dans son étude à la "quasi absence de récits biographiques ou autobiographiques » concernant l'homosexualité au Québec, mais aussi au fait qu'à l'époque où celle-ci était prohibée, la "documentation officielle des archives judiciaires et de la presse écrite,"⁹¹ se trouvait être largement partielle et moralisatrice.

C'est donc vers d'autres sources que Ross Higgins se tourne : l'histoire orale d'abord, puisqu'il considère que « l'histoire gaie est une histoire qui se fait par le bas. »⁹² Son enquête recourt alors à l'utilisation d'une trentaine d'entrevues avec des hommes ayant participé à la vie gaie montréalaise avant 1970. Pour l'anthropologue, ce qui compte, « c'est d'enregistrer ce que les vrais témoins ont vu, de préserver leurs commentaires, les interprétations qu'ils font de leurs expériences, car nul ne peut parler à leur place. »⁹³ Un autre corpus, cette fois de sources écrites, est par ailleurs mis à profit pour étudier les groupes sociaux et identifier leurs lieux de rassemblements : des « matériaux tirés d'un genre particulier de presse à sensation » : les « journaux jaunes. »⁹⁴ Ceux-ci, diffusés de la fin des années 1940 jusqu'au milieu des années 1960 contiennent ce que l'auteur appelle "des potins", autour du monde du spectacle, de la politique ou de la vie quotidienne. Leur intérêt réside dans le fait qu'ils « trouvaient dans l'homosexualité un thème de prédilection ». « Utilisés avec prudence », ils sont de nature à « constituer de bonnes sources d'information » sur la vie des lesbiennes et des gais, mais renseignent surtout sur « les mentalités et les comportements de l'époque. »⁹⁵

Si la description de la démarche de Ross Higgins a été aussi détaillée, c'est qu'elle informe d'un besoin de documentation et de sources particulièrement difficiles à trouver, sinon

⁸⁹ L'auteur dresse d'ailleurs une comparaison avec l'histoire des femmes, qui se développe à partir des années 1960, selon des modalités présentées comme comparables.

⁹⁰ *op. cit.*, p. 17.

⁹¹ *idem.*

⁹² L'auteur affirme qu'"« aucun général, aucune sainte, aucun grand homme n'est venu proposer qu'il faille redéfinir la place des homosexuels dans la société. » Il poursuit en engageant ses pairs chercheurs en sciences sociale à ne pas perdre de vue que c'est « le courage (...) des gens tout à fait ordinaires, dans leur vie de tous les jours », qui a « aidé à mettre fin à la période de clandestinité et de honte chez les homosexuels », *op. cit.*, p 9.

⁹³ *op. cit.*, p. 11.

⁹⁴ *op. cit.*, p. 18.

⁹⁵ *idem.*

complètement absentes des institutions de conservation traditionnelles. Elle a conduit le chercheur à rassembler autour de lui ces traces infimes, documents rares permettant de restituer la vie quotidienne, l'esprit d'un temps révolu.

Au positionnement de sa recherche succède une rapide mise en contexte de l'homosexualité au Canada, et plus particulièrement au Québec.

Du fait de l'appartenance de l'Etat du Canada à la sphère d'influence du droit britannique, il en suit les grandes orientations, tout en subissant l'influence de la jurisprudence américaine. A partir de 1890, un amendement du Code Criminel canadien instaure le délit de « grossière indécence », qui, en tant que « motif le plus souvent invoqué lors des arrestations d'homosexuels »⁹⁶, permet d'organiser juridiquement leur répression.

La décriminalisation, par la Grande Bretagne, en 1967, des actes d'homosexualité a pour conséquence l'adoption du *Bill Omnibus*, par les autorités canadiennes, en 1969. Sont rendus licites « les actes de nature sexuelle entre adultes consentants de même sexe, accomplis en privé. »⁹⁷ Cependant, cette avancée juridique n'est pas accompagnée de la fin des répressions policières, qui s'accroissent à l'approche des Jeux Olympiques de 1976.

En 1977, l'action de l'*Association pour les Droits des Gai(e)s du Québec* (ADGQ), fondée un an plus tôt, obtient l'amendement de la *Charte des droits et libertés de la personne du Québec*, qui ajoute « l'orientation sexuelle comme motif de discrimination interdite. » Il s'agit là, pour Ross Higgins, du point d'aboutissement d'un « nouveau discours d'auto-affirmation des gais. »⁹⁸

Cette Association, dont le rôle a été déterminant dans l'avancée des droits et l'acceptation sociale de l'homosexualité au Québec est aussi importante pour les traces qu'elle a laissées, ou plus exactement transmises : ses archives ont été données à la première institution qui va être étudiée, tandis que sa bibliothèque a constitué le point de départ de la deuxième.

⁹⁶ *op. cit.*, p. 27.

⁹⁷ *op. cit.*, p. 36.

⁹⁸ *op. cit.*, p. 77.

A. Les ARCHIVES GAIES DU QUÉBEC (AGQ)

1. Présentation de l'institution

Les *Archives Gaiies du Québec* sont un centre d'archives et de documentation, prenant la forme d'un organisme communautaire à but non lucratif (OBNL). Fondé en 1983, il s'est donné pour mandat de « recevoir, conserver et préserver toute forme de document manuscrit, imprimé, visuel, sonore, et tout objet témoignant de l'histoire des gais et lesbiennes du Québec. »⁹⁹

Il devient en 1985 une corporation sans but lucratif, puis, en 1990, un organisme de charité, autorisant ainsi le lancement d'une première campagne de financement à l'adresse de la communauté homosexuelle montréalaise.

En 1993, l'association, dont les fonds étaient jusqu'alors essentiellement hébergés au *Centre Communautaire des Gais et Lesbiennes de Montréal* (CCGLM) et chez les membres de l'association¹⁰⁰, acquiert un local sur le boulevard Saint-Laurent, qui lui permet de mieux organiser, classer et conserver les dons reçus de la communauté. Elle déménage en juillet 2007 dans un espace plus grand, rue Amherst, disposant d'une salle de lecture, qui fait aussi office de galerie, et d'une salle de conservation où sont réunies les collections de revues, journaux, magazines, fonds d'archives et coupures de presse. Aucun écriteau ne signale, de l'extérieur, la présence de l'institution, seule une étiquette indique, plus que sobrement, au niveau de l'interphone l'acronyme « AGQ ». Le local est ouvert le jeudi en début de soirée uniquement, et sur rendez-vous.

Le projet des AGQ semble intimement lié à la personnalité et au parcours de ses deux pères fondateurs : Jacques Prince et Ross Higgins.

Le premier, qui a été archiviste à la *Bibliothèque et Archives Nationales du Québec* (BanQ), où il a notamment œuvré à l'acquisition de matériaux relatifs au patrimoine LGBT, m'explique lors de notre entretien qu'il n'y a « *jamais assez de lieux de conservation de la mémoire collective.* » Selon lui, les homosexuels doivent « *avoir en main [leur] propre histoire.* » Aussi défend-il, pour la préservation des traces de minorités l'intérêt des ressources communautaires.

⁹⁹ Site Internet des *Archives Gaiies du Québec*, URL : <http://www.agq.qc.ca/index.php/fr/>. Consulté le 15/07/14.

¹⁰⁰ Et plus particulièrement chez Ross Higgins.

Le second, comme militant historique et chercheur engagé, revient sur l'impératif de transmission, lié à la mission des *Archives*, dans un entretien donné à Line Chamberland¹⁰¹, par le fait que « Nous [les homosexuels], on n'a pas d'ancêtres. C'est par la suite qu'on a appris qu'on avait des ancêtres, à travers notre propre déblayage. »¹⁰²

Le projet de recherche de Ross Higgins, sur la formation de la communauté homosexuelle de Montréal, nécessitait qu'il parte à la recherche des sources. Cette attitude, partagée par d'autres, correspond à un moment du militantisme des minorités sexuelles, désireuses de connaître et d'écrire leur histoire.

2. Éléments d'explications préalables

a. Projets d'histoire communautaire et recherches des traces

Il existe, selon Louis Godbout, un lien très fort entre les projets d'histoire communautaire, qui se multiplient à partir de la fin des années 1970 en Amérique du Nord (menés par exemple par Jonathan Katz¹⁰³ ou Allan Berubé¹⁰⁴), et la nécessité de posséder des lieux pour rassembler de la documentation. Il considère en effet qu'ils constituent « *un cercle vertueux* », et explique que « *la même histoire se reproduit à plusieurs endroits* » en détaillant deux cas de figures.

Dans le premier cas, « *quelqu'un s'intéresse à l'histoire gaie, commence à sauver de la destruction ou à accumuler par intérêt personnel des documents, et crée ou rassemble autour de lui un certain nombre de personnes ayant le même intérêt.* » Il ajoute que ce « *schéma correspond exactement au parcours de Ross [Higgins] et de Line [Chamberland].* »

¹⁰¹ Line Chamberland est sociologue, et constitue en quelque sorte « l'*alter ego* lesbienne » de Ross Higgins, pour avoir publié en 1996 un livre largement inspiré de sa thèse universitaire : *Mémoires lesbiennes : le lesbianisme à Montréal en 1950 et 1972*.

¹⁰² CHAMBERLAND, Line, "Entretien avec Ross Higgins, anthropologue et cofondateur des Archives Gaies du Québec", *Bulletin d'histoire politique*, volume 16, numéro 3, 2008. Disponible en ligne, URL : <http://www.bulletinhistoirepolitique.org/le-bulletin/numeros-precedents/volume-16-numero-3/entrevue-avec-ross-higgins-anthropologue-et-cofondateur-des-archives-gaies-du-quebec/>. Consulté le 15/07/14.

¹⁰³ Jonathan Katz (né en 1938) est l'un des plus célèbres et des pionniers des recherches historiques sur l'homosexualité.

¹⁰⁴ Allan Berubé (1946-2007) est un historien et activiste américain qui s'est rendu célèbre par la publication d'une recherche en histoire sociale sur l'homosexualité pendant la Seconde Guerre Mondiale : *Coming Out Under Fire: The History of Gay Men and Women in World War Two*, New York, Free Press, 1990.

Cet intérêt, selon lui, s'explique par le fait que *« quelles que soient nos origines, ethniques, ou nos communautés -choisies dans le cas des gays et des lesbiennes-, c'est important de sentir que l'on vient de quelque part. C'est comme des orphelins qui sont à la recherche de leurs parents. »* Cette dimension a *« personnellement joué un rôle très important dans la construction de [son] identité »*. Il poursuit : *« c'est-à-dire qu'on cherche toujours nos semblables, notre histoire, ça nous réconforte, surtout quand on est minoritaires, quand on est des parias. »* Il s'agit, par conséquent de *« se prendre en main : raconter notre propre histoire de notre propre point de vue. »* Cette nécessité est *« l'aiguillon principal des historiens communautaires »*, qui, *« quand on lit leurs livres, avaient un sentiment d'urgence à ne pas perdre le passé »*, à sauver les témoignages des *« gens qui avaient vécu dans la clandestinité à cause du contexte légal »*, sans que *« rien de concret ne permette de documenter leurs vies. »* C'est aussi ce qui explique, selon lui, l'importance de l'histoire orale, comme l'a par exemple pratiqué Ross Higgins.

Pour résumer, l'intérêt pour l'histoire communautaire nécessite de passer, pour pouvoir l'écrire, par la collecte des mémoires individuelles, d'organiser les traces d'un passé auquel la volonté de s'identifier est forte.

Dans le second cas de figure : *« des gens entrent en contact avec un conférencier qui vient d'un endroit où il y a un projet communautaire sur l'histoire gaie ; inspirés par celui-ci, ils décident de faire la même chose pour leur ville et leur communauté »*. Pour illustrer cet exemple, Louis Godbout, choisi le cas de Boston, où l'association *The History Project*¹⁰⁵, qui a été fondée parce que *« les gays et les lesbiennes de là-bas avaient entendu et ont été galvanisés par une conférence d'Allan Bérubé, prototype-même de l'historien communautaire, se promenant à travers les Etats-Unis en faisant sa recherche, en étant hébergé chez l'habitant en échange d'une conférence, ce qui lui donnait l'occasion de consulter les Archives et les bibliothèques locales. »*

C'est donc dans un contexte d'émulation, venant à la fois de la multiplication des projets d'histoire communautaire et des premiers centres d'Archives qui apparaissent en Amérique du Nord, que naissent, en 1983, les AGQ.

¹⁰⁵ Cet organisme a été créé en 1980 par un groupe d'historiens et d'archivistes de Boston, désireux de documenter et de préserver l'histoire de la communauté LGBT locale, et de partager ces informations avec le public. Site internet : <http://www.historyproject.org/>. Consulté le 15/07/14.

b. Préexistence et enseignements du cas des Canadian Lesbian and Gay Archives de Toronto

Ce contexte d'émulation est plus particulièrement à mettre en parallèle avec la création, à Toronto, en 1973, des *Canadian Lesbian and Gay Archives (CLGA)*. Ross Higgins explique en effet dans l'entretien qu'il donne à Line Chamberland que le motif de la fondation des AGQ était « d'abord, de concurrencer Toronto. »¹⁰⁶ Louis Godbout nuance cette affirmation, considérant que « l'idée originelle de Ross Higgins était plutôt d'imiter ce qui se faisait ailleurs. Il était impliqué dans un collectif : l'Androgyne¹⁰⁷, et il était anglophone, donc en contact avec les milieux américains. »

Patrice Marcilloux, à partir d'un article en anglais de Marcel Barriault, paru dans une anthologie sur les Archives de communauté¹⁰⁸, a analysé le cas des *Canadian Lesbian and Gay Archives* de Toronto, qu'il utilise pour valider sa définition.

Fondée en 1973, l'organisation est à l'origine étroitement liée au journal homosexuel *The Body Politic*¹⁰⁹, dont elle est chargée de conserver la documentation nécessaire à la rédaction, ainsi que d'éventuels dons provenant des lecteurs. Partageant le même immeuble, côtoyant également une association de défense des droits des homosexuels, la *Gay Alliance Towards Equality*, l'auteur remarque, que « la topographie marque bien le statut des archives, celui d'outils de lutte au service d'évolutions de la société. »¹¹⁰

De plus, elles « se donnent un rôle de formation et de diffusion des bonnes pratiques d'un « archivage homosexuel », en prodiguant des conseils à tous ceux qui entreprennent de créer un centre d'archives homosexuelles et en publiant, en 1983, un court manuel : *Organizing an Archives : the Canadian Gay Archives Experience*¹¹¹ ». Enfin, « elles assument un rôle d'orientation de la recherche en publiant de nombreuses bibliographies, généralistes sur

¹⁰⁶ CHAMBERLAND, Line, "Entretien avec Ross Higgins...", *op. cit.*

¹⁰⁷ *L'Androgyne* est la première librairie gaie et lesbienne du Québec. Elle a été fondée en 1973 par Will Aitkins, Bruce Garside et John Southam. D'abord principalement anglophone, elle s'ouvre ensuite à une clientèle francophone, et devient bilingue.

¹⁰⁸ BARRIAULT, Marcel, "Archiving the queer and queering the archives : a case study of the Canadian Lesbian and Gay Archives (CLGA)," in ALEXANDER, Ben, BASTIAN Jeannette A., (dir.), *Community archives, the shaping of memory*, Londres, Facet Publishing, 2009, p. 97-108.

¹⁰⁹ *The Body Politic* est une des premières revues homosexuelles canadiennes. Mensuelle et anglophone, elle est parue entre 1971 et 1987.

¹¹⁰ MARCILLOUX, Patrice, *op. cit.*, p 133.

¹¹¹ FRASER, James A., AVERIL, Harold A., *Organising an Archives : the Canadian Gay Archives experience*, Toronto, Canadian Gay Archives, 1983.

l'homosexualité au Canada, ou spécialisées (l'homosexualité dans l'Antiquité, les mouvements de libération homosexuelle, le discours médical sur l'homosexualité, etc.) »¹¹²

Pour l'auteur, cet exemple illustre la tendance des archives de communauté « à se rapprocher d'un modèle traditionnel où les archives sont traitées par des professionnels principalement comme sources historiques. La spécificité de l'archivage communautaire, résume-t-il, a alors tendance à se concentrer sur des stratégies larges de collecte, un désir d'autoformation en interne et des politiques intégrées de publication d'ouvrages ou de bibliographies historiques. »¹¹³

Son analyse se poursuit ensuite sur un aspect plus matériel, mais néanmoins central, puisqu'il touche le financement et donc la survie de ces institutions : l'obtention du statut d'organisme de charité, qui autorise la déductibilité fiscale des dons consentis. « Le combat mené par les CGLA » pour l'acquérir « montre, selon l'auteur, le besoin de reconnaissance matérielle et symbolique de ces archives de communauté. »¹¹⁴

En 1980 en effet, une première demande est déposée par les CGLA à l'Agence du revenu du Canada. Cette dernière y répond négativement, « en arguant du caractère précisément communautaire de l'entreprise, qui ne bénéficie pas à tous les citoyens canadiens. Au passage, l'administration fiscale prend soin de préciser que les CLGA ne peuvent être qualifiées de services d'archives parce qu'elles ne reçoivent pas d'archives contemporaines gouvernementales. »¹¹⁵ L'année suivante, en conséquence d'une série de recours judiciaires fondés d'une part sur le caractère discriminatoire de la décision, défendant d'autre part l'intérêt historique et social de l'institution, les autorités changent de position : les CLGA peuvent désormais se présenter comme « service d'archives officiellement reconnu »¹¹⁶.

Or, Louis Godbout explique que « *ce grand procès de Toronto* » a indirectement joué un rôle très important dans l'histoire des Archives Gaies du Québec, puisque « *ayant fait perdre beaucoup d'argent au gouvernement, quand nous avons envoyé notre demande, en quelques semaines, c'était approuvé.* » Obtenu en 1990, cette nouvelle source de financement allait permettre aux AGQ, trois ans plus tard, de s'installer dans un local indépendant.

¹¹² MARCILLOUX, Patrice, *op. cit.*, p. 134.

¹¹³ *op. cit.*, p. 133.

¹¹⁴ *op. cit.*, p. 135.

¹¹⁵ *idem.*

¹¹⁶ *idem.*

3. Origine et développements de la collection

En trente-et-un ans d'existence, les AGQ ont réuni une imposante masse d'archives, de publications et même d'objets, qui représentent plus de quarante mètres linéaires de matériaux divers.

a. Les fonds privés

Les origines de la collection sont dans un premier temps étroitement liées à l'activité militante de son cofondateur, Ross Higgins, qui les décrit ainsi :

« A l'*Androgyne* puis dans les groupes auxquels j'ai participé, notamment le *Groupe homosexuel d'action politique* (1975-1976), un peu en marge de ce qui est devenu l'*Association pour les droits des gai(e)s du Québec* ([ADGQ], 1976-1986), j'avais amassé pas mal d'affaires, des dossiers, des notes sur les réunions et tout ça. Les militants qui occupaient les postes prenaient les papiers chez eux. On n'avait pas de locaux dans ce temps-là, pas de centre, pas de budget pour le mouvement, c'était dérisoire. Alors les papiers qui témoignaient de ce que les gens avaient fait dans le mouvement disparaissaient, lorsque les gens déménageaient. »¹¹⁷

L'initiative de Ross Higgins de conserver à titre personnel un ensemble de documents issu des activités militantes de la communauté gaie Montréalaise avant son institutionnalisation correspond à un réflexe de sauvegarde d'une mémoire menacée de disparition. Ce réflexe, s'il est dans un premier temps individuel et non collectif, est une amorce et une condition préalable à la possible patrimonialisation des traces des minorités sexuelles. Il permet, aux historiens, dans un second temps, de disposer de sources internes, produites par les acteurs-mêmes, du mouvement homosexuel, alors en pleine effervescence.

Cette collecte personnelle d'origine s'est rapidement enrichie d'autres fonds d'archives, provenant essentiellement de dons de groupes communautaires ou d'individus. Aujourd'hui, les AGQ en disposent d'environ une cinquantaine. Les deux principaux sont ceux de Ken Morrison¹¹⁸, sur les activités reliées à la lutte contre le sida, et celui d'Alan B. Stone¹¹⁹.

¹¹⁷ CHAMBERLAND, Line, "Entretien avec Ross Higgins...", *op. cit.*

¹¹⁸ Acquis en 1994, le Fonds Ken Morisson représente 4,5 mètres linéaires de documents datant de 1985 à 1994. Il s'agit principalement de dossiers de travail relatifs à des groupes s'intéressant communautaires à la problématique du sida. Il comporte également plusieurs centaines d'affiches, qui

Le *Fonds Stone* est certainement le plus emblématique de la collection des *Archives Gaies du Québec*. Allan B. Stone (1928-1992) est un photographe célèbre à Montréal. Exposé dans les musées à Montréal, Toronto, New York et San Francisco, il s'est spécialisé dans les clichés de jeunes hommes culturistes, prisés dans les années 1950. Ces tirages, annoncés dans certains magazines, faisaient ensuite l'objet de vente par correspondance. À la succession de l'artiste, les *Archives*, par l'intermédiaire de Tom Waugh, professeur à l'Université Concordia spécialisé dans le film documentaire et la représentation de la sexualité, a acquis, auprès de la famille, les droits d'auteurs. Ce fonds sera exploité à plusieurs reprises : certaines images furent utilisées pour la réalisation d'un documentaire sur le photographe (*cf. infra*), des tirages limités réalisés pour être exposés notamment à l'*Ecomusée du fier monde* (*cf. infra*), d'autres vendus à des institutions culturelles ou des administrations, notamment celle du Vieux Port de Montréal, qui, selon Louis Godbout, a « *commandé plusieurs milliers de dollars pour décorer leur bureau, illustrer leurs revues, etc.* »

Si les fonds d'archives occupent une part importante de la collection des AGQ, celles-ci disposent aussi d'autres matériaux : en particulier des titres de périodiques.

b. Les périodiques

Ross Higgins, dans son entretien avec Line Chamberland, retrace le point de départ de la collection de périodiques des AGQ :

« ... on avait accès à la collection des périodiques de l'ADGQ. Dans leur local sur Sainte-Catherine, il y avait une énorme collection de périodiques dans un désordre total ! Ils nous ont proposé de mettre de l'ordre dans leurs affaires, en échange de quoi on pourrait prendre tous les doubles. C'est devenu la base de la collection de périodiques des Archives. »

La compétence archivistique¹²⁰ du personnel de l'AGQ est ici mise à profit par l'association de défense des droits des minorités sexuelles pour organiser l'ensemble des références qu'elle possède. La contrepartie de ce travail est la possibilité pour les Archives de récupérer et

ont donné lieu à une exposition, à l'été 2001, à l'*Ecomusée du fier monde*. Elle avait pour titre : *Si le sida m'était conté : Images d'une pandémie*

¹¹⁹ Le *Fonds Stone* comportait au moment du transfert de propriété environ 30 000 négatifs, 3000 diapositives, 3000 photos en noir et blanc, 1500 planches contacts, une centaine de documents divers ainsi que 50 films 8mm.

¹²⁰ Il faut rappeler que Jacques Prince a une formation d'archiviste, et donc une connaissance des techniques de la discipline.

d'intégrer à leurs collections les doublons. Cette transmission est symptomatique d'un intérêt commun, sinon communautaire pour le contenu des revues et des magazines LGBT. Ceux-ci constituent en effet, pour le chercheur en sciences sociales une source particulièrement féconde d'analyse. Massimo Prearo, dans le livre¹²¹ qu'il publie à partir de sa thèse de doctorat, utilise abondamment ces "journaux et revues militants", afin de saisir "les dynamiques et les logiques", les "moments-clés d'émergence, d'organisation et de transformation"¹²² du militantisme homosexuel en France.

A la suite de l'arrangement avec l'ADGQ, c'est environ mille titres de périodiques, publiés au Québec ou en dehors, qui ont rejoint la collection des AGQ.

c. La question des livres, des documents autonomes, et des objets

En tant qu'Archives, les livres ne sont *a priori* pas destinés à constituer une part importante des collections des AGQ. Il existe en effet à Montréal un autre organisme - le *Centre Communautaire des Gaies et Lesbiennes* (CCGLM) - dédié à la fonction de bibliothèque spécialisée sur les minorités sexuelles. Pourtant, environ deux mille ouvrages, une centaine de thèses et travaux d'étudiants et des études relatives au sida sont conservés aux AGQ. Le critère retenu pour d'éventuelles nouvelles acquisitions est, selon Jacques Prince : "*d'être sûr qu'ils ne sont pas conservés ailleurs*."¹²³ Il s'agit là d'un geste qui correspond à la volonté de sauver de la perte ou de la disparition des livres qui tiennent leur valeur de leur rareté, et de leur absence dans d'autres institutions patrimoniales.

La production par l'équipe de l'organisme communautaire¹²⁴, grâce à une subvention du gouvernement canadien, en 1989, d'une *Bibliographie de l'homosexualité au Québec avant 1990*¹²⁵, semble contrarier l'intention de répartition des rôles, entre bibliothèque et Archives, CCGLM et AGQ. Cette contradiction apparente se résout par le fait que les secondes jouent un rôle important d'intermédiaires entre les personnes travaillant sur les minorités sexuelles et la matière de leur recherche. Cette matière est basée sur des sources primaires, les archives, mais

¹²¹ PREARO, Massimo, *Le moment politique de l'homosexualité. Mouvements, identités et communautés en France*, Lyon, Presses Universitaires de Lyon, 2014.

¹²² *op. cit.*, p. 16.

¹²³ Le cas échéant, ils sont vendus ou donnés à d'autres organismes communautaires.

¹²⁴ L'idée de départ en revient à Ross Higgins et Denis Boullé, avec l'aide d'Armand Laroche. Le travail a finalement été mené par deux étudiants engagés neuf semaines par les AGQ sur cette mission : Tony Esposito et Robert Blouin.

¹²⁵ La démarche de cet outil documentaire est décrite sur le site des AGQ : <http://www.agq.qc.ca/index.php?id=509>. Consulté le 18/07/14.

également sur les ouvrages déjà existants. D'ailleurs, les Archives de Toronto ont aussi produit plusieurs bibliographies, et la logique d'imitation et d'émulation des institutions communautaires nord-américaines a déjà été mise en évidence. Ross Higgins, explique que l'institution dont il est le fondateur a ainsi pu "servir de centre de références pour des cinéastes, des journalistes, des étudiants, des professeurs qui faisaient des recherches ou des gens qui en faisaient à titre personnel."¹²⁶

Le rassemblement des traces, leur préservation et leur conservation correspond à une logique centripète. Pour que la patrimonialisation soit effective, celle-ci doit s'accompagner de la mise en valeur des collections. C'est de cet aspect qu'il va maintenant être question.

4. « Les activités de diffusion et d'engagement social »

Dans un article intitulé « Du placard à l'institution »¹²⁷ publié à l'occasion du 25^{ème} anniversaire des AGQ dans *Archivaria*, la très respectable revue de l'*Association of Canadian Archivists*, Jacques Prince consacre une partie de son récit à un autre aspect de l'évolution de l'institution. Il explique en effet que pour « développer l'organisme en lien avec la réalité vécue par le milieu communautaire gai, surtout montréalais », les « activités de diffusion et d'engagement social »¹²⁸ se voient accorder une grande importance.

Dans cette perspective, les *Archives* participent aux fêtes et défilés gais de Montréal : par exemple au *Défilé de la fierté gaie et lesbienne* sur la rue Sainte-Catherine Est de 1987 à 1991, ou à partir de 1993, au défilé et autres événements annuels organisés par l'organisme communautaire *Divers/Cité*¹²⁹.

Parallèlement, de nombreuses activités culturelles sont très tôt organisées. A l'été 1997, Ross Higgins prononce par exemple, au profit des *Archives* et dans le cadre de *Divers/Cité* une conférence, intitulée « *Pervers-City* », sur l'histoire des bars et autres lieux de sociabilité gaie à Montréal. D'autres conférenciers seront invités à venir parler de leur sujet de prédilection,

¹²⁶ CHAMBERLAND, Line, "Entretien avec Ross Higgins...", *op. cit.*

¹²⁷ PRINCE, Jacques, "Du placard à l'institution : l'histoire des Archives Gaies du Québec (AGQ)", *Archivaria, The Journal of the Association of Canadian Archivists*, n°68, 2009, pages 295–309. En ligne, URL : <http://journals.sfu.ca/archivar/index.php/archivaria/article/view/13241/14559>.

¹²⁸ *op. cit.*, p. 304.

¹²⁹ *Divers/Cité* organise chaque année depuis 1993 à la fin du mois de juillet un festival dédié à la musique, aux arts et à la culture. Issu de la communauté gaie, son objectif est d'ouvrir son public aux différences. Site internet : <http://www.diverscite.org/fr/a-propos/>. Consulté le 18/07/14.

afin de contribuer à « faire découvrir les aspects méconnus de la culture gaie. »¹³⁰ Les sujets sont variés : Marlène Dietrich (conférence de John Banks, 1998), *Eros Underground* et *Eros rebelle* (conférences de Tom Waugh sur l'iconographie homoérotique et le film de culturistes, présentées en 1994 et 1995 à l'UQAM¹³¹ et à l'Université de Laval), la littérature et l'imagerie homosexuelle du Siècle des Lumières (conférence de Louis Godbout présentée à *Divers/Cité* en 2001), l'"affaire Oscar Wilde" (conférence du professeur d'histoire à l'UQAM Greg Robinson en 2005) ou encore Magnus Hirschfeld et son *Institut pour la Science Sexuelle* (conférence de Ralf Dose, directeur de la *Société Magnus Hirschfeld* de Berlin, en 2003).

Ces « conférences à thématiques gaies » procurent aux *Archives* un double avantage : celui d'être « une source additionnelle de financement » et celui d'attirer autour d'elles « un public fidèle »¹³², « avide de mieux comprendre son histoire »¹³³.

Aux conférences, il faut ajouter « une série de projections de films gais historiques, en collaboration avec différents intervenants, dont l'Office national du film »¹³⁴ Parmi ces films : *Il était une fois dans l'Est* d'André Brassard (1973), projeté en 1993 en présence de Michel Tremblay, *Luc ou la part des choses* de Michel Audy (1982) ou encore *Anatomy of Desire* de Jean-François Monette (1995).

L'organisme, enfin, et c'est peut-être l'activité la plus intéressante pour cette étude, propose des expositions.

La première « très sommaire », a lieu au printemps 1988 chez Ross Higgins. Puis, en juin 1989, l'exposition *Dix ans de fêtes/Vingt ans de luttes : Le Mouvement gai au Québec*, est présentée à la librairie *L'Androgyne* avant d'être reprise au *Centre Communautaire des Gais et lesbiennes de Montréal*, accompagnée pour l'occasion d'une table ronde sur l'histoire du mouvement gai.

Le succès de l'initiative conduit les *Archives* « à proposer un projet de subvention, dans le cadre du 350e anniversaire de la ville de Montréal, pour une exposition sur l'histoire des communautés lesbienne et gaie de Montréal, projet qui sera retenu par la Corporation des

¹³⁰ *op. cit.*, p. 306.

¹³¹ Université du Québec à Montréal. Il s'agit de l'une des quatre grandes universités de la métropole québécoise.

¹³² *op. cit.*, p. 305.

¹³³ *op. cit.*, p. 307.

¹³⁴ *op. cit.*, p. 305.

célébrations. »¹³⁵ Le résultat sera *Histoires de nos vies*¹³⁶, exposition d'abord présentée en juin 1992 au CCGLM, et qui sera par la suite reprise à de multiples occasions : en novembre 1992 dans le cadre du colloque interuniversitaire *La Ville en rose, lesbiennes et gais à Montréal : histoires, cultures, sociétés* ; en 2002 à la Ville de Québec ; en 2006 à la Bibliothèque multiculturelle de Laval et à l'*Ecomusée du fier monde* dans le cadre des *Outgames*. L'auteur, soulignant les améliorations de la facture muséographique de l'exposition par rapport aux projets antérieurs, revendique sa contribution à « mieux faire connaître la réalité LGBT à divers publics. »¹³⁷

C'est en effet la volonté de « rejoindre d'autres publics » et la recherche « d'une plus grande reconnaissance sociale »¹³⁸ que poursuivent les *Archives* en utilisant le *medium* de l'exposition.

Cette reconnaissance progresse « lorsque la critique et le public acclament l'exposition *Alan B. Stone, Images d'hommes* à l'Écomusée du fier monde »¹³⁹, qui accueille, au cours de l'été 1998, près de trois mille visiteurs. Au début de l'année suivante, une deuxième exposition est consacrée à l'artiste phare de la collection des AGQ. Sous-titrée *Montréal, années 50*, elle est présentée au *Centre d'histoire de Montréal*¹⁴⁰. À l'automne, les deux expositions sont montrées côte à côte à la *Maison de la culture Marie-Uguay*¹⁴¹.

L'auteur explique d'ailleurs que c'est grâce aux « activités de diffusion relatives au Fonds Stone que se perçoit le mieux le changement de registre quant à la visibilité de plus en plus grande de l'institution »¹⁴², puisqu'en 2000, une troisième exposition de l'artiste, intitulée *Nouveau regard* a lieu à l'*Ecomusée du fier monde*. Une quatrième exposition se tient en 2002 à la galerie O'Connor¹⁴³, accompagnées d'une série de conférences du commissaire, Jean-

¹³⁵ *op. cit.*, p. 304.

¹³⁶ Une version virtuelle de l'exposition est accessible en ligne sur le site des AGQ. URL : <http://www.agq.qc.ca/index.php/fr/histoires-de-nos-vies-les-gais-et-lesbiennes-au-quebec-de-1648-a-aujourd'hui>. Consulté le 18/07/2014.

¹³⁷ *op. cit.*, p. 304.

¹³⁸ *op. cit.*, p. 306.

¹³⁹ *idem*.

¹⁴⁰ Fondé en 1983, le *Centre d'histoire* est rattaché depuis 1987 au réseau des maisons de la culture de la Ville de Montréal.

¹⁴¹ Inaugurée en mai 1982, la *Maison de la culture Marie-Uguay* est située dans l'arrondissement du Sud-Ouest de Montréal. Elle fait partie du réseau des diffuseurs municipaux de Montréal.

¹⁴² *op. cit.*, p. 308.

¹⁴³ Fondée en 1995, la *Galerie O'Connor* occupe une place de choix sur la riche scène culturelle de Toronto. Suite à cette exposition, une centaine de photos à tirage limité ont été vendues, ce qui est un indice de l'intérêt social porté à l'œuvre.

François Larose, qui contribuent à faire connaître l'œuvre hors de Montréal. A la suite de ces expositions, en 2005, un projet de film documentaire voit d'ailleurs le jour. Celui-ci, *Eye on the Guy : Alan B. Stone and the Age of Beefcake*, sera présenté à l'auditorium de la Grande Bibliothèque de Montréal, au cours des *Outgames* de 2006, puis dans divers festivals de films LGBT et sur les ondes de nombreux diffuseurs au Canada et à l'étranger. L'auteur conclut que « le rayonnement international des AGQ s'affirme encore davantage en 2008 »¹⁴⁴, lors de la présentation par l'historien de l'art et écrivain David Deitcher à la *CameraworkGallery* de San Francisco d'une ultime exposition : *Alan B. Stone and the Senses of Place*, regroupant une soixantaine de photographies de l'artiste.

Ces activités de mise en valeur du patrimoine de l'institution ont largement contribué à sa renommée, d'abord à Montréal, puis au-delà, mais elles permettent surtout de rendre celui-ci visible, de lui donner une réalité vivante et tangible, de l'animer.

5. Le rapport à la communauté

Dans l'organisation des rapports entre les AGQ et la communauté homosexuelle montréalaise, le premier point qui mérite d'être soulevé est le mécanisme de la charité. Celui-ci, basé sur une décision gouvernementale d'attribuer à un organisme un numéro de charité, permet, à l'égard du donateur, l'octroi d'un reçu, dont une certaine somme va pouvoir être prélevée de son imposition. Autrement dit, les dons sont partiellement défiscalisables.

Si sa gestion est complexe et nécessite une rigueur comptable particulièrement lourde, pour Louis Godbout, cette autorisation a été pour les AGQ "*un grand privilège*."¹⁴⁵ Privilège parce qu'il a permis d'agréger un vaste réseau d'environ cent cinquante donateurs réguliers. Ce réseau et le geste du don qu'il met régulièrement en scène, correspondent à la prise "en charge par la communauté de manière significative" de la collecte des traces, ainsi que de la "valeur

¹⁴⁴ *op. cit.*, p. 308.

¹⁴⁵ Louis Godbout se souvient cependant d'une forme de résistance à accepter, de la part de certains donateurs, le reçu de charité. Celui-ci est un document officiel, par conséquent "les gens avaient peur que le gouvernement puisse les identifier comme *gays*." Par ailleurs, il exprime avoir eu des difficultés à faire comprendre à certaines personnes le "*but social louable*" de ce type de philanthropie. Les mentalités étaient en effet plus réceptives à l'idée "*d'aider malades ou les clochards, que de constituer une bibliothèque ou des Archives.*"

particulière"¹⁴⁶ que revêt pour elle leur conservation. Deux des critères de définition proposés par Patrice Marcilloux pour qualifier les Archives de communauté sont donc ici cumulés.

La cohésion des donateurs et le lien avec la communauté homosexuelle montréalaise sont assurés par plusieurs dispositifs : les animations d'abord, mais aussi la publication d'un bulletin, l'*Archigay*¹⁴⁷. Celui-ci, qui paraît une fois par an depuis 1992 permet de partager les informations relatives aux activités, au financement, aux projets de l'organisme, de solliciter l'appui de la communauté, et de fournir des renseignements au public sur les collections.

Pour Patrice Marcilloux, la prise en charge des traces par la communauté doit aussi concerner la conservation et la mise en valeur. Or, pour ces deux opérations, les AGQ font appel à une vingtaine de membres bénévoles actifs. Leur nombre et leur engagement à titre gratuit sont de nature à remplir cette exigence.

Enfin, et pour ajouter un dernier cercle d'implication, Louis Godbout fait la distinction entre les "*clients*" de l'institution, c'est à dire "*ceux qui consultent*", principalement¹⁴⁸ pour "*des raisons de recherches scientifiques*" et le "*public, beaucoup plus large, qui assiste par exemple aux conférences ou aux expositions.*" Ce dernier est caractérisé par un intérêt thématique : « *leur fascination par rapport à l'histoire.* »

Interlocuteurs des historiens, possesseurs et gardiens des traces des minorités sexuelles, les *Archives Gaies du Québec* occupent une fonction de centre d'archives. Intermédiaires, par le biais des "activités de diffusion et d'engagement social" entre la communauté homosexuelle et son patrimoine, l'institution fait office, en quelque sorte, de centre culturel.

Ces deux fonctions combinées rendent compte du processus de patrimonialisation.

Conclusion et ouverture sur les AGQ

Le succès de l'institution à engendrer des dons de la part des membres de la communauté homosexuelle, qui a pour conséquence l'accroissement rapide de la collection, ont pour contrepartie une augmentation significative des dépenses à mettre en œuvre pour préserver ce

¹⁴⁶ MARCILLOUX, Patrice, *Les ego-archives... op. cit.*, p. 130.

¹⁴⁷ Tous les numéros du bulletin sont disponibles en PDF sur le site de l'institution. URL : <http://www.agq.qc.ca/index.php/fr/>. Consulté le 18/07/2014.

¹⁴⁸ Il confie qu'il arrive "*de temps en temps que quelqu'un veuille consulter une revue pour une raison personnelle, pour retrouver quelque chose par rapport à sa vie privée, qu'il veut revoir, retrouver, se remémorer.*"

patrimoine. La particularité des AGQ est qu'elle dispose d'une manne de recettes issues de l'exploitation du *Fonds Stone*, dont elle dispose des droits d'auteurs. Cet avantage est cependant limité, et ne peut tout financer à lui seul. Cette situation a amené la direction à réfléchir à des solutions de continuité, dont les termes sont en réalité complexes.

Louis Godbout explique que « *les vingt-cinq premières années de l'organisme ont été doublement marquées par un impératif de survie, accompagné d'un incroyable dynamisme, conséquence de notre autonomie.* » Cette autonomie, justement, n'a pas toujours été de soi, puisque qu'il continue en expliquant que « *quand les institutions se sont ouvertes à la réalité gaie et lesbienne, [son] intention était vraiment de cesser de consacrer [leurs] énergies aux levées de fonds, pour pouvoir respirer.* » Certaines années en effet, l'équipe des Archives n'étaient composées que de cinq bénévoles, et les recettes de l'organisme étaient insuffisantes à payer le loyer du local où il se trouvait. La somme devait par conséquent être acquittée par un des membres du Conseil d'administration. C'est pourquoi la question d'intégrer une institution publique s'est posée.

Ce que Louis Godbout envisageait pour les AGQ était de constituer celles-ci en société historique¹⁴⁹, et de faire don des collections à une institution publique (par exemple une bibliothèque universitaire), par le biais d'une convention comportant des clauses personnalisées et adaptées¹⁵⁰. Parmi celles-ci auraient pu figurer des conditions d'accès et de traitement particulières, et la possibilité de récupérer la collection, si l'institution publique ne souhaitait plus la conserver, afin qu'elle ne disparaisse pas. L'objectif était de permettre à leurs énergies de se concentrer sur l'exploitation du fonds et sur le travail de données et de diffusion.

Si ces options n'ont pas été réalisées, c'est en raison d'une forme de paradoxe : si l'équipe des AGQ n'avait pas été prise "*à la gorge par des contraintes financières, jamais [ils n'auraient] fouillé dans [leurs] trésors pour les mettre en valeur !*"

Cette mise en tension entre la contrainte économique et la nécessité de prouver sa valeur a déjà été évoquée à Amsterdam et à Bologne. Il semble possible de proposer l'hypothèse, à partir de ces trois cas, qu'il s'agit là d'une caractéristique des institutions communautaires.

¹⁴⁹ Cette forme sociale est par exemple celle de la *GLBT Historical Society of Northern California* de San Francisco.

¹⁵⁰ Cette formule de partenariat a été adoptée par les Archives communautaires gaies et lesbiennes de Nouvelle-Zélande, dont la collection est hébergée au sein de la Bibliothèque Nationale. Une telle solution se retrouve également à Lyon avec le Fonds Chomarat, qui sera analysé à la fin de cette étude.

Elles impliquent en tous cas une forte activité de mise en valeur des collections relatives aux minorités sexuelles, réalisant ainsi l'étape finale du processus de patrimonialisation.

B. La *Bibliothèque à Livres Ouverts* (BLO) du *Centre communautaire des Gais et Lesbien*nes de Montréal (CCGLM)

Le deuxième cas étudié à Montréal semble pouvoir être rattaché, comme le premier, à la formule des institutions "de communautés," proposée par Patrice Marcilloux.

La *Bibliothèque à Livres Ouverts* est, comme celle du *Cassero*, localisée et directement rattachée à un ensemble plus vaste : le *Centre Communautaire des Gais et Lesbien*nes de Montréal (CCGLM). Cette situation présentait l'avantage à Bologne de la placer dans un contexte où se produisent des interactions. L'identité du CCGLM diffère cependant de celle de son homologue italien.

Si elle n'a pas, en raison de la préexistence des *Archives Gais du Québec*, de fonds d'archives, elle se concentre sur l'acquisition -par donations- et la mise à disposition de livres. Ces livres, comme la thématique de la Bibliothèque, sont orientés vers le concept de "diversité sexuelle."

Elle est ouverte au public les mercredis et les vendredis de 13 heures à 20 heures, et dispose sur son catalogue électronique¹⁵¹ de plus de 10 000 références, toutes catégories confondues.

La principale interrogation qui émerge à l'étude de cette institution est de savoir dans quelle mesure son action peut-être considérée comme un processus de patrimonialisation.

1. Le *Centre Communautaire des Gais et Lesbien*nes de Montréal

Le *Centre Communautaire des Gais et Lesbien*nes de Montréal (CCGLM) est un organisme sans but lucratif, créé en 1988. Il devient, en 1990, organisme de bienfaisance, statut qui l'autorise à posséder un numéro de charité. Il est principalement financé par le Ministère de la Santé et des services sociaux de Montréal et bénéficie depuis 1997 d'un programme de soutien à l'action communautaire.

¹⁵¹ Le catalogue en ligne de la bibliothèque est disponible sur son site internet à l'adresse suivante. URL : <http://www.ccglm.org/biblio/>. Consulté le 10/08/14.

Installé à l'origine au cœur de l'artère principale du quartier du Village, la rue Sainte Catherine, le Centre déménage à proximité sur la rue Amherst en 1994, puis rue Sherbrooke en 1996 avant d'occuper, son emplacement actuel, au 2075 rue Plessis.

Lise Fortier, directrice générale du CCGLM entre 2002 et juillet 2014 explique qu'à sa création, l'objectif du Centre était, dans le contexte de l'épidémie du VIH-sida de « *permettre aux gays et lesbiennes de se retrouver dans un espace où ils pouvaient se rencontrer et discuter* ». Christian Tanguay, le nouveau directeur, évoque, par rapport à cette première période « *l'urgence d'agir et de la prise en charge de la communauté par la communauté.* »¹⁵²

Sa mission actuelle, édictée par son Site Internet consiste à améliorer « la condition des membres de [leurs] communautés, en favorisant la concertation et en suscitant la prise en charge du développement communautaire et social par les individus et les organismes. »¹⁵³ Le projet de départ, celui d'ouvrir un lieu de rencontres pour les membres de la communauté, a donc sensiblement évolué : le Centre s'adresse aujourd'hui davantage à des personnes morales, les « organismes LGBT montréalais. » Il leur propose des ressources et de faciliter leur mise en réseau. Ceux, nombreux, qui ne disposent pas de permanence se voient accorder des « services de soutien technique et administratif (salles de réunion, boîte aux lettres, affichages) » nécessaires « à leur bon fonctionnement et à leur développement »¹⁵⁴.

2. Origine et évolutions de la collection de la *Bibliothèque à livres ouverts*

En 1991, le Centre reçoit en donation un important fonds de plusieurs centaines de livres ayant appartenu à la bibliothèque de la défunte *Association pour les droits des gai(e)s du Québec* (ADGQ). Ce transfert, qui n'est pas sans rappeler celle des doublons de périodiques récupérés par les *Archives Gais du Québec*, est à l'origine de la collection de la bibliothèque du CCGLM. Il existe donc, entre organismes de la communauté homosexuelle montréalaise, des jeux de filiation et de transmissions patrimoniales.

Nommée en 2006 la « Bibliothèque à livres ouverts », elle revendique être « le seul centre de documentation spécialisé dans les questions reliées à la diversité sexuelle au Québec et l'un

¹⁵² Propos recueillis le 18 juillet 2014 au CCGLM.

¹⁵³ Site Internet du CCGLM. URL : <http://www.ccglm.org/>. Consulté le 24/07/14.

¹⁵⁴ Information disponible sur le site internet. URL : <http://ccglm.org/index.html>. Consulté le 24/07/14.

des plus importants de la Francophonie et au Canada. » La présentation du site internet poursuit : « avec son patrimoine culturel unique, la *BLO* joue un rôle crucial dans la préservation et la diffusion des cultures et des mémoires GLBT québécoises et mondiales. »¹⁵⁵

Au départ essentiellement constituée de romans, la Bibliothèque s'est progressivement enrichie de dons de particuliers, à mesure que les espaces disponibles augmentaient au fil des déménagements : films, revues LGBT et essais en sciences humaines et sociales. La nature des matériaux collectés, d'abord des livres, s'est donc progressivement diversifiée. La collection léguée par l'ADGQ en 1991, constituée à partir de la fin des années soixante-dix, était principalement tournée vers une culture littéraire homosexuelle et masculine et dans une moindre mesure, lesbienne. Par la suite, la production éditoriale et les domaines de recherche des études Gay et lesbiennes, puis des études sur le genre et la sexualité, ont permis d'explorer d'autres territoires, ce qui explique que la *BLO* se présente aujourd'hui comme une bibliothèque "sur la diversité sexuelle." Le nouveau directeur dit vouloir aujourd'hui « *mettre l'emphase* » sur les communautés suivantes : « *gays, lesbiennes, trans, queer*¹⁵⁶, *genderqueer*¹⁵⁷, *bisexuels, intersex*¹⁵⁸, *bispirituel*¹⁵⁹, *queer people of color*¹⁶⁰. » Il exprime donc une volonté d'inclure une plus grande part de la variété des identités et des groupes qui composent les minorités sexuelles.

Afin d'y parvenir, il propose d'avoir pour ces catégories « *des directeurs ou des représentants de collection*, » chargés de faire « *de la veille*, » pour que la bibliothèque « *ne soit plus seulement tributaire du don qui arrive par magie* », mais puisse « *aller solliciter ce don pour qu'il arrive plus rapidement*. » Autrement dit, il envisage de constituer un réseau afin de permettre à son institution de disposer d'un ancrage et d'une assise dans chacune des composantes qu'il souhaite cibler. L'enrichissement des collections devient ainsi participatif, et le dispositif permet, du moins en partie, de compenser le caractère relativement aléatoire des matériaux donnés.

¹⁵⁵ URL: <http://ccglm.org/biblio/index.html>. Consulté le 24/07/14.

¹⁵⁶ Personne qui n'adhère pas à la division binaire traditionnelle des genres et des sexualités, s'identifiant à une identité de genre ou à une orientation sexuelle non-conforme ou fluide.

¹⁵⁷ Personne dont l'expression ou l'identité de genre est considérée comme non conforme aux normes de genre en vigueur.

¹⁵⁸ Personne dont le sexe biologique ou assigné à la naissance présente naturellement des caractéristiques qui ne sont pas strictement masculines ou féminines.

¹⁵⁹ Chez certaines communautés autochtones nord-américaines, une personne qui incarne des caractéristiques et des qualités considérées comme étant à la fois masculines et féminines.

¹⁶⁰ Personne cumulant l'appartenance à une minorité sexuelle et à une minorité raciale.

L'équilibrage entre contenu littéraire et scientifique, livres francophones et anglophones, a par ailleurs permis, selon le responsable de la bibliothèque, Stefan, de drainer une *« nouvelle clientèle de chercheurs, absente jusqu'alors, à moins de faire des recherches sur la littérature. »* L'ancienne directrice, Lise, ajoute qu' *« au début, à Montréal, tout le monde ne savait pas qu'on avait une bibliothèque, ceux qui le savaient, c'était les militants. Puis, en 2000, nous avons eu un premier site internet, qui a permis aux autres de connaître l'existence de la bibliothèque. À partir de 2006, c'est-à-dire au moment où on a décidé du nom et du logo, on a commencé à faire de la publicité. »*

D'une assise militante, et donc communautaire, qui constituait l'origine de ses utilisateurs, la Bibliothèque a progressivement, avec la mise en place de nouveaux moyens de communication et de mise en valeur de ses collections, réussi à atteindre un public plus vaste, en particulier des chercheurs en sciences sociales.

3. Réflexions autour de l'autonomie et de l'intégration

Considérée comme *« un projet du Centre »*, la Bibliothèque ne dispose pas d'une réelle autonomie juridique. Cette situation de tutelle permet aux dons des particuliers de bénéficier du reçu de charité, le même incitatif fiscal qui a été évoqué pour les *Archives Gaies du Québec*. De la même manière, elle ne dispose pas d'une autonomie financière, puisque selon Christian Tanguay elle *« dépend presque entièrement du Centre, qui a dû investir environ 60 000 dollars depuis la création de la bibliothèque. »* Il fait référence à l'achat de matériel de gestion ou d'organisation de la collection (étagères, informatique), puisque les livres proviennent presque exclusivement de donations.

L'ancienne présidente explique qu'en 2006, une réflexion au sein de l'équipe de direction du Centre est amorcée pour déterminer l'utilité de la création d'une entité légalement reconnue, propre à la bibliothèque. Il s'agissait concrètement de déposer des statuts et de créer un nouveau Conseil d'Administration. L'année suivante, un des membres de l'équipe du Centre décide de faire venir un expert pour évaluer le fonctionnement de la bibliothèque. La réflexion menée par celui-ci a conduit la direction du Centre à formuler l'hypothèse suivante : *« si dans dix ans, les membres du Conseil d'Administration de la bibliothèque décident qu'ils ne sont plus intéressés par le contenu de celle-ci et décident de la dissoudre : tout est perdu. »* Le CCGLM a par conséquent décidé de conserver la bibliothèque sous sa tutelle, *« d'être le*

gardien de ce trésor-là. En lui donnant le statut d'un projet du Centre. » L'actuel directeur ajoute qu'il n'y a pas d'avantage financier ou stratégique à doubler le nombre d'officiers en créant deux conseils d'administrations. En gardant le patrimoine conservé par la bibliothèque sous sa tutelle, le Centre permet aux donations de bénéficier des conditions de déductibilité fiscale qui lui sont accordés par le mécanisme de la charité. Cette emprise lui permet aussi de protéger la collection d'éventuels intérêts privés, qui pourraient avoir pour intention de la disperser.

Une seconde réflexion a également été menée par le Centre : celle de l'intégration de la collection à une institution publique.

En 2002, la Présidente de la Bibliothèque et Archives nationales du Québec, engage, selon Lise Fortier, des discussions « *avec les gens et organismes du quartier* », afin de tenter de les associer à l'ouverture du nouveau bâtiment de la Grande Bibliothèque, attendu pour 2005. Rolande Antile, alors chargée de la BLO demande à la responsable du projet d'aménagement, s'il serait envisageable que celle-ci puisse « *recevoir la collection du CCGLM en créant un espace dédié à la littérature LGBT, et géré par l'employé du Centre.* » Elle ne reçoit aucune réponse. Si cette situation de départ n'est pas sans rappeler fortement celle de l'IHLIA au moment de l'ouverture de la Bibliothèque Publique d'Amsterdam, elle trouve donc une résolution différente : le rejet de la proposition de l'organisme communautaire par l'institution publique.

En 2010, une nouvelle tentative est amorcée auprès du service des bibliothèques de la ville de Montréal. L'argument avancé par le responsable municipal pour rejeter, une nouvelle fois, la proposition de transfert de la collection, est le suivant : les bibliothèques de la ville possèdent déjà tous les ouvrages présents au Centre ; par ailleurs, l'acquisition d'une bibliothèque privée ne peut être gérée que par des fonctionnaires municipaux. La réponse de Mme Fortier est la suivante : « *la différence, c'est qu'ici, il y a un accueil et une connaissance de la littérature LGBT.* » Autrement dit, s'ils ne sont pas des professionnels, les bénévoles possèdent à l'égard des ouvrages de la Bibliothèque une forme d'expertise méconnue des institutions publiques. Ce phénomène a déjà été développé à Bologne, où Sara de Giovanni revendique fermement le fait que le Centre d'Archives et de documentation du Cassero n'est pas "*une bibliothèque normale.*"

Lorsque je demande à Christian de préciser l'objet de leur attente par rapport aux institutions publiques, il me dit souhaiter « *avoir un magasin dans la bibliothèque dédié aux LGBT, à la*

manière de la *Pride Library* de Western Ontario », précisant qu' « eux ont toutes les ressources de la bibliothèque pour le catalogage, l'infrastructure, etc. Ils ont 10 000 œuvres cataloguées. Cette bibliothèque, gérée par un professeur-chercheur, est affiliée, mais elle reste indépendante. Et ils disposent, au sein de l'Université, d'un espace de choix. »

Pour son mémoire de Master en Information à l'Université de Toronto, Danielle Cooper¹⁶¹ a réalisé une étude ethnographique¹⁶² sur la *Pride Library* de London en Ontario. Précédemment la même chercheuse avait effectué une autre enquête de même nature (non publiée) aux *LesbianHerstory Archives (LGA)* de New York. Ses conclusions portaient sur le fait que « les Archives ne tenaient pas seulement leur valeur des utilisatrices pour les informations qu'elles contenaient, mais parce qu'elles offraient aussi un espace accueillant et un environnement social encourageant l'échange d'informations de nature moins matérielle. »¹⁶³ Ces Archives, concluait-elle aussi, « entretenaient avec l'information un rapport différent : une conception très large de l'archive et la valorisation des « vraies vies des lesbiennes et des matériaux éphémères. »¹⁶⁴

L'hypothèse que la chercheuse propose par rapport à la *Pride Library* est assez proche : celle-ci ne serait pas seulement un lieu de ressources documentaires pour les minorités sexuelles, mais aussi un environnement symbolique, orienté socialement et basé sur la communauté.

Dans son texte, l'auteure commence par retracer l'histoire de l'institution. L'aventure commence, comme celle du CCGLM, en 1991, quand James Miller, Professeur de littérature médiévale à l'Université de West Ontario inaugure un nouveau cours, entièrement consacré aux questions LGBTQ. Face au constat de l'insuffisance des ressources dont dispose la bibliothèque universitaire sur le sujet, il décide de rendre accessible aux étudiants sa collection personnelle d'une centaine de livres, conservés à son bureau. Il la nomme « *The Michel Foucault Memorial Library* ». En dépit de l'arrêt de son cours au milieu des années 1990, le Professeur Miller continue de dédier son énergie à son projet de bibliothèque, dont le volume d'ouvrages ne cesse de s'accroître grâce à des dons de la communauté LGBTQ et au soutien de certains de ses collègues de l'Université. En 1996, les fonds d'archives de

¹⁶¹ Sa participation à la Conférence ALMS à Amsterdam en 2012 a attiré mon attention sur sa recherche, publiée en ligne.

¹⁶² COOPER, Danielle, *"Big Gay Library" : An ethnography of the Pride Library at the University of Western Ontario*, 2001. Disponible en ligne, URL : <http://www.uwo.ca/pridelib/documents/DCooperThesis.pdf>. Consulté le 27/97/14.

¹⁶³ *op. cit.*, p. 8.

¹⁶⁴ *idem.*

l'*Homophile Association of London Ontario*, lui sont proposés, à la condition que la collection soit reconnue officiellement. C'est chose faite l'année suivante, grâce au soutien du Vice-Président de la recherche de l'Université : la *Pride Library* est née. Entre 1997 et 2004, la Bibliothèque, qui vient donc de s'ajouter une mission d'Archives, connaît une expansion rapide. Elle dispose en 1999 d'un millier d'ouvrages, et quitte la même année le bureau du Professeur pour s'installer, à la faveur d'une rénovation de l'Université, dans un espace autonome, au sein de la bibliothèque universitaire. En 2000, son catalogue est rendu accessible en ligne sur le portail de l'Université, ce qui augmente considérablement sa popularité et le rythme des donations. En 2004, la collection atteint une masse critique de 4000 titres, et déménage dans un espace plus grand et plus visible de la bibliothèque universitaire : la *D.B. Weldon Library*. A son installation, le professeur Miller fait en sorte de rendre ce lieu particulièrement accueillant et ouvert à la communauté LGBTQ. Au moment de l'étude, en 2011, elle disposait de 5000 ouvrages empruntables, et de 1000 ouvrages rares non empruntables. La collection est gérée par une quinzaine de bénévoles et quatre employés à temps partiel.

Au registre de ses particularités, l'auteure conclut qu'il s'agit d'une organisation communautaire intégrée au sein d'une institution qui la dépasse –l'Université- ; elle est essentiellement gérée par des bénévoles ; tous les matériaux sont issus de donations privées. Ces caractéristiques la rapprochent de la *Bibliothèque à Livres Ouverts* du CCGLM, et expliquent l'intérêt que celui-ci porte à son égard. Elles font aussi penser à la première période d'*Homodok*, quand le groupe de documentation était hébergé à l'Université d'Amsterdam.

Cependant, la *BLO*, n'est pas, contrairement aux deux autres, située au sein d'une Université. Elle ne bénéficie donc pas de l'énergie du milieu étudiant, de la caution intellectuelle d'un professeur d'Université, ni du lien direct avec la recherche en sciences sociales. Le CCGLM n'est pas non plus, contrairement au *Cassero* à Bologne, un lieu de vie pour les membres de la communauté, puisque son objet est d'aider et de soutenir les organismes LGBT montréalais travaillant avec elle. Autrement dit, pour reprendre les termes de Christian Tanguy, le "*travail*" que le CCGLM accomplit est en grande partie, de l'extérieur, "*invisible*." Pour reprendre la distinction proposée par Louis Godbout, elle a bien des "*clients*", mais elle n'a pas véritablement de "*public*."

Dans ces conditions, et en raison des difficultés budgétaires qui touchent l'institution, la fréquentation de la Bibliothèque est plutôt faible, puisqu'elle ne compte qu'une quinzaine d'adhérents annuels¹⁶⁵. Une hypothèse concerne le rejet par les institutions publiques de la proposition de voir hébergée sa collection. Les stratégies de financement ou d'intégration étudiées à Amsterdam et à Bologne ont bien montré que la logique d'archives, qui consiste à recueillir et conserver des éléments du patrimoine (ici des livres) semble insuffisante à dire, en soi, la valeur pour la collectivité des traces des minorités sexuelles. Ce qui est nécessaire c'est la valorisation de ce patrimoine, par l'intermédiaire de manifestations ouvertes au plus grand nombre. Celles-ci ont été particulièrement étudiées dans le cas des *Archives Gais du Québec*. Leur très faible présence à la *Bibliothèque à Livres Ouverts* tient sans doute au fait qu'il ne s'agit "que" d'un "projet", parmi d'autres, "du Centre." Par conséquent, et en raison de la faible disponibilité des moyens humains et financiers, la dernière étape du processus de patrimonialisation, dans la formule proposée par Jean Davallon, n'est pas réellement constituée.

C'est maintenant vers un cas amené à apporter un éclairage différent sur le patrimoine des minorités sexuelles et la valorisation de leurs traces, qu'il faut se tourner.

¹⁶⁵ L'adhésion permet d'emprunter les ouvrages.

C. L'exposition "Fugues : de la clandestinité à l'égalité" à l'Ecomusée du fier monde

Fondé en 1980, l'Ecomusée du fier monde se présente aujourd'hui comme « musée d'histoire et musée citoyen ». Reconnu et soutenu par le Ministère de la Culture et des Communications du Québec et par le Conseil des arts de Montréal, ses champs d'intervention concernent d'abord un territoire géographique, le quartier Centre-Sud de Montréal, où il est implanté, ensuite une thématique, celle du travail, de l'industrie et de la culture populaire, enfin un cadre social, qui correspond aux enjeux contemporains reliés au territoire géographique et/ou à la thématique.

L'actuel directeur, René Binette, est associé à l'institution depuis son origine. Il a participé à son implantation au bain Généreux¹⁶⁶ en 1995, dotant le musée d'un lieu permanent pour ses activités, et a introduit l'histoire du travail à la mission de l'Ecomusée, thématique alors inexistante dans le milieu muséal montréalais du début des années 1980. Enseignant à temps partiel en muséologie, il développe aujourd'hui une approche se revendiquant de l'éducation populaire, destinée à permettre aux non-initiés d'être acteurs dans la recherche et la réalisation d'une exposition.

Un communiqué de presse, envoyé par l'Ecomusée le mercredi 18 juin 2014 annonce :

« Profitez de la saison estivale pour visiter l'exposition *Fugues se souvient : 30 ans d'homosexualité au Québec*, présentée à l'Ecomusée du fier monde. De la marginalité à l'égalité, cette exposition témoigne de l'évolution de la communauté gaie, lesbienne, bisexuelle et transgenre (LGBT) au sein de la société québécoise. (...) L'exposition est à l'affiche du 19 juin au 31 août 2014. »¹⁶⁷

1. *Fugues se souvient : 30 ans d'homosexualité au Québec*

Créé en 1984, *Fugues* est un magazine mensuel gai montréalais. D'abord consacré à relayer les sorties proposées par les établissements commerciaux fréquentés par la communauté homosexuelle, *Fugues* s'est progressivement enrichi d'un contenu éditorial constitué de

¹⁶⁶ Il s'agit d'un bâtiment datant des années 1920 qui servait de bains publics à la population ouvrière du quartier. Il tire son nom du conseiller municipal qui en a été à l'origine : Damase Généreux.

¹⁶⁷ Document aimablement communiqué par René Binette.

dossiers sur divers enjeux relatifs à la communauté LGBT du Québec. Il a ainsi été le témoin de son évolution et le relais de plusieurs de ses revendications.

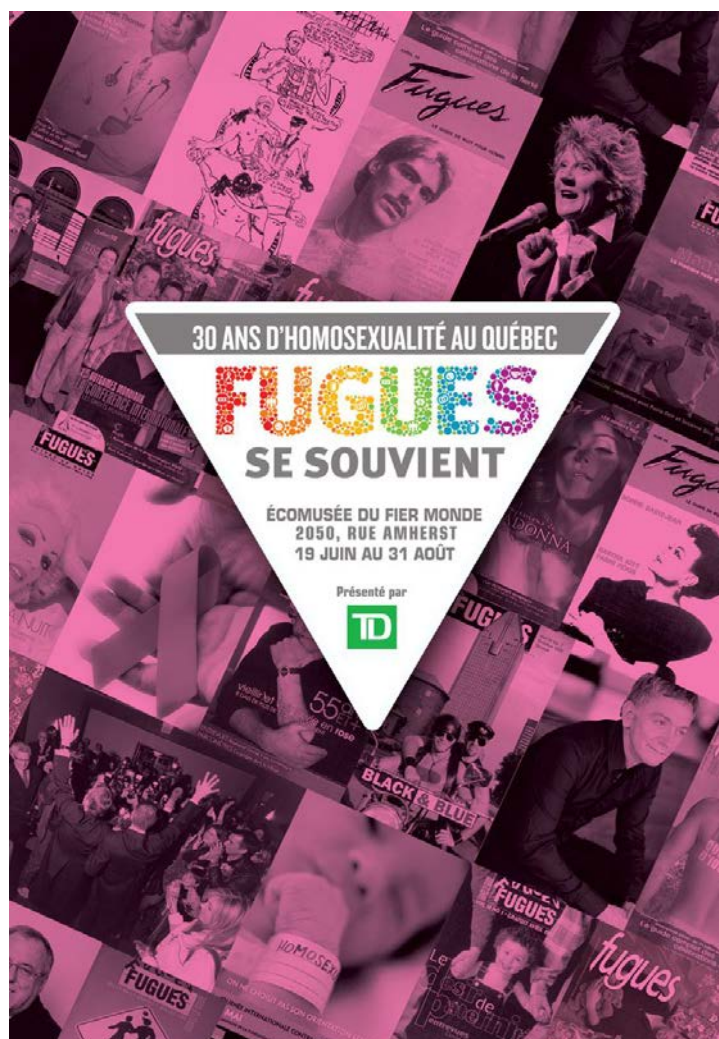


Figure 1 : Affiche de l'exposition *Fugues* à l'Ecomusée du Fier Monde.

Le communiqué qui vient d'être mentionné se poursuit en décrivant le contenu de l'exposition, qui propose « des couvertures de magazines, des photographies, et de nombreux articles parus durant les 30 ans d'existence du magazine. »

Le parcours de l'exposition est aussi sommairement évoqué : il « débute avec la vie clandestine et la répression présentes dans les années 1980, suivies de l'apparition du VIH-sida. » Il se poursuit « par la reconnaissance des droits, le soutien communautaire et l'économie rose. » Puis les thèmes de « l'identité de genre, les revendications, les événements festifs ainsi que la naissance et l'évolution du Village gai » sont explorés. Le parcours se termine avec « l'homoparentalité, l'union des couples de même sexe, le processus de sortie du placard (*coming out*) et la vie publique ». En plus de ces différentes sections thématiques, une

« *backroom* », salle située à l'arrière de l'exposition et accueillant des œuvres plastiques et contenant « entre autres, des toiles de peintres québécois. » Elle présente un « bref parcours des lieux de rencontres associés à la sexualité gaie. »

a. Mise en place et organisation d'une collaboration

René Binette, lors de notre entretien, explique que le magazine et l'Ecomusée se connaissent depuis longtemps, puisqu'ils sont voisins sur la rue Amherst. Le premier est sur les listes de presse du second, ce sont des « *partenaires fréquents* ». Leur trente ans approchaient, ils ont donc contacté le musée, lui demandant s'il était pensable d'organiser une exposition. Il se trouvait que son directeur avait « *une possibilité dans la programmation.* »

Un « *comité organisateur* » est créé. Composé des représentants de *Fugues* et de l'Ecomusée, il s'est réuni régulièrement. Une « *entente de partenariat* » est signée, qui « *définit les tâches de chacun* ». L'Ecomusée est le lieu de diffusion, chargé du montage et des relations avec la presse ; *Fugues* est producteur de l'exposition. « *La recherche, les contenus et les coûts de production, c'était eux.* » René Binette, entrant dans le détail, explique que son rôle, « *était d'une part de donner toutes les informations sur les espaces, avec ses possibilités, ses limites et ses contraintes* ». De l'autre côté, *Fugues* a présenté « *le pré-scénario, contenant les thèmes* », et a informé le partenaire « *à chaque étape* ». Les textes ont été « *vus* » et « *relus* » par le directeur « *en deux versions* », auxquelles le directeur de l'Ecomusée a fait « *un certain nombre de commentaires, y compris sur les contenus éditoriaux, et de suggestions concernant les coupures* ». L'équipe du magazine a « *tenu compte de [ses] commentaires, et ils étaient très contents [qu'il] soi[t] intervenu de cette façon* ».

Dans l'article du magazine *Fugues*¹⁶⁸, qui annonce l'exposition, son coordinateur, Robert Bourdon-Cloutier confirme que René Binette leur a « fait profiter de sa grande expérience en muséologie » et a été « un agent extérieur essentiel avec sa vision ». En apportant son assistance pour « équilibrer le contenu et à rendre les textes plus accessibles au public », il a aidé les exposants à faire « des choix stratégiques et à prendre du recul. »

¹⁶⁸ PASSIOUR, André, "Fugues se souvient : 30 ans d'homosexualité au Québec", *Fugues*, Montréal, juillet 2014, pages 76-77.

Autre part importante de l'action du muséologue : « *leur expliquer quelles étaient les étapes pour faire une exposition, et ce qu'il allait falloir faire pour arriver au jour "J" avec le résultat que l'on veut.* »

Soucieux de "*la dimension éthique*", le comité de programmation du musée avait « *une préoccupation, et même une condition : que ce ne soit pas une pub pour Fugues.* » Cette condition impliquait que le magazine devait « *servir d'intermédiaire pour poser un regard sur la société et son évolution en trente ans.* » Cette forme de sécularité, à la fois à l'égard de la société commerciale et de la communauté LGBT est donc à la base de la collaboration entre les partenaires. Le public visé est un public généraliste, le contenu de l'exposition ne doit être ni crypté, ni publicitaire. Le communiqué de presse précise d'ailleurs que l'objet de l'exposition n'a pas pour seul but de montrer l'évolution de la communauté LGBT du point de vue d'un magazine, mais aussi celle de « *la perception de l'homosexualité au Québec* » à travers « *les changements sociaux, légaux et économiques qui ont marqué (...) la société* ». Il s'agit, en d'autres termes, de proposer au public un point de vue sur un phénomène social - l'homosexualité, et son évolution - et de le resituer dans un contexte historique plus général.

b. Aspect de l'exposition : « la couleur du partenaire »

René Binette, commentant l'aspect de l'exposition, commence par expliquer la manière dont l'équipe de *Fugues* a travaillé à la recherche des contenus de l'exposition : « *Comment procèdent-ils ? Leurs matériaux de base, c'était la revue et ses archives, qui sont essentiellement ses articles, et des images d'archives. Les archives permettent de retracer un certain nombre de choix. Ils travaillent sur le texte, sur l'image – toujours associée à celui-ci – et aussi sur le graphisme.* »

Le résultat, convenons-nous ensemble, est « *une exposition très 2D.* » Ceci tient « *à la nature du partenaire* » : « *des gens de l'écrit* ». En d'autres termes : « *s'il y a beaucoup de textes et peu d'objets, cela tient au fait que Fugues est une revue.* » Il est naturel, ajoute-t-il, que l'exposition prenne « *la couleur du partenaire* » et « *essentiel* » pour l'Ecomusée « *travailler en partenariat* » : il s'agit là de sa méthode. « *On ne veut pas prendre la parole à leur place ; ce qu'on essaye, c'est d'amener notre input et faire le mieux possible, mais il faut toujours que ça soit leur contenu et qu'ils se reconnaissent.* »

L'exposition, par conséquent, se veut être un outil de « *prise de parole pour quelqu'un* », autrement dit, « *d'empowerment* ». En l'occurrence, « *ce n'est pas le discours de*

l'Ecomusée, mais celui des commissaires de l'exposition qui viennent de Fugues. » Cette particularité sera reprise et développée dans la partie de l'étude de cas consacrée au rôle social de l'Ecomusée.

D'autres projets, réalisés en partenariat, ont associé l'Ecomusée avec différents organismes de la communauté LGBT. L'exemple des *Archives Gaies du Québec* avec Allan B. Stone a déjà été évoqué.

2. Les projets de l'Ecomusée avec la communauté LGBT depuis 1996

René Binette confirme que *« l'exposition Fugues, ce n'est pas une première »*. Cela s'explique par le fait que l'Ecomusée se situe *« dans un milieu spécifique, et dans celui-ci se trouve le Village, qui s'est développé dans les années 1980, c'est-à-dire qu'il est à peu près contemporain de l'existence du musée. »* Aussi, bien qu'au départ, sa thématique soit *« centrée sur l'histoire du travail »*, le musée collabore avec *« l'ensemble des groupes de ce milieu-là »*.

Or, lorsque l'Ecomusée s'installe au bain Généreux, en 1995, moment qui consacre sa reconnaissance institutionnelle, puisqu'il n'était avant cela *« qu'un groupe communautaire, un organisme à but non lucratif¹⁶⁹ de personnes intéressées à l'histoire et au patrimoine »*, il est sollicité par Jean-François Larose pour organiser la première exposition sur Alan B. Stone avec les *Archives Gaies du Québec*. Le commissaire et René Binette se connaissent, puisqu'ils étaient tous les deux membres de *L'Association québécoise pour le patrimoine industriel (AQPI)¹⁷⁰*. Consultant en patrimoine, le premier étudie l'œuvre de l'artiste aussi bien sur le plan de l'iconographie homoérotique que sur le versant, moins connu, des photographies de la vie quotidienne, celui des travailleurs de la construction bâtissant les tours du Centre-ville de Montréal, de l'activité des marins s'affairant autour des bateaux du Port de la ville, etc.

¹⁶⁹ Il est intéressant de faire remarquer que les Québécois emploient comme synonymes "organisme à but non lucratif" et "groupe communautaire".

¹⁷⁰ Créée en 1988 par des historiens, des consultants, des fonctionnaires du ministère de la Culture et des Communications du Québec et des muséologues, l'AQPI regroupe les professionnels et les personnes intéressées au patrimoine industriel. Association à but non lucratif, son rôle est de promouvoir l'étude, la connaissance, la conservation et la mise en valeur du patrimoine industriel au Québec. Source : Site internet de l'association. URL : <http://www.aqpi.qc.ca/index.html>. Consulté le 01/08/14.

Dès lors l'Ecomusée et son équipe trouvaient que « *c'était pertinent, ça avait de l'intérêt et ça cadrerait parfaitement avec [leur] thématique sur l'histoire du travail* ». De plus, cette collaboration inédite avec les *Archives Gaies du Québec*, leur « *permettait de rejoindre une communauté, la communauté gaie, avec laquelle [ils n'avaient] jamais travaillé* » et à laquelle ils souhaitent, peu après l'installation officielle de l'institution, « *donner un signal d'ouverture.* »

A la première exposition en partenariat avec les AGQ succède une série de projets¹⁷¹ qui ont en partie déjà été détaillés : sur Alan B. Stone, mais aussi sur les acteurs de la lutte contre le sida, avec l'exposition *Blanc de mémoire*, en 2011, en collaboration avec la *Maison Plein cœur*, organisme basé sur la communauté homosexuelle venant en aide aux malades du VIH. René Binette conclut en expliquant que le musée collabore « *régulièrement* » à créer des « *expositions autour de thématiques gaies ou qui concernent la communauté LGBT* ».

Mais, à ces expositions temporaires s'ajoutent une autre catégorie de projets, qui, sans concerner directement la thématique LGBT, permettent de l'inclure dans l'ensemble plus vaste des différentes composantes du milieu de l'Ecomusée. René Binette me cite l'exemple d'une exposition passée : *Citoyen, hier, aujourd'hui, demain*¹⁷². Le projet « *était une demande du milieu* », venant « *des organismes communautaires (OSBL) des années 1960 et 1970.* » Parmi les acteurs de ces groupes, « *toute une génération, et avec elle toute une partie de l'Histoire, sont en train de disparaître sans avoir laissé de traces.* ». Il y avait donc « *un besoin de recueillir la mémoire et de la transmettre, pour faire connaître ces personnes-là.* » S'il ne s'agissait pas « *d'une exposition gaie, on y retrouvait le fondateur de la Maison Plein Cœur.* »

Deux catégories d'expositions se dessinent alors : celles qui sont « *clairement associées à la communauté, comme celle de Fugues, 30 ans d'homosexualité* », et celles plus générales, notamment l'exposition permanente « *où il y a des témoignages, où l'on parle du Village* ».

D'ailleurs, l'organisation spatiale, en duplex, de l'Ecomusée contribue à accréditer cette idée. La présentation permanente de la partie supérieure symboliserait la globalité, l'inférieure donnerait à voir, au fil des roulements d'expositions, différents particularismes sociaux et culturels du territoire de l'Ecomusée. René Binette accrédite cette lecture possible de l'espace,

¹⁷¹ La liste complète des expositions de l'Ecomusée du fier monde est disponible sur son site internet. URL : <http://ecomusee.qc.ca/expositions/expositions-passees/>. Consulté le 01/08/14.

¹⁷² Le projet a donné lieu à une exposition virtuelle, visitable en ligne. URL : <http://www.expocitoyens.ca/>. Consultée le 01/08/2014.

expliquant que l'étage du haut « *se veut comme un panorama très rapide à la fois d'un territoire et d'une histoire très longue, avec quelques flashes* », tandis qu'il s'agit en bas, comme avec l'aide « *d'un microscope* », « *de voir un aspect de la culture : hier les laitiers*¹⁷³, aujourd'hui la communauté gaie, demain un autre organisme communautaire. »

Présente aussi bien à l'Ecomusée, soit par le biais des expositions temporaires que de la présentation permanente, la communauté gaie « *fait partie de l'ensemble* », « *du quartier*. » René Binette n'hésite d'ailleurs pas à qualifier sa présence d' « *historique* », et à souligner son caractère « *dynamique* ». Ces deux raisons ont pour conséquence de l'intégrer à la mission de l'Ecomusée : « *il est important et intéressant de donner une place à ce qu'il y a de spécifique à cette communauté ; ça fait partie de notre mission de parler, de travailler et de faire des projets avec cette communauté, au même titre qu'avec les autres. C'est dans nos valeurs.* »

Afin de comprendre ces valeurs, et de mieux saisir les enjeux de la présentation de l'exposition *Fugues*, il faut revenir à l'identité que se donne l'institution culturelle, celle d'un "musée d'histoire", d'un "musée citoyen", mais aussi et peut-être surtout celle d'un "écomusée."

3. L'Ecomusée du fier monde, « musée d'histoire, musée citoyen » ou le rôle social du musée.

Tenter de comprendre l'identité de l'Ecomusée du fier monde, et les ressorts de ses actions, c'est nécessairement commencer par faire un retour en arrière pour analyser le contexte de sa création. Cette analyse est fortement appuyée sur un texte écrit par René Binette sur la contribution des institutions muséales au "capital social."¹⁷⁴ Ce court essai a été publié dans une anthologie rassemblant des réflexions produites, à partir de leurs pratiques, par un certain nombre de muséologues.

¹⁷³ René Binette fait ici référence à une exposition, *Run de lait*, qui a eu lieu en 2010 à l'Ecomusée du fier monde. Elle proposait de montrer à partir du parcours de la bouteille de lait, de l'usine à sa distribution dans les familles montréalaise, les différents métiers entourant cette trajectoire. Elle a donné lieu à une exposition virtuelle. URL : <http://ecomusee.qc.ca/evenement/run-de-lait/>. Consulté le 01/08/14.

¹⁷⁴ BINETTE, René, "La contribution des institutions muséales au « capital social » : cas de l'Écomusée du fier monde (Montréal, Canada)" in IÑAKI Arrieta Urtizberea (dir.) *Activaciones patrimoniales e iniciativas museísticas ¿Porqué? Y ¿para quién?*, Bilbao, Euskal Herriko Unibertsitateko Argitalpen Zerbitzua et Servicio Editorial de la Universidad del País Vasco, 2009, p. 129-150. En ligne, URL : http://www.pasosonline.org/Publicados/varios/Activ_Pat_IArrieta2009.pdf. Consulté le 02/08/2014

a. Retour sur l'histoire du quartier et l'idée de création du musée par l'organisme communautaire des Habitations communautaires Centre-Sud (HCCS)

D'abord, il convient de regarder de plus près l'histoire du quartier dans lequel l'Ecomusée se trouve : le Centre-sud de Montréal. Faubourg de la ville au XVIII^{ème} siècle, il se transforme profondément une première fois avec la Révolution Industrielle de la seconde moitié du XIX^{ème} siècle. A cette époque, des installations portuaires, des entrepôts et des manufactures s'y développent. Quartier ouvrier et dynamique jusqu'aux années 1950, il connaît alors une nouvelle phase de mutations : un profond déclin dû à la désindustrialisation. Celle-ci est liée à une combinaison de facteurs : perte du statut de métropole de Montréal au profit de Toronto, déclin des secteurs du textile et de la chaussure, installations vétustes, etc. A partir de cette période et jusqu'aux années 1970, le patrimoine architectural industriel du quartier est largement détruit. Dans le même temps, et pour répondre à la crise sociale qui touche les populations précarisées, se mettent en place de nouvelles formes de solidarités. Dans les années 1960 et 1970 en effet, émerge un "important mouvement de groupes communautaires et populaires."¹⁷⁵ René Binette explique dans son texte que "ces groupes offrent des services ou de l'entraide aux plus démunis. Ils défendent les droits de certaines catégories de la population (femmes, personnes âgées, assistés sociaux, chômeurs) et ils travaillent à l'amélioration de la qualité de vie par la formule coopérative ou par des revendications politiques."¹⁷⁶ Il est frappant de constater à quel point ces problématiques d'accès d'un groupe à son histoire et de volonté de sauver les traces de son passé ressemblent à la situation contemporaine des minorités sexuelles.

Parmi ces organismes, les *Habitations communautaires Centre-Sud* (HCCS), militent pour de meilleures conditions de logement et de services pour les habitants du quartier défavorisé. En 1980 germe l'idée d'un musée pour le quartier : la *Maison du fier monde*. A cette époque en effet, aucune institution patrimoniale montréalaise ne traite des questions du monde ouvrier, du patrimoine industriel, ni des phénomènes et des enjeux sociaux des bouleversements urbains contemporains. Or, le projet des HCCS est basé sur une conviction : "il est important pour la collectivité de connaître son passé pour comprendre le présent et savoir où elle va." L'auteur développe cette idée en expliquant qu'il "faut mettre en valeur la culture locale et le

¹⁷⁵ *op. cit.*, p. 131.

¹⁷⁶ *idem.*

patrimoine (méconnu, oublié, dévalorisé) et en être fier si on souhaite un avenir meilleur." ¹⁷⁷

b. Le contexte de la Nouvelle muséologie

[Redacted text block]

[Redacted text block]

[Redacted text block]

[Redacted text block]

¹⁷⁷ *idem.*

¹⁷⁸ *op. cit.*, p. 132.

structures en cours (...) C'est de cette façon que les musées peuvent et doivent jouer un rôle décisif dans l'éducation de la communauté."

Formation des consciences, éducation de la communauté, relation entre le passé et le présent engagement de l'institution dans la compréhension voire dans l'infléchissement des transformations sociales : les contours et les objectifs du nouveau musée qui émerge sont profondément repensés.

En réaction à la nécessaire évolution des institutions muséales, les théoriciens de la Nouvelle muséologie cherchent donc à mettre l'accent sur leur vocation sociale et leur adaptation aux mutations du contexte, leur accès et leur ouverture aux différents publics. En résulte la création de services éducatifs et culturels, des expositions davantage thématiques que centrées sur des objets, une amélioration des techniques de présentation muséographique, mais aussi et peut-être surtout l'expérimentation d'un nouveau type d'institution muséale : les écomusées.

Dans un autre texte¹⁷⁹ publié dans *Muse*, la revue de l'Association des musées canadiens, René Binette formule dans le titre de son article une équation éloquente : "Musée + Communauté = Ecomusée." Il débute en déclarant que "Le musée doit être un acteur dans son milieu." Il raccroche directement cette fonction au "résultat" des "réflexions, expérimentations et débats" produits par les théoriciens de la Nouvelle Muséologie, et à la pratique mise en œuvre par les écomusées. L'origine du concept prend sa source, en France, à la fin des années 1960. Georges Henri Rivière propose de les définir comme "un instrument qu'un pouvoir et une population conçoivent, fabriquent et exploitent ensemble."¹⁸⁰ De son côté, Hugues de Varine, publie en 1978 un texte majeur énonçant qu'un "écomusée, c'est d'abord une communauté. Et un objectif : le développement de cette communauté. C'est ensuite une pédagogie globale s'appuyant sur un patrimoine et sur des acteurs, appartenant tous deux à cette même communauté. C'est enfin un modèle d'organisation coopérative en vue du développement et un processus critique d'évaluation et de correction continues."¹⁸¹

La formulation de la définition de l'écomusée par Hugues de Varine possède un avantage et un inconvénient. Son avantage, c'est qu'elle se réfère au terme de "communauté." Ce terme est

¹⁷⁹ BINETTE, René, "Musée + Communauté = Ecomusée", *Muse, revue de l'Association des Musées Canadiens*, Ottawa, septembre-octobre 2007, pp. 48-49.

¹⁸⁰ RIVIERE, Georges Henri, "L'Ecomusée, un modèle évolutif (1971-1980)", in DESVALLEES, André, *Vagues, une anthologie de la Nouvelle Muséologie, Tome 1: Fondements*, Mâcon, Éditions W. M.N.E.S., 1992, p. 443.

¹⁸¹ DE VARINE, Hugues, "L'écomusée (1978)", DESVALLEES, André, *Vagues, une anthologie de la Nouvelle Muséologie, Tome 1 : Fondements*, Mâcon, Éditions W. M.N.E.S., 1992, p. 456.

central pour la problématique de cette étude, puisque les minorités sexuelles ont, dans les cas qui ont été étudiés, notamment à Montréal, revendiquées un mode d'existence et des identités collectives qui s'incarnent dans le concept de "communauté homosexuelle", ou "LGBT". Cette revendication a parallèlement donné lieu à la création d'organismes basés sur cette communauté et chargés de recueillir les traces et les mémoires qui leurs sont associées.

En raison de la thématique de l'*Ecomusée du fier monde*, qui ne concerne pas directement les minorités sexuelles, la question du rapport à la "communauté", formulée par Hugues de Varine engendre des difficultés.

La théorie écomuséale prend en effet naissance dans le contexte rural des parcs naturels régionaux et des musées de plein air. Les nouvelles institutions qui y apparaissent, les premiers écomusées français, ont donc pour objet, selon René Binette, sans vouloir caricaturer, "*une espèce d'unité historique, géographique et culturelle.*" La communauté qui leur est associée et son identité sont, de fait, conçues comme des réalités à peu près homogènes.

Or, la situation n'est pas tout à fait la même pour le cas de l'*Ecomusée du fier monde*. Celui-ci est inséré dans un dense tissu urbain, composé de "*différentes organisations, différents groupes, différentes collectivités.*" Cette diversité reflète des problématiques sociales, ethnoculturelles ou encore des minorités sexuelles, qui concernent le Centre-Sud de Montréal. Autrement dit l'Ecomusée, situé dans une grande ville, affronte "*une réalité d'une immense complexité.*" Cette réalité complexe amène René Binette à proposer de qualifier le Centre-Sud de "*quartier aux identités multiples*" et à penser "*la communauté globale,*" comme dotée de "*différentes facettes.*" Ce qui permet d'assurer sa cohérence, et qui motive et légitime l'action de l'institution, c'est "*la volonté de faire un certain nombre de choses ensemble.*" Il conclut en affirmant qu'il lui semble possible de parler "*d'une communauté du Centre-Sud, qui respecte les collectivités qui la compose.*"

Pour résumer, en organisant des projets d'expositions avec différents groupes sociaux, dont "la communauté homosexuelle" fait partie, l'Ecomusée, reflète à tour de rôle différents aspects d'une identité collective qui caractérise son territoire. Ce sont les acteurs qui y cohabitent que l'institution considère comme la "communauté" qu'elle a pour objectif de développer.

Situé dans un quartier possédant une riche histoire et des mémoires relatives à plusieurs aspects de la vie sociale, l'*Ecomusée du fier monde*, a sensiblement, au fil du temps, adapté

son projet à l'évolution de la société.

c. L'adaptation à l'évolution de la société

René Binette revenant sur l'histoire de l'institution qu'il dirige, rappelle qu'à son origine, en 1980, son objet portait sur *"le monde industriel"*. Il s'agissait, à l'époque, d'une réalité tangible, bien que finissante : elle *"existait de façon présente, était ancrée dans le concret et liée aux mouvements sociaux."* Aujourd'hui, la situation a changé : *"l'industrie, il n'en reste plus ; le quartier industriel a disparu. Ce n'est plus la réalité. C'est vraiment devenu de l'histoire, du patrimoine - matériel, quelques traces, et immatériel, dans les mémoires."* L'ecomusée, en raison du *"milieu dans lequel [il] se trouve"*, de cette histoire qui est importante pour comprendre l'identité du quartier, ne peut se détacher complètement de cette problématique initiale. Il continue à s'y intéresser, parce qu'il y a *"encore toute sorte de choses à dire, sur les anciennes usines, qui se sont d'ailleurs parfois transformées en lieux culturels."*

Cependant, et en raison de cette profonde transformation sociale, la thématique de l'Ecomusée connaît un premier élargissement : du travail strictement industriel, *"aux différentes formes de travail."* C'est dans cette optique qu'est par exemple organisée une exposition autour du syndicalisme enseignant. Si la démarche souhaitait adapter l'institution aux évolutions de la société, et plus particulièrement du quartier dans lequel il se situe, René Binette reconnaît que *"de façon générale, par rapport au quartier, c'est plutôt d'autres formes d'enjeux de société qui se retrouvent."*

Pour cette raison, si en 2008 la brochure de l'Ecomusée du fier monde annonçait un *"musée d'histoire industrielle et ouvrière"*, il se présente aujourd'hui comme *"un musée d'histoire, musée citoyen."* L'explication apportée par le directeur est la suivante : une tentative de *"refléter au mieux ce milieu qui se transforme."* Son enjeu : *"que le musée soit utile."* Pour le rendre utile, pour lui permettre de refléter au mieux le milieu qui constitue son assise, il adopte une position singulière : *"ne pas faire que des choses "patrimoniales", ne pas parler que des choses mortes."* Chercher, au contraire, à *"avoir un écho pour maintenant,"* c'est à dire se tourner vers le présent. Cette vision est en réalité plus complexe qu'une simple opposition entre d'une part le patrimoine conservé dans les musées traditionnels, associé au passé et à la récupération de témoins matériels ou immatériels de phénomènes définitivement révolus, et d'autre part la mise à disposition de ressources directement utilisables par la

communauté au temps présent. C'est en fait une conception plus souple, plus active et plus englobante du concept de patrimoine qui est proposée : celui-ci doit être *"vivant, et qu'il parle aux gens."* Or cette tension entre l'idée de patrimoine conçue et mise en œuvre dans les musées traditionnels, et celle mise en œuvre par l'écomusée correspond aux réflexions menées dans le cadre du mouvement de la Nouvelle Muséologie.

d. Un rapport singulier au patrimoine et aux objets : le principe de collection écomuséale

Le principe de collection écomuséale, mis en œuvre par l'écomusée, est particulièrement révélateur d'une conception originale de la notion de patrimoine, et par conséquent, du processus de patrimonialisation.

- Une conception originale de la notion de collection patrimoniale

Dans un document interne communiqué par René Binette¹⁸², l'équipe de l'Ecomusée du fier monde dessine les contours de la notion de collection écomuséale. Pour forger le nouveau concept, les auteurs affirment avoir mené une réflexion sur les actions passées du musée et le rapport entre écomuséologie, patrimoine et collections. Son inspiration trouve aussi sa source dans le « principe de désignation » énoncé dans le projet de la loi 82 sur le patrimoine culturel¹⁸³ du gouvernement du Québec, ainsi que dans l'« attention particulière » que le texte législatif porte « à la question du patrimoine immatériel, de sa conservation et de sa mise en valeur ».

Ils justifient la démarche de l'Ecomusée en mettant en avant sa qualité « d'intervenant préoccupé de la question patrimoniale », qui doit « jouer, en collaboration avec d'autres acteurs, un rôle quant à l'identification et à la préservation des éléments susceptibles d'être reconnus comme ayant une valeur patrimoniale. »

Le texte illustre la distance qui sépare la conception de la fonction de collection et le rapport au patrimoine qu'entretiennent musée classique et écomusée. Dans le premier cas, c'est la collection et l'acquisition d'objets qui prédominent, tandis que le second lui substitue « la notion de patrimoine », entendue plus largement, tant sur le plan matériel qu'immatériel.

¹⁸² Ce document, aimablement communiqué par René Binette, est intitulé « Politique de collection écomuséale. » Il a été adopté par le conseil d'administration en juin 2011 et mis à jour en juin 2014.

¹⁸³ Ce projet de loi a été adopté en 2011 par le Parlement du Québec. Elle consacre l'élargissement de la notion de patrimoine aux phénomènes culturels immatériels.

L'Ecomusée intervient ainsi régulièrement sur des objets, sans nécessairement procéder à leur acquisition. Autrement dit, ce mode de protection n'implique pas de transfert de propriété. En revanche, la collection écomuséale fait l'objet des mêmes conditions de catalogage et de documentation que la collection muséale. Leur différence se situe donc « au niveau de leur rapport aux objets. »

- Caractéristiques et objectifs

La collection écomuséale est constituée d'éléments patrimoniaux matériels ou immatériels qui « témoignent de la culture de la communauté et/ou d'un ou plusieurs des champs d'intervention d'un écomusée. »

Ces éléments, cibles du processus de désignation, doivent détenir un caractère exceptionnel, représentatif et/ou identitaire¹⁸⁴ reconnu par les acteurs locaux¹⁸⁵. Ceux-ci sont consultés pour déterminer si les critères sont réunis. Ils peuvent aussi devenir « parrains » d'un élément de la collection. Le parrain, propriétaire ou acteur local, assure à l'égard de l'objet une responsabilité patrimoniale partagée avec l'institution.

L'un et l'autre procèdent en collaboration à la fois à la désignation, qui constitue la collection écomuséale, et aux diverses actions de préservation, de documentation (« à partir de sources primaires et secondaires, de collectes de témoignages ou de tout autre moyen qui permet de conserver la trace, l'histoire et la mémoire d'un élément de patrimoine »), de mise en valeur (diffusion ou promotion d'éléments patrimoniaux), de diffusion (expositions, publications), ou d'éventuelles restitutions (puisque « la collection écomuséale appartient d'abord à la communauté »).

Le « but ultime » de cette stratégie est « d'assurer la transmission de cet héritage », « la conservation des traces matérielles et immatérielles de divers aspects » des champs d'intervention de l'Ecomusée, à destination des « générations présentes et futures ».

Pour résumer, l'« approche participative » et la « prise en charge collective » sont donc au cœur de ce singulier processus de patrimonialisation, particulièrement attentif à l'association à la construction du patrimoine des acteurs locaux.

¹⁸⁴ Il peut être évocateur d'un savoir-faire, d'une tradition et/ou d'une mémoire à conserver – de l'ordre du patrimoine immatériel- qui devront être documentés par des recherches ou par des cueillettes de témoignages.

¹⁸⁵ Individus, organismes, intervenants du milieu, *etc.*

e. La participation citoyenne, le rôle d'éducation, l'empowerment

Pour décrire la manière dont René Binette envisage sa mission, et celle de l'Ecomusée du fier monde, le muséologue avance qu'il ne se situe pas *"tout à fait dans une démarche ethnologique, ou scientifique."* S'il se conforme aux règles éthiques (comme le respect des témoins, etc.), et qu'il réalise de la *"cueillette ethnographique"* (en faisant de l'histoire orale, en enregistrant des témoignages audiovisuels), ceux-ci doivent toujours être liés à un projet, *"aux gens, à leur valorisation"* et pouvoir servir à des expositions. En ce sens, il considère plutôt qu'il entre dans la catégorie des *"gens d'action"* ou des *"animateurs culturels."* Autrement dit, le musée *"intervient."*

Cette volonté correspond d'ailleurs à la formule d'organisation, le partenariat, qui a été adopté pour l'exposition *Fugues*, et plus généralement pour tous les projets muséographiques du musée. Les contenus sont *"construits ensemble"*, à tel point que ce n'est pas la *"culture des Autres"* qui est présentée, mais, parce que le travail est réalisé avec le groupe, ce dernier *"devient le "nous" ou le "je" qui prend la parole au musée."*

Le principe de participation citoyenne et de co-construction des expositions avec les groupes associés engage par conséquent une sorte de fusion du discours. Ce phénomène semble correspondre à ce que les anglo-saxons nomment *l'empowerment*. Le terme, d'ailleurs largement employé par René Binette renvoie à un processus de renforcement du pouvoir des individus ou des groupes destiné à agir sur les difficultés sociales, économiques ou politiques que ceux-ci subissent.

Or, le rôle d'éducation que se donne le musée à l'égard de la communauté qu'il dessert s'inscrit dans ce processus. René Binette explique en effet que *"les gens qui ont été associés [à l'Ecomusée pour une exposition] comprennent mieux ce dont il s'agit, comment elle est construite et à la limite pourraient même recommencer dans d'autres espaces."* L'Ecomusée les familiarise avec l'outil qu'est l'exposition. Il s'agit là somme toute d'une dimension assez technique. Cet apprentissage n'en est pas moins un aspect de la contribution du musée au développement social. Il permet en effet d'abaisser une frontière entre population locale et gens de musée, entre une conception de la culture très élitiste et une vision plus ouverte et démocratique. Mais il existe d'autres enjeux.



Enfin, et cette idée est particulièrement flagrante dans le cas de l'exposition *Fugues*, le mode du partenariat permet au musée de porter et d'appuyer certaines valeurs. René Binette rapporte lors de notre entretien une anecdote : le soir du vernissage, il s'est fait dire par certaines personnes présentes qu'il était courageux et audacieux d'avoir accepté ce type d'exposition dans son institution. Ces remarques l'ont amené à saisir l'immense chemin parcouru par les homosexuels depuis trente ans dans les mentalités et sur le plan légal. En soutenant l'initiative de l'exposition, l'Ecomusée se trouvait dès lors dans la position d'engagement, de diffuseur auprès du grand public "*des idées de tolérance, d'acceptation et de justice.*"

Ces trois niveaux - apprentissage, prise de parole et diffusion des valeurs - caractérisent les enjeux de la mission sociale que se donne l'institution. Elles correspondent également à son identité affirmée de "musée citoyen."

Conclusion et ouverture sur l'Ecomusée du fier monde

Musée d'histoire, musée citoyen, l'institution collabore avec les organismes communautaires situés dans son territoire pour mettre en valeur leur histoire collective et refléter les enjeux sociaux qui le parcourent. Cette collaboration prend en particulier la forme du partenariat. L'exposition *Fugues*, consacrée à l'histoire de l'homosexualité, qui fait partie de l'identité du quartier du Centre-Sud, en a donné une illustration.

N'étant pas un musée de collection, mais plutôt d'action culturelle dans son milieu, il s'intéresse au patrimoine matériel et immatériel. A leur égard, il met en œuvre, pour assurer protection et valorisation, un processus de patrimonialisation particulièrement original qui s'exprime dans la collection écomuséale.

Par la participation et l'éducation informelle des groupes avec lesquels il construit des expositions, il favorise leur autonomisation et se fait porte-parole de leurs voix. Il permet aussi leur intégration au sein de la communauté globale que constitue le quartier.

La notion de "communauté" est abondamment employée au Québec. Les groupes "communautaires" y sont d'ailleurs synonymes "d'organismes à but non lucratifs." Avant son institutionnalisation, l'Ecomusée en était un. La Nouvelle Muséologie a elle aussi construit ses propositions sur cette notion, afin de redonner aux institutions patrimoniales un lien avec leur environnement. Pourtant, René Binette rapporte une anecdote, qui montre à quel point le terme possède en France une signification négative ou en tous cas, mal connue. Il explique avoir été invité, à l'automne dernier, à une conférence sur les musées d'Ile-de-France, pour parler de l'action de son institution. Une partie de son discours portait justement sur les liens que l'Ecomusée entretenait avec sa communauté et les groupes communautaires associés aux différents projets. A l'issue de son intervention, il confie avoir été "*bardé de questions*" : son auditoire ne comprenait pas "*de quoi [il] parlai[t].*" Les causes de cette incompréhension, propose-t-il, proviennent d'une crainte particulière que possèdent les Français : "*une méfiance à l'égard de l'idée de communauté, et une peur du communautarisme.*"

C'est justement sur la situation française que l'étude va maintenant porter son regard.

IV. Le cas français : chemins de traverse.

Patrice Marcilloux, dans son livre sur les *ego-archives* note qu'il existe un décalage important entre les initiatives d'archivage ou de patrimonialisation des traces des minorités sexuelles dans certains pays étrangers, et la situation française. Il relève qu'hormis les *Archives, recherches et cultures lesbiennes*¹⁸⁶, les institutions "communautaires", comparables à celles qui ont déjà été analysées dans cette étude, n'existent pas. Pour expliquer cette absence, il met en avant "la tradition politique du pays, le rapport à l'Etat et aux collectivités publiques qui y a cours comme la profonde imprégnation des rapports sociaux par la tradition laïque"¹⁸⁷. Autrement dit, la conception républicaine, fortement attachée à la notion d'universalisme, s'opposerait à la mise en valeur de particularismes. En réalité, si ce contexte particulier semble constituer, pour les institutions patrimoniales, une forme de difficulté conceptuelle, la collecte, la conservation et la mise en valeur des traces des minorités sexuelles est loin d'être impossible.

Deux cas, très différents, ont été étudiés en France : le premier est une campagne d'acquisition relative à la lutte contre le sida menée au *Musée National des Arts et Traditions Populaires*, le second est constitué par deux entités créées, à une quinzaine d'années de distance à la Bibliothèque municipale de Lyon : le *Fonds Michel Chomarat* et le *Point G*, Centre de ressources sur le Genre et les sexualités.

A. La patrimonialisation de la lutte contre le sida au *Musée National des Arts et Traditions Populaires* - *Centre d'Ethnologie Française*¹⁸⁸

Le choix du cas de la « collecte sida », menée entre 2002 et 2005 par Françoise Loux et Stéphane Abriol au *Musée National des Arts et Traditions populaires (MNATP)* - *Centre*

¹⁸⁶ Fondées en 1983, "dans un contexte de rupture avec le féminisme hétérosexuel et le mouvement homosexuel mixte", elles ont pour but de "rassembler des documents de toute sorte sur tous les aspects" de l'histoire des lesbiennes", leur "situation", leur "expression" et leurs "luttres". Hébergées depuis 1997 à la Maison des femmes à Paris, elles ne sont pas accessibles aux hommes. Voir : MARCILLOUX, Patrice, *op. cit.*, p. 138.

¹⁸⁷ *idem*.

¹⁸⁸ Le *Centre d'Ethnologie Française*, laboratoire de recherche associé au *MNATP*, était, jusqu'en 2005, une unité mixte du CNRS (UMR 306).

d'Ethnologie Française (CEF), est parti d'une intention de déterminer la place des minorités sexuelles dans ce qui était à l'époque un grand musée, national, « de société. »¹⁸⁹

Ce qui est apparu c'est que ces deux problématiques, celle de l'épidémie du sida et celles des minorités sexuelles étaient profondément liées. L'intérêt pour les secondes a semble-t-il été véhiculé par l'étude des impacts sociaux de la première¹⁹⁰, par les anthropologues.

Les sources utilisées pour cette partie de la recherche sont de nature multiple. Des entretiens ont été réalisés sur le terrain, à Marseille, avec Florent Molle, qui dirige le pôle « Santé et Sport », auquel sont rattachés les objets relatifs au sida, et avec Emilie Girard, responsable des collections du Musée ; puis, de retour à Paris, avec les deux chercheurs qui ont mené la collecte, Françoise Loux et Stéphane Abriol. Ensuite, aux Archives du Musée, les rapports de campagne, de 2002 à 2005, ont été consultés, ainsi sur le numéro spécial de la revue *Ethnologie française*, piloté par Françoise Loux et Christophe Brocqua.

Pour comprendre ce qui va suivre, il faut faire brièvement retour sur l'histoire de l'institution. L'apport et la pensée de son fondateur Georges Henri Rivière ont déjà été en partie évoqués à l'*Ecomusée du fier monde*. Mais une autre personnalité singulière de la muséologie, Michel Colardelle, allait profondément modifier le cours des choses.

Le *Musée National des arts et traditions populaires – Centre d'Ethnologie française*, possède, comme son nom l'indique, la particularité d'être un "musée-laboratoire". Il accueille donc à la fois des conservateurs et des chercheurs en sciences sociales, dont la complémentarité était le vœu de George Henri Rivière. Pourtant, avec le temps, leurs liens se sont distendus. Françoise Loux m'explique en effet que jusqu'à l'arrivée de Michel Colardelle à la direction du musée, en 1996, il existait entre ces deux pôles « un tiraillement », « une grande différence entre les chercheurs qui faisaient de la recherche, qui ne s'occupaient pas d'objets, et les conservateurs qui faisaient des collectes et qui ne s'occupaient pas de recherche. » Le fonctionnement strictement séparé de ce bicéphalisme, nuisait à la cohérence de l'identité de

¹⁸⁹ Dans les *Nouvelles de l'ICOM*, en 2004, Michel Colardelle définit le MNATP comme « le plus important en France, et sans doute aussi en Europe, des musées qu'on appelle « de société », c'est-à-dire des musées consacrés à la culture quotidienne, aux pratiques sociales, aux coutumes, aux savoir-faire et bien sûr, aux collections d'objets, d'enregistrements magnétiques, de films qui en sont les témoins. » COLARDELLE Michel, « Du Musée des traditions populaires au musée des civilisations, France », *Nouvelles de l'ICOM*, vol. 57, n°3, Paris, 2004, pp. 6-7.

¹⁹⁰ D'ailleurs, lorsque l'on s'adresse à l'institution, devenue *Musée des Civilisations de l'Europe et de la Méditerranée*, pour trouver des objets relatifs à l'homosexualité, c'est auprès du conservateur du pôle « Santé et Sport »¹⁹⁰, qu'on est orienté. En dépit du fait qu'il existe au MuCEM un pôle consacré aux thématiques du « corps, sexualités, apparences. »

l'institution. Conjugué à une tendance dramatiquement décroissante de la fréquentation du musée, il faisait partie des problèmes que le nouveau directeur allait avoir à résoudre.

Celui-ci décide de réorienter la thématique du musée d'une dimension strictement nationale, dédiée aux arts et traditions populaires, et dont les collections étaient tournées vers la fin du XIX^{ème} et la première moitié du XX^{ème} siècle, à une ouverture plus grande, comprenant les problématiques du monde contemporain (en particulier les cultures urbaines). Le champ géographique s'élargissait aussi, puisqu'il devait d'abord comprendre l'Europe, puis la Méditerranée. Le glissement du *Musée National des arts et traditions populaires* vers le *Musée des civilisations de l'Europe et de la Méditerranée (MuCEM)* était amorcé.

Dans le même mouvement, Michel Colardelle inaugure une nouveauté qui pourrait sembler purement technique, si elle ne faisait partie de sa stratégie¹⁹¹ : il ouvre le comité des collections aux chercheurs. Cette modification de l'organisation interne, visant à leur permettre d'effectuer des campagnes de collecte, a été fortement perçue comme une incitation. Ceux-ci réclamaient en effet, depuis plusieurs années, l'opportunité, explique Stéphane Abriol, de « *mettre en œuvre des collectes pour présenter leurs recherches et l'intérêt social qu'avait la modernité et l'intégration du contemporain au musée* ».

1. Les étapes préalables : l'engagement progressif d'un musée de société envers le sida et les minorités sexuelles

L'année 1994 marque le début de l'engagement progressif du musée, en tant que musée de société, par rapport à la question du sida et des minorités sexuelles. A partir de cette date, aux côtés des chercheurs, des acteurs de la lutte contre le sida – dont des associations ouvertement homosexuelles comme *Act Up-Paris*, ou des malades-, sont invités à venir s'exprimer, d'égal à égal, au musée. Rituel, débats, articles, ces étapes, qui précèdent la collecte, doivent être décrites pour en comprendre, par la suite, l'arrière-plan pratique et intellectuel.

¹⁹¹ Stéphane Abriol signale que dans sa volonté d'ouverture à la modernité, il avait besoin de « *l'appui des anthropologues, plus naturellement tournés vers celle-ci que les « conservateurs* ». »

a. De la présence d'une équipe de recherche spécialisée en anthropologie du corps et de la santé à la constitution d'un groupe de travail sur le sida

L'une des conditions de l'intérêt du MNATP par rapport à la question du sida, et de sa patrimonialisation, a sans doute été l'existence, au sein de son laboratoire de recherche associé, le *Centre d'Ethnologie Française*, d'une équipe de recherche spécialisée en anthropologie du corps et de la santé. Celle-ci, intéressée à la question de l'intégration de l'épidémie et de ses victimes à la mémoire collective, allait porter une attention particulière aux nouveaux rituels et autres manifestations sociales, en particulier aux luttes des associations, qui entouraient les victimes de la maladie.

Françoise Loux, puisqu'elle travaillait sur la médecine populaire, et en particulier sur la parole des malades et les rituels relatifs à la mort, en faisait partie. En effectuant des interventions auprès des infirmières, et à mesure des avancées de sa recherche, elle prit conscience des bouleversements que le sida produisait sur le rapport soignants/patients, le rapport à la mort, la mémoire de l'épidémie.

Stéphane Abriol avait, quant à lui, reçu une formation en anthropologie de la santé, et s'était spécialisé sur les épidémies en France, en particulier celle de la Peste. Il était aussi le président-fondateur, à la *Réunion des Musées Nationaux* et au Ministère de la culture, d'une association professionnelle de soutien et d'écoute, *Relais Sida*¹⁹², destinée à lutter contre les discriminations envers les séropositifs.

Les deux chercheurs seront rejoints, postérieurement, au laboratoire du *CEF*, par Christophe Brocqua, ayant obtenu de l'*Agence Nationale de Recherche contre le sida* (ANRS), une bourse pour sa thèse sur « engagements homosexuels et lutte contre le sida au sein de l'association *Act Up-Paris*. » Il sera plus tard, avec l'historien Philippe Artières¹⁹³, membre du comité scientifique de la campagne de collecte.

Françoise Loux, Stéphane Abriol et Christophe Brocqua formeront dès lors ce que la première appelle « *le groupe sida* », qui sera le moteur de l'organisation des prochaines étapes précédant le début de la campagne de collecte. Le second ajoute que ce groupe était

¹⁹² L'association, créée en 1992 éditait chaque année, jusqu'en 2012, une carte postale de solidarité à l'occasion du premier décembre, journée mondiale de lutte contre le sida.

¹⁹³ Ce dernier est d'ailleurs à l'origine de la création de l'association *Sida-Mémoires*, à laquelle les trois anthropologues participent, le 1^{er} décembre 1999. Agissant au sein de l'*Institut Mémoire de l'Édition Contemporaine* (IMEC) pour sauvegarder des traces littéraires de récits autobiographiques relatifs à l'expérience de la maladie, l'association est aujourd'hui présidée par l'historienne Michelle Perrot.

convaincu « *qu'en France, en dépit de l'ampleur de l'épidémie, un déficit concernait un phénomène social particulier, lui-même touchant une minorité stigmatisée.* » Cette conviction partagée a déclenché leur volonté d'agir.

b. Le déploiement du Patchwork des noms au MNATP : un acte symbolique fort

Peu après la décision des chercheurs de travailler sur les nouveaux rituels liés à l'épidémie, ils décidèrent, - en accord avec Martine Jaoul, alors directrice du musée et avec l'aide de Frédérique Consino, responsable de la communication - de prendre contact avec les principales associations françaises engagées dans la lutte contre le sida. *Le Patchwork des Noms*, émanation du *Names Project* fondé à San Francisco en 1985, fut la première à leur répondre.

Son action consiste à faire réaliser par les proches des victimes de la maladie, des panneaux de tissus où le nom, et quelques objets ayant appartenu à l'être disparu, sont cousus. Il s'agit, symboliquement, de fixer son souvenir. Une fois terminés, ils sont remis à l'association, qui les assemble huit à huit, de manière à former des « carrés », qui sont ensuite déployés, en même temps que sont lus les noms, lors d'un rituel de visibilité et de commémoration.

Stéphane Abriol et Françoise Loux, dans un article¹⁹⁴, publié en 2002, consacré à « La place du sida dans un musée de société », expliquent que « leur intention première était d'exposer ces panneaux dans le hall du musée », puisqu'ils considéraient qu'ils constituaient, « à plusieurs titres, un témoignage irremplaçable. » Ils rapportent la réponse de l'association :

« Tant que l'épidémie n'est pas terminée, il n'est pas question d'exposer les panneaux qui, même s'ils ont été réalisés dans l'intention d'être beaux, ne sont pas des œuvres d'art. On les déploie dans le cadre d'un rituel. Si vous acceptez que ce rituel ait lieu dans le hall du musée, alors nous sommes d'accord. »¹⁹⁵

Après réflexion, les deux chercheurs considèrent que la proposition de l'association correspond « pleinement » au rôle d'un musée de société : « celui de favoriser le passage d'un deuil collectif à l'intérieur d'un groupe de personnes concernées, à la prise en charge de ce deuil et de cette commémoration par l'ensemble de la collectivité sociale, représentée par le

¹⁹⁴ ABRIOL, Stéphane, LOUX, Françoise, « La place du sida dans un musée de société », in *Musées et collections publiques de France*, 2002/3, n°237, n°spécial "Histoire douloureuse", pp. 6-41.

¹⁹⁵ *op. cit.*, p. 37.

musée. »¹⁹⁶ Lieu de mémoire, le *MNATP* avait pour vocation de donner une visibilité aux exclus, malades et morts du sida, sa mission répondant ainsi à celle de l'association invitée. A la mémoire militante de la seconde coïncidait la posture des organisateurs : celle d'une anthropologie « impliquée. »

Cette réticence de l'association à l'égard de l'exposition des panneaux, si elle s'explique par la nature des objets, qu'elle refuse de voir comme des œuvres d'art, doit aussi être rapprochée de l'image, « présente dans les médias » et « dans l'esprit du public », du musée comme un lieu du passé. En conséquence, la muséification du sida courait le risque de signifier la fin de l'épidémie, alors qu'elle était loin d'être éradiquée. Ce point sera développé postérieurement.

Le déploiement a lieu en 1994, et sera suivi d'une série de débats rassemblant malades, membres d'associations, soignants et chercheurs, sur la signification de ces nouveaux rituels. Il va maintenant en être question.

c. Les débats organisés avec le Centre régional d'information et de prévention du sida d'Ile-de-France (CRIPS)¹⁹⁷ et l'entrée des associations (homosexuelles) au MNATP

Faisant suite au déploiement du *Patchwork des noms*, le « groupe sida » du *MNATP*, aidé par un financement¹⁹⁸ de l'ANRS, organisera régulièrement, et en particulier à l'occasion de la *Journée mondiale de lutte contre le sida*, le 1er décembre de chaque année, des rencontres entre chercheurs, conservateurs du Musée, soignants, membres d'associations et personnes atteintes.

En 1994, une journée d'étude sur « *Sida et vie professionnelle* » est organisée par Stéphane Abriol, ainsi qu'un débat sur le thème des rapports entre « *Deuils, rituels et mémoire.* » Celui-

¹⁹⁶ *idem.*

¹⁹⁷ Créé en novembre 1988, à l'initiative du conseil régional d'Ile-de-France et avec le soutien du ministère de la Santé, sa mission consiste principalement à organiser des opérations de sensibilisation interactives et citoyenne autour de la maladie. Il dispose par ailleurs d'un centre de documentation et d'information, ressource essentielle aux chercheurs travaillant sur l'histoire de l'épidémie.

¹⁹⁸ Ce financement, faisant suite à un appel d'offre obtenu en 1997, portait sur un contrat de recherche autour des « transformations (permanences et changements) des réactions collectives face au deuil et à la mémoire liées au sida. » La recherche a plus particulièrement porté sur le *Patchwork des Noms* et sur les Mémoriaux.

ci a été repris et élargi l'année suivante en collaboration avec le CRIPS. Les Actes de ces deux premiers débats ont été publiés¹⁹⁹.

En 1996, un autre débat porte cette fois sur « *Sida, mémoire et témoignage* » notamment à partir de deux films sur « *Photographie et témoignage* » réalisés par Hervé Jézéquel, ancien photographe officiel du MNATP. Celui-ci rendra compte de ces initiatives un article²⁰⁰ du numéro spécial de la revue *Ethnologie Française*, dont il va bientôt être question. En 1997, un nouveau débat, s'intéresse au vécu des malades confrontés aux nouveaux traitements, tandis qu'ils se poursuivaient en septembre 2001 sur le sujet des « *Archives du sida : état des lieux et perspectives*. » A cette occasion sont notamment invités à la tribune l'historien Philippe Artières, Didier Jayle, le directeur du CRIPS, la présidente d'Act Up-Paris, Emmanuelle Cosse, et le fondateur des *Sœurs de la Perpétuelle Indulgence*²⁰¹ en France, Yves Le Tallec.

La volonté des organisateurs d'associer, au sein de ces rencontres, des acteurs de la vie sociale et des chercheurs en sciences correspondait à un idéal : celui de placer leurs paroles sur un pied d'égalité. Cet enjeu épistémologique souhaitait répondre au désir légitime des premiers de ne pas uniquement être considérés comme des objets d'étude, mais de pouvoir intervenir en tant que partenaires de la recherche. Cette démarche est particulièrement flagrante à la lecture des fonctions des contributeurs du numéro spécial sur le sida de la revue *Ethnologie Française*, qui allait paraître au cœur de l'hiver 1998. Les deux catégories étaient représentées, pour la première fois, dans l'histoire de la publication, à part identique.

¹⁹⁹ BROCCUA, Christophe, LOUX, Françoise, *Fin de vie, deuil et mémoire : des soins palliatifs aux rituels*, Paris, CRIPS, 1996.

²⁰⁰ JEZEQUEL, Hervé, « Photographie et témoignage », *Ethnologie française*, XXVIII, 1998, 1, n° spécial "Sida : deuil, mémoire, nouveaux rituels", pp. 115-126.

²⁰¹ Créées en 1979 aux Etats-Unis, apparues en France en 1990, les *Sœurs de la Perpétuelle Indulgence* se définissent comme un mouvement radical gai, mixte, engagé dans la lutte contre le sida. Elles prônent, pendant leurs actions, travesties en religieuses et maquillées, la tolérance et la visibilité homosexuelle.



Figure 2 : Couverture du numéro spécial "Sida, deuil, mémoire, nouveaux rituels" de la revue *Ethnologie Française*.

d. Le numéro spécial de la revue *Ethnologie Française* : « Sida : deuil, mémoire, nouveaux rituels », 1998.

L'introduction, coécrite par Christophe Brocqua, Françoise Loux et Patrick Prado, débute par le constat que « le sida, parmi les nombreux changements sociaux dont il est révélateur ou catalyseur, introduit un rapport différent à la mort et à ses rituels. »²⁰²

Si certains des contributeurs, anthropologues, historiens, sociologues, « praticiens » des rites²⁰³, « artisans de la mémoire »²⁰⁴, ou militants de la lutte contre le sida²⁰⁵, avaient déjà

²⁰² BROQUA, Christophe, LOUX, Françoise, PRADO, Patrick, "Sida : deuil, mémoire, nouveaux rituels", *Ethnologie française*, XXVIII, 1998, 1, n° spécial "Sida : deuil, mémoire, nouveaux rituels", pp. 5-9.

²⁰³ Par exemple le Père Gérard Bénétteau. Celui-ci était curé de la paroisse de Saint Eustache à Paris, et président de l'association de soutien aux malades *Solidarité Sida Saint Eustache*.

²⁰⁴ Jacque Hébert, le Président du *Patchwork des noms*, s'exprime dans le numéro.

abordé le phénomène de l'épidémie, d'une façon ou d'une autre, dans leurs parcours, la thématique était pour d'autres inédite. Tous partageaient pour consigne d'utiliser comme point de départ à « une réflexion sur la ritualisation du deuil et de la mémoire », les Actes des débats organisés en 1994 et 1995.

La place centrale accordée, au sein du numéro de la revue, à l'épidémie, trouvait sa justification dans le fait qu'en plus de « leur spécificité tragique », les deuils liés au sida sont « un des reflets du silence qui règne dans notre société » non seulement « à propos de la mort », mais aussi de l'exclusion de catégories de personnes, « de groupes déterminés », comme les malades, ou les homosexuels. Ils permettent donc d'aborder, ce qui est inhérent aux « modalités de transmission » : la sexualité. Mais ce qui distingue le plus des autres épidémies celle du sida, c'est sans doute, écrivent-ils, la « réaction collective des associations », issus pour la plupart des mouvements homosexuels, ayant mis en œuvre, « dans la lutte », de nouveaux « rituels » et « cérémonies de deuil », alliant « reconnaissance sociale et mémoire. »²⁰⁶ Dès lors, cet héritage devait prendre la forme « d'une proclamation » et d'un « engagement collectif », où la prise de conscience « d'un *destin* commun » ouvrait sur « la solidarité », « contraire de l'acceptation de la fatalité. »²⁰⁷

Le numéro s'interrogeait plus spécifiquement sur la place que devait jouer le musée, dans la « mise en mémoire, pour la nation tout entière, de cette épidémie. » Or, le *MNATP*, depuis le 12 février 1996, venait justement, avec l'arrivée à sa tête de Michel Colardelle, de changer de projet pour se redéfinir comme un « musée citoyen »²⁰⁸, « traitant des fractures contemporaines. »²⁰⁹

Le nouveau directeur, invité à s'exprimer dans la revue sur « La Mémoire des exclus », débute son essai par la mise en valeur d'un paradoxe, qui résume bien la situation : « Il pourrait paraître étrange que, dans un musée-laboratoire tel que le *Musée national des Arts et Traditions populaires-Centre d'Ethnologie française*, l'étude des comportements individuels et collectifs autour du sida ait pris, depuis quelques années, une certaine importance, en même temps d'ailleurs que s'y développait une anthropologie du corps et des soins, alors que les

²⁰⁵ Le numéro invite par exemple à témoigner Arnaud Marty-Lavauzelle le président de l'association *AIDES*.

²⁰⁶ *op. cit.*, p. 6.

²⁰⁷ *op. cit.*, p. 7.

²⁰⁸ L'appellation n'est pas sans manquer de rappeler le vocabulaire utilisé, côté québécois, par l'*Ecomusée du fier monde*.

²⁰⁹ *op. cit.*, p. 8.

galeries permanentes du musée sont tellement discrètes sur cet aspect pourtant essentiel de la vie sociale. »²¹⁰ En effet, et il faut le souligner, en dépit des débats et du déploiement du *Patchwork des noms* précédemment évoqués, la collection du musée restait vierge de toute présence d'objets relative à l'épidémie²¹¹. Autrement dit, l'heure de la patrimonialisation n'était pas encore venue.

Cherchant à réinscrire « l'une des plus impressionnantes « *maladies émergentes* » du XXème siècle dans une perspective plus profonde »²¹², il se livre ensuite, comme l'indique le sous-titre de son article, « Réflexions archéologiques et historiques sur la maladie et la mort épidémiques », à un substantiel détour par l'Histoire et l'archéologie, ses disciplines de formation.

Les maladies mortelles ou mutilantes, comme les pestes du Moyen Age, avaient pour caractéristiques « l'égalité devant la mort », puisqu'elles touchaient le plus grand nombre, sans épargner aucune catégorie de la population. Or, remarque-t-il, « la perpétuation des traces des morts est un souci permanent des sociétés occidentales. » Pourtant, les morts par épidémies, à partir du XIVème siècle, sont inhumés hors de la ville, dans des fosses communes, sur lesquelles sont érigés des chapelles. Celles-ci témoignent, selon l'auteur, comme les rituels, dont c'est la fonction, du « besoin de la communauté des survivants de réintégrer les exclus, qu'aucune communauté ne peut sans péril abandonner définitivement. »²¹³ Autrement dit, le mort d'épidémie, privé d'« existence mémorielle », ne peut être réintégré que « dans la commémoration sous forme collective. »²¹⁴ Il explique que c'est au même phénomène, par exemple lors du déploiement du *Patchwork des Noms*, que le sida renvoie aujourd'hui. Or :

« Tout musée, et spécialement tout musée « *de société* », est un conservatoire patrimonial, un lieu où le groupe, après avoir identifié et en quelque sorte choisi les arguments qui fondent sa légitimité, en protège les témoins matériels et se livre à leur ostension, véritable acte de piété laïque. (...) La communauté, (...) à la recherche d'une identité collective, assigne des nouveaux temples à ses témoins : les monuments, les musées et les archives. Dès lors, conscient de ce rôle qui seul justifie

²¹⁰ COLARDELLE, Michel, "La mémoire des exclus. Réflexions archéologiques et historiques sur la maladie et la mort épidémiques", in. *Ethnologie française*, op. cit., pp. 20-26.

²¹¹ Et par conséquent, la situation était la même concernant l'homosexualité.

²¹² op. cit., p. 20.

²¹³ idem.

²¹⁴ op. cit., p. 23.

son existence, à condition bien sûr d'en faire le lieu de l'ouverture et de la compréhension des diversités des cultures en même temps que de la profonde unité de l'homme, le lieu de la relativisation des valeurs, le musée de société est investi d'une mission de compréhension, d'appréhension, de collecte, de conservation et de monstration de tous les faits sociaux et culturels qui fondent la communauté dans le temps long de son histoire »²¹⁵.

Le directeur de l'institution tire comme conséquence de cette déclaration d'intention et de cette définition affinée du musée « de société » la nécessaire présence des comportements sociaux entourant le sida – tant au niveau des mutations des politiques de santé publique que du rôle des associations- au « sein d'un musée anthropologique de synthèse comme le MNATP-CEF. » Il conclut son article en s'inscrivant dans la filiation de Georges Henri Rivière, « fondateur du musée » et « grand muséographe de son temps », dont il se souvient des paroles : « le MNATP doit être le lieu où ceux qui n'ont pas eu la parole, la prendront. » La mission de « réintégration dans le corps social tout entier », des « acteurs, témoins et symboles de leurs temps » que sont les « morts du sida »²¹⁶ doit être celle de son musée.

e. Le questionnaire sur la place du sida dans les musées (1999)

Un questionnaire²¹⁷, reproduit ci-dessous, accompagné d'une lettre d'explication de la démarche, ont été diffusés, par le « groupe sida », au début de l'année 1999, à 257 musées de société et d'art moderne. Il s'agissait, pour Stéphane Abriol, par « *ce petit audit* », de déterminer « *ce qui se faisait en France concernant le sida et la mémoire.* »

En préalable, il faut noter que la première question concernait la position des musées sur la patrimonialisation des phénomènes contemporains. Celle-ci conditionnait leur possible intérêt pour l'épidémie, qui avait débuté une quinzaine d'années plus tôt.

²¹⁵ *op. cit.*, p. 24.

²¹⁶ *idem*.

²¹⁷ La présentation des questions et le début des résultats est contenu dans un document, aimablement communiqué par Françoise Loux, qui retranscrit la séance d'un séminaire d'avril 1999 ayant eu lieu au MNATP sur la thématique « Objets contemporains de mémoire et musée : réflexion à partir de l'exemple du sida. » Parmi les participants, en plus des trois pilotes du « groupe sida », sont intervenus au moment de la discussion : Michel Colardelle, Zeev Gourarier, Marie Christine Pouchelle et Frédéric Maguet.

Les questions :

1. *Quelle est, aujourd'hui, votre position sur la « mise en musée » du contemporain ?*
2. *Votre musée présente-t-il des thématiques liées au contemporain ? Si oui, quelles sont-elles ? Et comment en sont établis les critères de choix ?*
3. *Conduisez-vous une réflexion sur la façon d'introduire au musée la question du sida ? Si oui, pourriez-vous préciser ? Si non, quelle est votre position sur la question ?*
4. *Avez-vous intégré dans vos collections des œuvres ou des objets relatifs au sida ? Si oui, pouvez-vous préciser lesquels et expliquer comment la décision a été prise ?*
5. *Si vous n'avez pas intégré d'œuvres ou d'objets relatifs au sida dans votre collection, pensez-vous le faire à l'avenir ? Si oui sous quelle forme ?*
6. *Avez-vous organisé une exposition sur le thème du sida ou évoquant ce thème parmi d'autres (maladie, épidémie, sexualité, etc.) ?*
7. *Avez-vous participé d'une quelconque façon, cette année ou une autre, à des événements liés au sida (1^{er} décembre, Sidaction, etc.) ou organisé ponctuellement l'accueil dans vos locaux d'expositions extérieures, colloques ou débats sur ce thème ? Pourriez-vous préciser ?*

Le taux de réponse, n'a pas dépassé la moitié des questionnaires. Les deux chercheurs dressent néanmoins un constat global très négatif sur l'intégration dans les collections nationales ou régionales d'œuvres portant sur la thématique du sida. En effet, si la majorité des musées interrogés affirmaient être favorables ou engagés dans une réflexion sur la patrimonialisation du contemporain, la question de l'épidémie n'y était que très rarement incluse. Les raisons invoquées étaient multiples : la thématique spécifique de leur institution ne s'y prêtait pas, mais surtout, le manque de "personnes ressource", ayant mené une réflexion scientifique sur la problématique de son intégration aux collections publiques.

Quoi qu'il en soit, il n'y avait jamais eu de collecte systématique, et rares étaient les exemples de musées qui avaient présenté des expositions ou possédaient des objets relatifs au sida. Seuls les musées de sciences semblaient un tant soit peu concernés, comme celui de l'Assistance Publique à Paris, qui avait intégré à ses collections des objets fabriqués par des patients²¹⁸. L'étaient aussi, sans surprise, un écomusée, celui de Saint-Quentin-en-Yvelines, disposant de préservatifs et d'affiches de prévention, et le *Musée de la Publicité*, intéressé au graphisme de ces mêmes affiches. Plus rares encore étaient ceux à avoir participé à des événements liés au sida, comme le 1^{er} décembre, hormis le *Centre Pompidou* et le *Musée de Cluny*.

Au niveau associatif, le *CRIPS* et l'association *Sida-Mémoires*, recueillaient, avec leurs propres moyens, affiches et documents écrits d'une part, textes autobiographiques d'autre

²¹⁸ Et organisé, pour le 1^{er} décembre 1992, une exposition sur « Les Soignants au cœur des années sida. »

part. Des démarches individuelles de militants homosexuels²¹⁹, orientées vers la mémoire conservaient aussi des archives, sans que le public ne puisse toutefois y avoir facilement accès. La France, à l'inverse des exemples étrangers qui ont déjà été étudiés, ne disposant pas d'Archives, de bibliothèques ou de musées, « basés sur la communauté. » L'existence d'un vide est donc apparue flagrante, et le travail était à accomplir.

Ces différentes étapes préalables ont été déterminantes pour la campagne d'acquisition qui allait bientôt être lancée. Elles l'ont été d'abord parce qu'elles ont permis aux chercheurs, d'élaborer petit à petit leur objet ; ensuite parce que connaissant désormais bien les associations, surtout parisiennes, pour les avoir invité à prendre la parole au Musée, lors des débats ou dans la revue, ils savaient donc où se trouvaient les lieux pour collecter les objets.

2. Le projet initial et la première année de campagne

La nouvelle étape qui s'ouvrait, celle de la campagne, comportait une série de formalités. Michel Colardelle, s'inscrivant dans le projet de réorienter le Musée vers les problématiques contemporaines, avait sollicité, auprès des équipes du MNATP-CEF, des propositions de sujets de campagnes d'acquisition. Françoise Loux, Stéphane Abriol, forts de leurs expériences précédentes, lui proposent une campagne sur les « Mémoires du sida ». Il l'accepte. Un projet, particulièrement attentif à insister sur la portée anthropologique et l'intérêt scientifique de l'entreprise est rédigé, puis soumis au comité des acquisitions. Ce dernier le valide, la campagne est officiellement lancée.

a. L'intérêt pour un musée de société d'une collecte d'objets et de documents relatifs au sida : la construction d'une démarche anthropologique

Dans les quatre rapports de campagne écrits par Françoise Loux et Stéphane Abriol, destinés à rendre compte en interne de leur démarche et de leurs résultats scientifiques, les deux anthropologues commencent par rappeler l'intérêt, pour un musée de société, d'une collecte d'objets et de documents relatifs au sida. L'expérience accumulée lors des étapes précédant la collecte, en particulier durant les débats, avait lentement permis l'élaboration de leur approche anthropologique.

²¹⁹ Par exemple l'Académie Gaie et Lesbienne à Vitry, l'association *Mémoire des sexualités* à Marseille.

La première raison invoquée est « l'influence de l'épidémie sur notre modernité »²²⁰ attestée par le consensus des chercheurs en sciences sociales. Le sida est présenté comme « le révélateur » de nombreuses « évolutions » qui traversent le temps présent. Bien que phénomène biologique, le virus est « porteur d'une dimension sociale », en particulier au regard de « la participation active des malades dans la lutte. »²²¹ Plus généralement, il peut servir de prisme à l'analyse des différentes attitudes à l'égard de la maladie, de la mort, de l'exclusion, de la sexualité, ou encore des représentations du corps et la question du genre. Pointant le fait que la campagne intervienne presque vingt ans après le début de l'épidémie, il est temps de retracer les « différentes phrases [du] changement social »²²² qu'elle a produit.

Autant d'« expositions sur le monde contemporain », seraient dès lors envisageables autour des thématiques qui viennent d'être mentionnées, une fois le geste de patrimonialisation accompli. Les auteurs précisent aussi que « les objets collectés permettront d'illustrer, de manière muséale, les résultats des recherches. »²²³ Autrement dit, « le pilotage de la collecte » obéissait à « un double regard : souci plus patrimonial (intérêt de tel objet pour l'histoire des incidences sociales du sida, et nécessité de constituer des séries pour les chercheurs du futur) ; souci muséologique (intérêt de tel objet pour une exposition...) »²²⁴ Le lien entre recherche et muséographie étant au cœur de l'identité du *MNATP-CEF*, le projet y trouvait donc sa place.

Lieu de mémoire, le musée se confrontait par la question du sida avec la gestion d'une urgence. En l'absence d'autres démarches de collectes systématiques des institutions patrimoniales sur la thématique de cette maladie, comme l'avait révélé le questionnaire, et face à la disparition rapide des traces éphémères de l'action menée par les associations, le musée, puisque "de société" il était, se devait d'agir en collectant. Ce faisant, et en tant que musée généraliste, il réintérait ces fragments dans la mémoire collective, rédimant les exclus.

Les deux responsables poursuivent en signalant la possibilité de mettre en relation les objets collectés avec d'autres ensembles que possédaient ou qu'envisageait d'acquérir le musée à brève échéance : par exemple la campagne relative aux hôpitaux (2000-2003), menée par Anne Monjaret. Toutes deux étaient liées à la thématique de l'anthropologie de la santé,

²²⁰ LOUX, Françoise, ABRIOL, Stéphane, *Rapport campagne d'acquisition : « Mémoires du sida 2002 »*, daté du 2 janvier 2003, non publié, p. 2. Consulté aux Archives du MuCEM.

²²¹ *idem.*

²²² *idem.*

²²³ *op. cit.*, p. 7.

²²⁴ LOUX, Françoise, ABRIOL, Stéphane, « La place... », *op. cit.*, p. 39.

l'échange²²⁵ était donc possible. Des pistes étaient mêmes suggérées pour d'éventuelles campagnes, « sur des thèmes pratiquement absents du MNATP actuel », comme les épidémies, les mouvements sociaux, les minorités ou la question des Droits de l'Homme. Ils terminent en indiquant leur intention d'enquêter, dans le futur, dans différents pays d'Europe. La géopolitique du sida, dans cette perspective comparatiste, pourrait servir de « marqueur de différences. » Les variations des positions institutionnelles, des attitudes culturelles à l'égard de la maladie, des procédés d'exclusion et des mouvements associatifs, favoriseraient une meilleure compréhension des rapports Nord/Sud et Est/Ouest.

b. La méthode adoptée

Dans un chapitre du premier rapport consacré à « la méthode adoptée », les deux responsables de la campagne utilisent, pour qualifier le travail qu'ils viennent de mener, le terme de « collecte raisonnée et contextualisée ». Les objets, pour conserver leur sens, doivent être situés les uns par rapport aux autres, et pouvoir garder un lien avec leur contexte social d'origine. Cette exigence impliquait une organisation particulièrement complexe.

D'abord, s'impose une précision terminologique. Toutes les traces collectées, qu'il s'agisse de livres, brochures, dépliants, photographies, affiches ou t-shirt sont considérés comme des « objets-témoins. » Cette extension aux documents de la catégorie des objets, justifiée par le fait qu'il s'agissait non seulement d'une source d'information importante, mais qu'en plus tous faisaient partie « des objets distribués et utilisés par les personnes »²²⁶, offrait le double avantage d'autoriser la patrimonialisation par le musée, territoire des objets, et d'assurer une cohérence à la collecte.

Une « grille chronologique, sous forme de tableau listant les événements principaux (avancées médicales, création d'associations, décisions politiques, campagnes de prévention, manifestation et actions associatives) »²²⁷ a d'abord été élaborée par les enquêteurs. Précieux

²²⁵ D'ailleurs, autour du projet, et sans exclure qu'il puisse s'agir d'une simple question d'amitiés personnelles, se forme autour de la collecte, dont le sujet est manifestement fédérateur, une sorte de chaîne de solidarité entre chercheurs. Hervé Jézéquel, qui avait déjà participé aux étapes préalables au lancement de la campagne, accompagnera à plusieurs Stéphane Abriol sur le terrain (notamment à Bangkok), afin de documenter avec la photographie les manifestations. Claire Calogirou, responsable au même moment d'une campagne sur les « cultures urbaines », amasse lors de ses enquêtes des objets, notamment des préservatifs, qu'elle reverse ensuite à la collecte de ses condisciples.

²²⁶ LOUX, Françoise, ABRIOL, Stéphane, *Rapport campagne d'acquisition : « Mémoires du sida 2003 »*, non publié, 2004, p. 14. Consulté aux Archives du MuCEM.

²²⁷ LOUX, Françoise, ABRIOL, Stéphane, *Rapport... 2002, op. cit.*, p. 14.

pour les développements internationaux à venir, la présentation chronologique avait aussi pour ambition de reconstituer l'histoire de la lutte contre l'épidémie, en comblant les lacunes qu'il existait encore en France (« par exemple sur l'affaire du sang contaminé »²²⁸), mais surtout, de situer les événements pour lesquels il leur semblait important d'acquérir des objets. Cette approche chronologique, parce qu'élaborée d'un point de vue extérieur, celui des chercheurs, a cependant montré certaines limites. Si elle permettait d'identifier les moments clés, elle avait plus de difficultés à « rendre compte des actions en profondeur, installées dans la durée. » C'est la raison pour laquelle il a été décidé d'une « méthode complémentaire. »²²⁹ Celle-ci a consisté à indexer une série de mots clés à chacun des objets, pour pouvoir ensuite, de manière transversale, identifier de grands axes de lecture et de lier l'épidémie à d'autres champs du social.

Pour pouvoir débiter la campagne, les deux ethnologues ont commencé par un inventaire des acteurs de la lutte contre le sida, en créant « un fichier d'une centaine d'institutions officielles, associations, hôpitaux, laboratoires, individus », auxquels ils ont adressé « une lettre présentant la campagne et sollicitant leur aide. »²³⁰ Quarante-trois réponses ayant été reçues, le terrain pouvait alors débiter.

Différents « sur beaucoup de points (âge, sexe, implication, expérience...) »²³¹, leur relation au terrain, confient-t-ils, n'en a été que plus riche. Aussi, leurs réseaux de connaissances ont pu s'ajouter, et leurs subjectivités se confronter, afin de construire progressivement « la bonne distance. »²³² Durant la collecte, les deux chercheurs, se déplaçant autant que possible ensemble ont assisté aux principales manifestations liées au sida, comme le 1^{er} décembre, les *Solidays*, puis, les Conférences Mondiales du sida (Barcelone, juillet 2002 ; puis à Bangkok en 2004). Ils participaient également aux événements auxquels les associations de lutte contre l'épidémie prenaient part (la *Gay Pride*, le 1^{er} mai). A ces occasions, ils expliquent avoir collecté des objets, comme des tracts, et parfois filmé.

Les rapports privilégiés que les responsables de la campagne entretenaient avec le centre de documentation et d'information du *CRIPS*, notamment à la suite de l'organisation des débats, ont entraîné la conclusion d'un accord entre les parties. Celui-ci avait pour objet le don de

²²⁸ *op. cit.*, p. 61.

²²⁹ *idem.*

²³⁰ *op. cit.*, p. 13.

²³¹ *op. cit.*, p. 11.

²³² *idem.*

documents (en particulier des affiches) ou d'objets (des t-shirts) que l'organisation avait en double. Débuté en 2001, il s'est étendu à toute la durée de la collecte.

La durée de l'enquête leur a permis, de mener une véritable « recherche anthropologique », s'appuyant à la fois sur leur connaissance du milieu, sur les études qu'ils avaient eux-mêmes faites précédemment, sur celles produites par d'autres chercheurs en sciences sociales. Dans cette perspective, de nombreux ouvrages ont été acquis (dons ou achats systématiques en librairie), « afin de constituer un fond de bibliothèque permettant également de documenter les objets recueillis »²³³. Une bibliographie figure en annexe du premier rapport.

c. Le rapport avec les associations et leur intérêt pour le projet

Le projet initial, selon Françoise Loux, n'était pas particulièrement axé sur les associations, celles-ci étant plutôt l'une des composantes du paysage de la lutte contre le sida. Pourtant, assez rapidement, et pour plusieurs raisons, la campagne s'est concentrée sur elles. En effet, « *au niveau institutionnel* », c'est-à-dire des autorités publiques, les chercheurs avaient constaté qu'il « *n'y avait pas tellement de répondant* » et que, par ailleurs « *les documents étaient très facilement accessibles partout* », en particulier aux Archives Publiques. Au contraire, « *au niveau des associations,* » les deux représentants du musée « *étaient très bien reçus* »²³⁴, et sont parvenus à instaurer « *un vrai dialogue.* »

Avec elles, était mis en œuvre ce qui s'apparente à une approche compréhensive, ou plutôt, un accord sur la signification de la transmission. En effet, une fois la lettre reçue, le dialogue entre les parties s'engageait. Les rencontres qui s'ensuivaient consistaient, pour les chercheurs, à poser des questions sur les points marquants de leurs actions, sur le contenu et le sens de celles-ci, ainsi que sur les traces matérielles qu'elles avaient laissées et qui pouvaient être recueillies. Le geste du don s'accompagnait donc de la part des associations, d'un discours de nature documentaire. Attentifs à considérer ce que les acteurs du terrain considéraient eux-mêmes comme représentatif de leur action, ils acceptaient les suggestions. Durant l'entretien, Françoise Loux explique que ce procédé a « *généralement bien marché* ». Si les demandes étaient précises et différentes pour chacun, certains objets, dont les ethnologues n'avaient initialement pas perçus l'importance, ont été intégrés sur la recommandation des associations. C'est par exemple le cas d'une carte de membre de

²³³ *op. cit.*, p. 16.

²³⁴ Entretien. Propos recueillis le 16/05/14.

l'association *Act Up* – dont la possession est porteuse d'une forte fonction symbolique. En ce sens, il est possible de dire que le contenu de la collecte a été, en quelque sorte, construit en partenariat sinon du moins dans le dialogue.

d. Retour sur la problématique de patrimonialisation

L'intention première des deux responsables de la campagne était selon Stéphane Abriol de "*saisir un fait contemporain particulièrement marquant*" à travers la mise en place d'une collecte de traces. Le geste de patrimonialisation avait pour objet un phénomène immatériel : l'épidémie du sida et les réactions, en particulier des associations, qu'elle suscitait. La démarche s'inscrivait à la fois dans une perspective d'anthropologie sociale (qui concerne l'étude des liens sociaux : la mémoire, l'exclusion, *etc.*) et culturelle (l'étude des représentations et des productions). L'approche correspondait à la nouvelle thématique du musée, la patrimonialisation était justifiée.

Cependant, un premier problème est apparu. Celui-ci avait pour cause une image persistante et fortement présente dans les mentalités, selon laquelle le musée est un lieu attaché au passé, sinon à la mort. Son contenu serait constitué d'objets ayant perdu leur utilité réelle : en entrant au musée, ils se figent, se pétrifient. Le terme de "muséification", entendu négativement, décrit ce phénomène. L'entrée au musée de l'épidémie du sida aurait pu conduire à un contresens : faire croire qu'elle était terminée. Le refus par le *Patchwork des Noms* de voir les panneaux exposés dans le hall du musée en était la conséquence. A l'époque, le MNATP, en acceptant d'accueillir un rituel, plutôt que d'acquérir des objets, était sorti de son rôle de patrimonialisation. Il était devenu un lieu vivant, un acteur voulant contribuer au rétablissement du lien social.

Par la suite, un second paramètre est venu à la fois infléchir le projet initial de patrimonialisation des deux anthropologues, et questionner la position du musée "de société." Françoise Loux relate qu'en débutant leur terrain, et même, en amont, lors des débats qu'ils avaient mené, le constat commun avait été dressé que la "*mémoire des associations était en train de disparaître.*"²³⁵ Celles-ci, ajoute Stéphane Abriol, "*prises dans l'urgence du présent,*

²³⁵ Dans les rapports de campagne et durant les entretiens, les deux chercheurs expliquent que les affiches ou les badges datant des premières années de l'épidémie étaient devenus très difficiles à trouver. Ce problème concernait d'autant plus la documentation des objets : au sein des associations, il était souvent impossible de retrouver le nom ou la date de réalisation de telle ou telle affiche.

dans une volonté d'action et d'activisme ne s'étaient généralement²³⁶ pas du tout inquiétées de sauvegarder les témoignages de l'histoire de leurs luttes."

Dans ces conditions, la collecte devenait pour elles une occasion inespérée de pouvoir véritablement laisser une trace dans la mémoire nationale ou collective, d'assurer sa transmission aux générations à venir. Le rôle d'intermédiaire des deux chercheurs, entre les associations militantes et le MNATP s'en trouvait, en l'absence d'autres lieux pouvant assurer la garde de leur patrimoine de documents et d'objets, renforcé. D'ailleurs, ceux-ci confient avoir été surpris du "nombre – imprévu au départ – de dons que cela a entraîné."²³⁷ Le musée se voyait donc conférer une responsabilité nouvelle, sinon un devoir de mémoire, qui a tout l'air de pouvoir s'apparenter à une mission d'Archives. Ces dernières, du moins lorsqu'elles sont Publiques ont pour vocation d'enregistrer, de manière systématique, la mémoire des administrations. La collecte, confrontée à la situation d'urgence qui a été expliquée, s'inscrivait dans la même optique de sauvegarde. Cependant, contrairement à la logique d'archive, qui cherche à garder et à protéger, la logique de patrimonialisation implique une forme de restitution, de montrer ce qui a été mis en réserve. C'est là ce qui caractérise profondément le musée. Des expositions, qui seront plus tard étudiées, ont bien eut lieu avec certains objets acquis durant la campagne.

Pour résumer, la collecte mise en œuvre par les anthropologues obéit à une double logique : l'une d'archive, destinée à sauver de la disparition la mémoire des associations de lutte contre le sida et l'une de patrimonialisation, destinée à rendre compte, à partir du recueil de témoignages matériels, d'un phénomène immatériel et contemporain : l'épidémie et les réactions sociales qu'elle a suscité.

e. Le bilan de la première année de collecte

La première année de campagne a été l'occasion pour les deux chercheurs de collecter ou d'acheter plus de 1700 objets et documents de toute sorte. La part des achats, surtout auprès

²³⁶ Cette tension entre le temps de l'action et la prise de conscience de la valeur historique de son patrimoine semble être nuancée par l'exemple d'Act Up, qui, selon Stéphane Abriol est la "*seule association qui, presque concomitamment à sa création a reconnu l'importance de sa mémoire.*" Dès la première année de campagne, Act Up-Paris a donné au MNATP de nombreux objets relatifs aux actions qu'elle avait mené. Elle vient par ailleurs de déposer l'ensemble de ses archives organisationnelles aux Archives Nationales.

²³⁷ *op. cit.*, p. 39.

des associations, par rapport aux dons (1533 objets²³⁸), est minime. Elle correspond environ à un dixième de la totalité des acquisitions. Les principaux donateurs sont le *CRIPS* (483 objets), l'association *Act-Up Paris* (131 objets) et la *Mairie de Paris* (108 objets)²³⁹. Une très grande variété d'objets compose la collecte : environ un quart d'affiches, des objets liés à la prévention (préservatifs, matériel de démonstration), des cartes postales, des « marques d'appartenance ou de solidarité »²⁴⁰ (badges, t-shirt, rubans rouges...), des objets utilisés dans les manifestations pancartes, banderoles, objets souvenirs...), ou encore des médicaments. Le nombre élevé d'objets et leur variété devaient servir à illustrer la grande influence de l'épidémie, sur différents aspects de la vie sociale. Ces domaines ont déjà été cités : ils concernent principalement l'évolution des représentations du corps, de la maladie et de la sexualité, ainsi que « les mouvements politiques associatifs », « qui rejoignent la question des droits de l'homme et de l'exclusion. »²⁴¹

Comme il était prévu, elle a essentiellement porté sur la France (1397 objets), et en particulier la région de Paris, dont faisait partie le musée et qui connaissait –et connaît encore – le taux de contamination le plus élevé. Des objets d'autres pays d'Europe, issus de dons du *CRIPS* ou de leur voyage à la *Conférence Mondiale du sida* à Barcelone, ont cependant été acquis, afin « de préparer la campagne internationale »²⁴² qui allait constituer la suite de la campagne d'acquisition, prolongée jusqu'à 2005.

Les auteurs concluent leur rapport en expliquant que les objets en leur possession sont de nature à « affiner [leurs] hypothèses sur l'intérêt d'une campagne internationale »²⁴³. Les différences entre le Nord et le Sud de l'Europe, tant du point de vue des données épidémiologiques que de celui des représentations de la maladie et de la sexualité s'y reflètent. L'écart entre d'un côté les Pays-Bas et l'Allemagne, où le taux de contamination est le moins élevé, de l'autre l'Espagne et l'Italie, où il est plus fort, est important. Sur les affiches des premiers, les images sont « explicites », sur les seconds, « plus timides. » L'hypothèse qu'avancent les chercheurs, concerne la « place de l'homosexualité et de sa

²³⁸ Les chiffres sont issus du *Rapport* de 2003, pages 17 et 18.

²³⁹ Cette répartition illustre doublement le mode opératoire des deux chercheurs (importance de l'alliance avec le *CRIPS* et contacts préalable avec les associations comme *Act Up*) et la réalité du terrain (moindre participation des acteurs institutionnels).

²⁴⁰ LOUX, Françoise, ABRIOL, Stéphane, *Rapport... 2003, op.cit.*, p. 18.

²⁴¹ *idem.*

²⁴² *idem.*

²⁴³ *idem.*

visibilité » dans ces sociétés : moins acceptées au Sud qu'au Nord²⁴⁴. Les objets, par les représentations qu'ils véhiculent, envisagés d'un point de vue comparatif, semblent pouvoir offrir un marqueur de tolérance et d'intégration des minorités sexuelles dans leurs contextes sociaux respectifs. Corrélativement, une relation semble exister entre ouverture et acceptation sociale de la diversité sexuelle d'une part et efficacité de la prévention d'autre part. L'ampleur de la collecte, et le projet de ses responsables de l'étendre à toute l'Europe est donc particulièrement prometteur pour ce type de lecture.

3. Une campagne prolongée dans le temps et dans l'espace

Conformément au projet initial, la première année de campagne avait porté sur la France et l'Ile-de-France. Plus précisément, elle concernait, pour reprendre les mots de Stéphane Abriol, les *"trois grandes villes qui ouvraient leurs portes aux associations importantes de lutte contre le sida : Lille, Paris et Marseille."* Le projet d'ouverture à l'Europe a émergé dans le travail de recherche des anthropologues. Une fois les jalons posés de la situation française, ils expliquent que *"de façon logique, [ils se sont intéressés] à ce qui se faisait dans les pays environnants."* Cet élargissement correspondait également au projet d'évolution du musée, l'élargissement de son champ à l'Europe et à la Méditerranée, que souhaitait mettre en œuvre Michel Colardelle.

a. Les résultats des campagnes de 2003 à 2005

La campagne d'acquisition « Mémoires du sida 2003 », tout en complétant la collecte de l'année 2002 sur la France, l'a élargie à plusieurs pays européens : essentiellement l'Allemagne, la Grande-Bretagne, l'Italie, l'Espagne et le Portugal. Au total plus de 3200 objets et documents de toute sorte ont été collectés et achetés dans cette deuxième campagne d'acquisition.

Les critères de choix nationaux adoptés –qui resteront stables au fil des rapports suivants, visant à analyser : « l'incidence de la maladie et le taux de croissance entre 1990 et 1995, le

²⁴⁴ Les auteurs notent que « la France semble occuper une position intermédiaire." Source : ABRIOL, Stéphane, LOUX, Françoise, *Rapport... 2002, op. cit.*, p. 19.

profil épidémiologique, la précocité de la prise en charge par les pouvoirs publics, le type de politique de lutte contre l'épidémie et le style de campagne. »²⁴⁵

Lors de la troisième année de campagne d'acquisition, en 2004, 2280 objets et documents s'ajoutent à la collecte sida. De nouvelles régions d'Europe sont intégrées : la Suisse, la Belgique, la Norvège, l'Islande, la Russie et la Roumanie. La participation de Stéphane Abriol - accompagné d'Hervé Jézéquel, photographe officiel du MNATP - à la *Conférence Mondiale du sida* à Bangkok renforce fortement l'aspect international de la collecte (396 objets), y incluant de fait la problématique de la mondialisation de l'épidémie²⁴⁶.

La première chose qui saute aux yeux, lorsque l'on prend en main le rapport de la dernière campagne de 2005, c'est la discrète révolution de son titre. De « Mémoires du sida », celui-ci devient « Histoire et mémoires du sida. » A l'heure du premier bilan, donc, voyant l'ampleur des matériaux qu'ils avaient collectés, les rédacteurs commençaient à saisir que leur intention première d'apporter leur pierre à la reconstitution de l'histoire de l'épidémie, et des luttes qu'elle avait engendrées, pouvait être posée.

Ainsi, 2507 nouveaux objets intègrent les collections du Musée en 2005. Le terrain, s'élargissant encore à d'autres régions de l'Europe (Suède, Pays-Bas, Ukraine, Turquie), intégrait désormais aussi la sphère Méditerranéenne (Maroc). Cette évolution est à mettre en parallèle avec le nouveau projet scientifique du Musée, qui change au passage de nom, pour adopter celui, actuel de « Musée des Civilisations de l'Europe et de la Méditerranée. » Il faut aussi relever, ce qui d'ailleurs est constant depuis le début des campagnes d'acquisition, l'importance de la contribution des associations homosexuelles dans le réseau international qu'ont tissé les chercheurs. En 2005 par exemple, à Amsterdam, 312 objets sont donnés par l'*IHLIA*, institution qui, remarquent les auteurs, n'est pas une association de lutte contre le sida. Mais elle possède, en tant que Centre d'archives, « des documents anciens relatifs à la lutte contre le sida chez les homosexuels aux Pays-Bas », et même, « au niveau international. »²⁴⁷ Un accord est trouvé avec le responsable du Centre pour que les enquêteurs français puissent emporter les documents possédés en double.

²⁴⁵ ABRIOL, Stéphane, LOUX, Françoise, *Rapport... 2003, op.cit.*, p. 13.

²⁴⁶ Ce thème sera d'ailleurs celui de l'exposition inaugurale du *Musée des Cultures du Monde* de Göteborg. Voir ci-dessous.

²⁴⁷ LOUX, Françoise, ABRIOL, Stéphane, *Rapport campagne d'acquisition : "Histoire et mémoires du sida 2005"*, non publié, 2006. Consulté aux Archives du MuCEM, p. 63.

En introduction de leur rapport, les responsables de la collecte précisent que « la phase intensive de missions et de collecte se termine », pour entrer dans « une deuxième phase »²⁴⁸ : celle de l'analyse et de la synthèse des données. Ils appellent néanmoins de leurs vœux la mise en place d'un « système de veille, permettant de continuer à faire rentrer dans les collections du Musée des acquisitions significatives et de compléter la documentation manquante. » Cette solution allait être problématique.

b. Retour sur les difficultés administratives et techniques rencontrées

Durant notre entretien, Françoise Loux confie que ses rapports avec la *Réunion des Musées Nationaux* (RMN), qui finançait leurs missions « *n'ont pas été du tout évidents, mais au contraire, très tendus.* » Elle regrette que ces mauvais rapports aient « *beaucoup joué* », pense-t-elle, « *sur la qualité de la collecte.* »

Parmi les difficultés rencontrées, elle évoque le fait qu'il leur était impossible, avant de collecter des objets en pays étrangers, de réaliser sur ces terrains une recherche préalable, la RMN étant absolument fermée à ce qu'ils puissent réaliser un voyage de préparation, de repérages et de premiers contacts avec les associations. Au contraire, ils les obligeaient « *à faire un planning presque heure après heure* », qui devait comporter ce qu'ils allaient collecter²⁴⁹. Le fait d'être deux à partir²⁵⁰, là-encore, parce que cela multipliait les coûts, était également incompris.

²⁴⁸ *op. cit.*, p. 2.

²⁴⁹ LOUX, Françoise, ABRIOL, Stéphane, *Rapport campagne d'acquisition : « Mémoires du sida 2004 »*, non publié, 2005, page 18. : « il nous a souvent été difficile, et parfois impossible, de programmer un mois à l'avance de façon précise nos rendez-vous avec certains partenaires associatifs. Par exemple, comment donner nos heures de départ et d'arrivée pour la manifestation du 1^{er} décembre avant le 1^{er} novembre, alors que les organisateurs eux-mêmes ne les avaient pas fixées ? De plus, l'intérêt et la richesse de notre travail réside souvent dans des rencontres sur place non programmées à l'avance. »

²⁴⁹ *op. cit.* : « En 2004, cela nous a été reproché, si bien que nous sommes partis séparément la plupart du temps, ce qui a eu pour conséquence certaine une perte d'information. Enfin, la date tardive à partir de laquelle nous avons pu utiliser les crédits nous a empêchés d'effectuer certaines missions prévues. De plus, certaines, exécutées tardivement, ne sont pas prises en compte dans le présent rapport. »

²⁵⁰ *op. cit.* : « En 2004, cela nous a été reproché, si bien que nous sommes partis séparément la plupart du temps, ce qui a eu pour conséquence certaine une perte d'information. Enfin, la date tardive à partir de laquelle nous avons pu utiliser les crédits nous a empêchés d'effectuer certaines missions prévues. De plus, certaines, exécutées tardivement, ne sont pas prises en compte dans le présent rapport. »

En l'absence de régie d'avance, il arrivait qu'ils achètent quelques objets, en particulier aux conférences mondiales²⁵¹, comme des t-shirts. Mais selon elle « *La RMN ne comprenait pas très bien qu'on dispose de crédit* », et ils n'avaient pas le droit de demander à être remboursé pour les achats qu'ils faisaient eux-mêmes. Autrement dit, « *les règlementations ne correspondaient pas à ce que peut être une collecte liée à la recherche.* »

Ces exigences comptables et de planification, la précarité de l'attente des chercheurs face aux incertitudes liées à leurs départs en mission, autrement dit le décalage entre le cadre réglementaire et administratif et la réalité du terrain invitent à faire l'hypothèse d'une possible inadéquation entre la démarche ethnologique des chercheurs avec les exigences de la RMN²⁵².

4. Le devenir de la collecte

La campagne d'acquisition sur l' « Histoire et la mémoire du sida en France, en Europe et en Méditerranée », qui avait au départ été prévue pour durer un an, et qui finalement en a duré quatre, ne pût pas être prolongée plus longtemps. La collecte visait l'étude d'un phénomène social contemporain, de dimension internationale, qui n'était pourtant pas achevé en 2006. La problématique de la patrimonialisation du contemporain posait donc la question de savoir à quel instant s'arrêter. Une solution originale a été proposée, afin de ne pas couper brutalement le musée de la possibilité de voir compléter le fonds. Parallèlement, un travail de complément d'information, et d'indexation devait être effectué pour conserver le sens des objets. Enfin, ceux-ci, dans une optique de restitution, allaient être utilisés pour des expositions.

a. L'arrêt des campagnes et le dispositif de « veille » après 2006

La campagne, les deux chercheurs l'auraient « *volontiers, selon Stéphane Abriol, continué, parce qu'il y avait encore du travail à faire et des pays où enquêter, comme en Israël par exemple, ou les pays arabes – à part le Maroc.* » Mais « *il y avait un défaut de budget, et la RMN, comme d'ailleurs la nouvelle direction du musée, considéraient que les plus de 12000*

²⁵¹ Les rédacteurs expliquent qu'il était « impensable de demander à un membre d'association de Sibérie, de Roumanie ou de Sardaigne, de nous faire confiance en nous remettant un objet contre une facture qui, de plus, ne serait pas honorée immédiatement. », *op. cit.*, p. 17.

²⁵² Françoise Loux ajoute que ce qui était d'autant plus compliqué, « *c'était qu'il y avait beaucoup d'enjeux qu'on ne connaissait pas par rapport à Michel Colardelle, qui est beaucoup intervenu.* » Ces interventions, profitables à la collecte, on peut-être influées sur son avenir personnel.

objets qu'on avait, provenant de 49 pays euroméditerranéens, suffisaient, qu'il fallait savoir s'arrêter... » Il faut dire que la conjoncture n'était pas bonne.

En 2005, le *MNATP* avait définitivement fermé ses portes au public, et entreprit le chantier des collections avant l'installation du nouveau *MuCEM* à Marseille. Le *Centre d'Ethnologie Française* avait été supprimé, forçant Stéphane Abriol à intégrer une nouvelle unité de recherche, basée à l'Université Paris-Descartes : le CERLIS (Centre de recherche sur les liens sociaux). Françoise Loux approchait de l'âge du départ à la retraite, et Michel Colardelle, en 2006, était selon celle-ci "*en très mauvaise posture*." Il tenta, avant le départ imposé qu'il pouvait pressentir²⁵³, de mettre en place une solution originale pour permettre à la collecte de se poursuivre néanmoins.

Cette solution "*de veille*" consistait à permettre à d'éventuelles donations de pouvoir venir compléter le fonds existant. En son absence, et en dehors des campagnes de collecte, ce processus est extrêmement complexe et dépend de la volonté souveraine du comité des collections. Une difficulté se posait : n'étant plus présents au musée, et n'étant par ailleurs pas conservateurs, le statut et l'emprise des deux anthropologues sont devenus moins importants qu'auparavant.

La "collecte sida", dans l'organisation construite par le *MuCEM*, est placée sous la responsabilité d'un nouveau conservateur : Florent Molle. Celui-ci, formé en anthropologie de la Santé, est responsable du pôle "Santé et Sport". Il dispose, de fait, du pouvoir de définir, en accord avec la direction du musée, la politique d'enrichissement de cette thématique de la collection. Il consulte régulièrement les deux chercheurs, afin d'obtenir des informations sur les objets, ou sur leur démarche générale. Il veille également à être attentif à d'éventuels compléments qui pourraient lui être apportées. Par exemple, il a très récemment orchestré l'acquisition d'un fonds important de photographies (3000 fichiers numériques) de Tom Craig, qui a pendant presque vingt ans documenté les manifestations de l'association *Act Up-Paris*.

²⁵³ En 2007, sur décision de la Ministre de la Culture Christine Albanelle, Michel Colardelle est remplacé à la tête du *MuCEM-MNATP*, dont il avait entièrement conçu le nouveau projet, par Bruno Suzarelli. Ayant toujours défendu la mémoire des exclus, le muséologue allait lui-même être remercié et envoyé en Guyane (à la tête de la Direction régionale des affaires culturelles).

b. Le travail sur la mémoire des objets

A l'issue et même en amont de la fin de la campagne, Françoise Loux et Stéphane Abriol ont attaché beaucoup d'importance à documenter très précisément l'ensemble des objets qu'ils avaient collecté. Chacun d'entre eux dispose d'une fiche descriptive individuelle, accompagnée d'une photographie numérique et d'un scanner. La fiche comporte des renseignements sur les circonstances de la collecte, son donateur, ses dimensions, une description physique précise ainsi qu'un ensemble de mots clés²⁵⁴. Cette application systématique participe de la valorisation de la collecte, qui fait dire à la responsable des collections, Emilie Girard, qu'elle est "*exemplaire*." Elle est également la condition nécessaire, parce qu'elle leur donne du sens, de leur possible exploitation, notamment lors des expositions.

c. De la patrimonialisation à la muséographie : les expositions

Si, pour les anthropologues responsables de la collecte, le rôle de mémoire du musée résidait dans la collecte systématique, celle-ci devait permettre, en fin de processus, d'atteindre l'étape ultime de la patrimonialisation, autrement dit, la restitution par l'exposition. Il s'agit là de la caractéristique principale du musée par rapport aux autres institutions de patrimoine, notamment les Archives.

Or, dès 2002, à peine entrés dans les collections du musée, certains objets sont demandés en prêt à fins d'expositions extérieures. La première, intitulée « Du sida au SRAS »²⁵⁵, eut lieu au musée de la *Cité des sciences* de la Villette (novembre 2003 – avril 2004). L'exposition, modeste, s'intéressait aux causes sociales de l'apparition des maladies infectieuses émergentes. Elle cherchait à mettre en regard la situation dans les pays du Nord et du Sud, et à illustrer la mobilisation et la solidarité qu'elles avaient provoquées. Membre du comité scientifique, Stéphane Abriol explique s'être battu « *pour que la place du sida soit considérée sous une forme la plus proche possible de la réalité vécue par les malades du sida en France, plutôt que sous une forme spectaculaire.* » Ce commentaire illustre l'imprévisibilité de l'utilisation qui peut être faite des objets, une fois entrés dans les collections publiques. En

²⁵⁴ Françoise Loux précise que dans l'indexation, à chaque fois qu'il y avait "*une dimension homosexuelle*", le mot clé "*homosexualité*" a été écrit. Autrement dit, le catalogue électronique du *MuCEM* comporte aujourd'hui une thématique transversale, relative aux minorités sexuelles.

²⁵⁵ Une fiche de synthèse décrivant cette exposition est accessible sur le site de l'institution. URL : <http://www.espace-sciences.org/archives/du-sida-au-sras-les-nouveaux-fleaux>. Consulté le 03/08/14

dépit de l'effort de documentation et de production de sens autour de la collecte et de son contenu, quiconque, s'il dispose du pouvoir d'emprunter des objets dans les collections nationales pour organiser une exposition, peut en quelque sorte dire ce qu'il veut. Seule la vigilance de l'éthique encadre ce phénomène.

L'exposition suivante, au *Musée des Cultures du Monde (VarldskulturMuseet)* de Göteborg en Suède (décembre 2004 – juin 2007), posait sur les objets un œil et un parti prit différent. Exposition inaugurale de l'institution, qui venait d'ouvrir, elle avait pour titre « *No Name Fever, AIDS in the age of globalisation.* » Facilitée²⁵⁶ par le fait qu'ils avaient mené, dans le cadre de la campagne d'acquisition 2004, une collecte sur place, la compréhension de leur démarche anthropologique, en particulier dans sa dimension de comparaison internationale était plus évidente. Pour construire la muséographie de l'exposition, qui portait sur les problèmes de la mondialisation et du sida, la commissaire, Renée Padt, avait demandé à ce que « des groupes de travail avec des jeunes des écoles et des associations locales » soient mis en place. Ceux-ci devaient s'exprimer sur « les différents types de ressenti²⁵⁷ que peut évoquer le mot sida, et c'est à partir de cela que l'exposition a été construite. »²⁵⁸ Parmi les quelques 423 objets prêtés par le MNATP, ont principalement été présentés ceux qui étaient liés aux associations militantes (et homosexuelles) présentes dans plusieurs pays : comme les *Sœurs de la Perpétuelle Indulgence* et l'association *Act Up*.

Dans le cas de ces deux expositions extérieures portant sur le sida, la collecte s'était « révélée être un fond essentiel. »²⁵⁹

Inversement, des objets ont aussi pu être utilisés en interne, pour des expositions ne portant pas directement sur l'épidémie. Comme c'est le cas des expositions « Trésors du quotidien » et « Bazar du genre. »

La première, intitulée « Trésors du quotidien ? »²⁶⁰, présentée au *Fort Saint-Jean* à Marseille du 31 mars au 24 septembre 2007, est l'une des expositions de préfiguration du nouveau *Musée des Civilisations de l'Europe et de la Méditerranée* délocalisé. Emilie Girard,

²⁵⁶ Stéphane Abriol explique qu'à chaque fois qu'ils enquêtaient dans les pays étrangers, dans la logique du questionnaire réalisé en France en l'an 2000, ils contactaient « toujours les musées de société -quand il y en avait-, pour savoir s'ils s'étaient auparavant intéressé à l'épidémie et au phénomène. »

²⁵⁷ Sept thèmes ont été dégagés : la peine, le déni, la peur, le désir, l'espoir, la colère, le désespoir.

²⁵⁸ ABRIOL, Stéphane, LOUX, Françoise, *Rapport 2005, op.cit.*, p. 111.

²⁵⁹ *op. cit.*, p. 21.

²⁶⁰ Une présentation plus détaillée de l'exposition est accessible sur le site du Grand Palais. URL : <http://www.grandpalais.fr/fr/evenement/tresors-du-quotidien>. Consulté le 05/08/14.

aujourd'hui responsable des collections, et alors chargée de l'exposition, explique que son objectif était d'abord pédagogique : « *parce qu'il fallait expliquer que le nouveau musée allait interroger des problématiques contemporaines, il était important de présenter, à côté des collections historiques, les collections récentes, dont celle sur le sida.* »²⁶¹ Il s'agissait donc d'assurer la transmission institutionnelle entre l'ancien MNATP, version Georges Henri Rivière²⁶², tourné vers la fin du XIX^e siècle, et le nouveau, plus résolument projeté vers le présent, ou le passé proche. Françoise Loux explique avoir, dans cette perspective, été sollicitée pour déterminer quels étaient les objets les plus « *représentatifs de la collecte.* » Parmi eux figuraient notamment le *Mémorial* de Tom Fecht ou des costumes des *Sœurs de la Perpétuelle Indulgence*.

La seconde « Au Bazar du Genre, féminin-masculin en Méditerranée », est l'une des deux expositions inaugurales du MuCEM (juin 2013 – janvier 2014). Organisée par Denis Chevallier, elle faisait suite à la campagne d'acquisition qu'il avait coordonnée, en 2008, sur le mariage en Europe et en Méditerranée²⁶³. Le projet d'exposition, qui devait à l'origine porter sur le thème « Masculin/féminin »²⁶⁴, autrement dit sur le genre, a connu plusieurs revirements²⁶⁵, qui ont entraîné des dissensions internes²⁶⁶. Son résultat comporte finalement, à la satisfaction de Stéphane Abriol, partagée par Françoise Loux, un certain nombre de matériaux provenant de la campagne *Histoire et mémoire du sida*. Or, dans la cadre de l'exposition, les objets issus de la campagne ont servi à illustrer la partie relative à l'homosexualité. Florent Molle, alors stagiaire auprès de Denis Chevallier, explique que chargé par lui d'effectuer des recherches sur cette thématique, il lui avait été demandé de trouver des objets dans les réserves. Les seuls disponibles appartenaient à la campagne sida. L'exposition a donc été, par l'intermédiaire des objets collectés par Stéphane Abriol et Françoise Loux, la première évocation muséographique de l'homosexualité dans l'histoire de l'institution.

²⁶¹ *Entretien avec Emilie Girard*. Propos recueillis le 2 mai 2014.

²⁶² La première salle lui était d'ailleurs symboliquement dédiée.

²⁶³ Stéphane Abriol, chargé de s'occuper de collecter des objets relatifs aux mariages homosexuels (en particulier au Pays-Bas) en faisait partie.

²⁶⁴ « Masculin/féminin », était l'un des thèmes proposé par Christian Bromberger, qui faisait partie du comité scientifique du futur musée.

²⁶⁵ Denis Chevallier décidant en cours de route de s'éloigner de la thématique du genre pour se focaliser sur le mariage, avant de revenir à la première position.

²⁶⁶ En particulier des démissions au sein du comité scientifique de l'exposition.

Conclusion sur la "collecte sida"

Comme à l'*Ecomusée du fier monde*, c'est la réflexion sur le rôle social du musée qui a permis à deux chercheurs, à une période charnière de la transformation d'une institution nationale, un musée d'anthropologie, non seulement de patrimonialiser l'épidémie du sida, mais au-delà, d'acquérir des objets et des documents relatifs aux minorités sexuelles.

Partie de la volonté de documenter un phénomène social majeur de notre modernité, la collecte a aussi répondu à l'appel des associations, demandant à ce que les traces de leurs actions de lutte puissent être sauvegardées. Opérateur de patrimonialisation, le musée s'est alors vu confier une nouvelle mission : gardien de mémoires.

Collecte unanimement considérée comme "exemplaire", notamment par rapport au travail de documentation qui a été effectué par les deux chercheurs à l'égard des objets, elle est aujourd'hui présentée en grande partie dans l'Appartement Témoin, la réserve visitable du Musée. Cette position privilégiée s'explique par son ampleur (le nombre très important d'objets), sa dimension internationale, son sujet nouveau et son adéquation avec le projet du nouveau Musée.

B. Deux entités à la *Bibliothèque municipale de Lyon* : le *Fonds Michel Chomarat* et le *Point G*, centre de ressources documentaires sur le genre et les sexualités

La *Bibliothèque municipale de Lyon (BmL)*, placée sous la tutelle de l'Adjoint au Maire de la Ville en charge de la Culture et du Patrimoine, est, après la *BNF*, la deuxième plus importante de France. Située en face de la gare de la Part-Dieu à Lyon, son accès est facile. Composée d'un réseau de 15 bibliothèques de quartier, elle possède plus de 3 500 000 documents. Bibliothèque patrimoniale, elle dispose de collections historiques importantes, comme la bibliothèque Jésuite des Fontaines (500 000 références, en dépôt, depuis 2002).

Son caractère patrimonial justifie sa présence au sein de cette étude, mais ne l'explique pas. En revanche, le fait qu'elle accueille le *Fonds Michel Chomarat* et le *Point G*, centre de ressources documentaires sur le genre et les sexualités, la rattache directement à la problématique de cette recherche.

Michel Chomarat, présent à la Table Ronde sur les archives à Marseille, qui a été évoquée en introduction, est militant homosexuel et collectionneur. Chargé de Mission pour la Mémoire à la Ville de Lyon entre 2001 et 2013, année où il prend sa retraite, il a été commissaire de plusieurs expositions : "*Lyon, Carrefour Européen de la Franc-maçonnerie*" (2003), "*Prophéties pour temps de crise*" (2003), "*Les Célestins, du couvent au théâtre* (2005).

Patrick Bazin, conservateur général, a dirigé la *Bibliothèque Municipale de Lyon* de 1992 à 2010²⁶⁷. De formation philosophique, il est considéré, dans le monde de la culture, comme un iconoclaste, du moins un défricheur qui aime ouvrir de nouvelles pistes. Il s'est ainsi illustré dans la réflexion sur le rôle du numérique dans les institutions culturelles²⁶⁸, mais aussi en défendant une conception particulièrement dynamique et interactive de la valorisation patrimoniale.

Sylvie Tomolillo, responsable du *Point G*, depuis 2007, vient du milieu universitaire. Après un DEA d'Anthropologie Sociale à l'Université du Mirail à Toulouse, portant sur les *Sœurs de la Perpétuelle Indulgence* et le mouvement de lutte contre le sida en France, elle soutient sa

²⁶⁷ Il est alors nommé directeur de la *Bibliothèque Publique d'Information*, à Paris, poste qu'il occupe jusqu'à sa retraite en septembre 2013.

²⁶⁸ Sous son mandat, la *BmL* est ainsi la première bibliothèque de France à signer un contrat de numérisation de près de 500 000 ouvrages par l'entreprise Google. Patrick Bazin participe également à un comité présidé par le philosophe Bernard Stiegler sur la numérisation des livres de la *BNF*. Il est enfin l'auteur, dans *les Cahiers de médiologie*, d'une théorie sur "la mémoire reconfigurée".

thèse à l'*Ecole des hautes études en sciences sociales*, avec Maurice Godelier, sur "La différenciation des sexes en Occident et le traitement des intersexuel-le-s : enjeux sociaux et résolution médicale des cas résistant au modèle culturel de bipartition."

Les deux entités qui vont être étudiées, sur certains aspects, se ressemblent, mais des nuances importantes les séparent. La première est un ensemble de documents déposés au sein du *Fonds Ancien*, tandis que le *Point G* est au contraire un des services de la Bibliothèque. Elles ne datent pas de la même période, ne répondent pas exactement à la même démarche patrimoniale, ni ne s'intéressent tout à fait au même objet. Elles partagent cependant le même territoire : celui d'une institution publique française, attachée à garder sa vocation universelle. Pour cette raison, et parce que toutes deux concernent plus ou moins directement les minorités sexuelles et leurs traces, un souci de justification, à la fois de leur raison d'être et de leurs actions, s'est manifesté, à l'étude, à plusieurs reprises.

1. Le *Fonds Michel Chomarat* : un fonds généraliste, un sous-ensemble thématique

Dans l'ouvrage de Patrice Marcilloux qui déjà été mentionné, celui-ci, dans une partie consacrée au "prémices françaises"²⁶⁹ de l'archivage communautaire, s'arrête particulièrement sur le cas du *Fonds Michel Chomarat*, utilisé pour en "faire sentir toutes les nuances, et les impasses." Il n'en reste pas moins qu'il représente, pour l'auteur, l'exemple d'un "traitement inventif" d'un "dépôt de documents classiquement consenti à une institution de conservation publique."²⁷⁰

Inventif, il l'est pour plusieurs raisons. D'abord, il s'agit du dépôt d'une collection importante et généraliste, qui comporte des documents relatifs à une grande variété de domaines (l'imagerie populaire, l'ésotérisme, la franc-maçonnerie, l'histoire du livre ou encore Nostradamus). La thématique de l'homosexualité n'en est qu'un des aspects.

Associant un collectionneur vivant et une institution municipale, il autorise la rencontre de deux partenaires, et de deux modes de gestion patrimoniale : l'un public, l'autre privé. Cette collection, fait classique, reflète la personnalité de son possesseur, Michel Chomarat : ancien typographe, bibliophile et militant gay, particulièrement attaché à la question de la mémoire.

²⁶⁹ MARCILLOUX, Patrice, *op.cit.*, p. 138.

²⁷⁰ *op cit.*, p. 145.

Du fait de rapports étroits à la fois avec la sphère politique et avec la Bibliothèque de Lyon, il est à l'origine de nombreuses manifestations (expositions²⁷¹, prêts de matériaux à d'autres institutions²⁷², conférences, publications²⁷³) visant à faire connaître et animer le contenu de sa collection. Avant d'entrer dans le détail de la convention de dépôt à usage signée en 1992 entre Michel Chomarat et la *Bibliothèque municipale de Lyon*, il faut s'arrêter un instant sur la personnalité du collectionneur.

a. La trajectoire militante de Michel Chomarat : le souci de la mémoire et des traces

Pour comprendre la relation qui lie la *BmL* et Michel Chomarat, il faut faire un rapide détour par la trajectoire personnelle de ce dernier, qui se revendique comme "*militant*". Un militantisme particulièrement tourné vers la mémoire, une mémoire active, soucieuse des traces.

Michel Chomarat se présente volontiers comme "*quelqu'un qui archive tout, dans tous les domaines*", quelqu'un qui s'archive soi-même, "*depuis le plus jeune âge*." C'est de cette pratique et de sa passion pour les livres, anciens, rares, incunables, qu'est née sa collection privée, d'abord rassemblée à son domicile. Ce qu'on y trouve, en particulier sur la thématique de l'homosexualité, est lié au parcours militant du collectionneur.

En 1977, âgé de 29 ans et directeur de communication dans un important groupe industriel, il est arrêté dans un bar homosexuel parisien, et devient ainsi protagoniste de " l'affaire du Manhattan."²⁷⁴ Condamné en première instance pour "outrage public à la pudeur" il fait appel

²⁷¹ Les expositions *Prophéties pour temps de crise : interprétation de Nostradamus au fil des siècles* et *Si tu es sage, tu auras une image : imagerie populaire, religieuse et profane*, ont par exemple eu lieu, respectivement en 1997 et 1998. Parce qu'elles ne sont pas liées à la thématique de la recherche, elles ne seront pas étudiées.

²⁷² Des ouvrages illustrés par Raoul Dufy sont par exemple prêtés en 1999 au *Musée de l'Imprimerie* de Lyon ; une série de 24 planches gravées de la "Vie de Saint Bruno" est montrée au Musée de Grenoble en 2000 pour durant une exposition sur Eustache Le Sueur ; ou encore : une très rare édition lyonnaise des *Prophéties* de Nostradamus est exposée à Osaka, au Japon, en 1999. Il faut remarquer, avec le collectionneur, que les demandes de prêts n'ont jamais concerné, faute d'expositions en France sur le sujet, le patrimoine des minorités sexuelles.

²⁷³ Deux catalogues de la collection ont été publiés en 1993 et 2001. Ceux-ci sont peu explicites, voire complètement muets, sur la partie de la collection relative à l'homosexualité. Ce n'est en effet qu'à partir des premières *Assises de la mémoire gay* que Michel Chomarat décide de valoriser cette partie du fonds qui porte son nom.

²⁷⁴ Dans la nuit du 25 mai 1977, la police parisienne des mœurs arrête onze personnes dans un bar du Vème arrondissement, où étaient pratiqués des rapports sexuels entre hommes.

et se pourvoi en cassation. Le procès est retentissant²⁷⁵ et son engagement militant y trouve son origine. Un gros dossier, constitué des archives personnelles du déposant, se trouve d'ailleurs conservé dans le *Fonds Chomarat*.

En 1981, il participe à la première grande manifestation nationale de revendication homosexuelle²⁷⁶ (10 000 participants), organisée par le *Comité d'Action Anti-Répression Homosexuelle (CUARH)*. Il confiera qu'à cette occasion, il "*prend des photos, et ramasse tous les tracts*."²⁷⁷ Cette collecte d'archives, qui témoigne d'un moment crucial du militantisme homosexuel en France, rejoint sa documentation personnelle. De retour à Lyon, il participe à la création du *Groupe d'Information et de Libération des Homosexuel(le)s (GIHL)*, principalement connu pour l'animation d'une émission hebdomadaire gay et lesbienne, "*Mauvaise Fréquentations*", sur la radio pirate *Radio Léon*, entre 1982 et 1985. L'arrivée du sida, et le décès de son compagnon, causé par la maladie, en 1990, renforcent encore sa volonté d'engagement et de revendication autour de la mémoire, ou même des mémoires homosexuelles : en particulier celle de la Déportation pendant la deuxième Guerre mondiale, ou celle du VIH. Les activités qu'il organisera à la BML ou en tant qu'Adjoint au Maire de la Ville de Lyon en témoigneront.

A chaque étape de son parcours militant, Michel Chomarat a accumulé des traces. D'abord conservées à son domicile, ces archives forment, avec sa bibliothèque, une volumineuse collection privée. Le "*manque de place*", la "*mise en sécurité des livres et des documents*" (dont certains avaient des valeurs d'assurance particulièrement élevées) et la volonté de "*mise à disposition du public*" sont les trois motifs évoqués par Michel Chomarat pour expliquer son choix de proposer à la *Bibliothèque municipale de Lyon* un accord de dépôt à usage.

b. La convention de dépôt à usage avec la Ville de Lyon

En début d'année 1992, la collection privée est déplacée à la *Bibliothèque municipale de Lyon*, où elle prend le nom de *Fonds Michel Chomarat*. Les modalités de ce dépôt méritent d'y porter un regard.

²⁷⁵ Antoine Idier, qui a étudié le contexte de l'abrogation du "délict d'homosexualité", qui intervient en France en 1982, explique que ce procès est emblématique, puisqu'"utilisé comme tribune pour dénoncer la répression de l'homosexualité." in IDIER, Antoine, *Les alinéas au placard - L'abrogation du délict d'homosexualité, (1977-1982)*, Cartouche, Paris, 2013, p. 116.

²⁷⁶ La principale revendication de la marche portait sur la décriminalisation de l'homosexualité, juridiquement organisée par l'article 331 du Code pénal, dont il était demandé l'abrogation, ainsi que la fin des répressions policières.

²⁷⁷ *Entretien avec Michel Chomarat*, propos recueillis le 05/05/14.

Extraits de la *Convention* entre M. Michel Chomarat et la Ville de Lyon agissant pour la bibliothèque municipale de la Part-Dieu à Lyon²⁷⁸. Datée du 24 février 1992.

Article 1 : « prêt à usage constitué par :

1. Un ensemble de livres, périodiques, manuscrits, estampes et documents divers, anciens modernes, lui appartenant en nom propre tel qu'il résulte d'un inventaire joint aux présentes,
2. Tous les accroissements dont il sera fourni un inventaire annuel.

Article 2 : « Le prêt à usage de ce fonds est consenti selon les termes définis ci-après, jusqu'au décès de Monsieur Michel CHOMARAT. Monsieur Michel CHOMARAT en garde la totale propriété jusqu'à son décès. (...) »

Article 6 : "Le Fonds Michel CHOMARAT est un et indivisible. A ce titre, il doit conserver son système propre de cotation associé au nom "CHOMARAT" (Ex : Chomarat 6345). Estampillage : les pièces du Fonds Michel CHOMARAT sont estampillées avec le cachet "BIBLIOTHEQUE MICHEL CHOMARAT" à l'exclusion de tout autre timbre ou cachet. (...) »

Article 8 : "Le fonds Michel CHOMARAT est placé sous la responsabilité de la Bibliothèque Municipale de Lyon. A ce titre elle doit prendre toute disposition pour en assurer la meilleure conservation et empêcher tout vol ou perte." (...) »

Article 10 : "Monsieur Michel CHOMARAT se réserve la possibilité de sortir telle ou telle pièce du fonds après entente préalable avec le Conservateur chargé du patrimoine.

Article 11 : "Monsieur Michel CHOMARAT continue à entretenir à ses frais son fonds et il est seul juge des travaux de restauration ou de reliure qu'il juge opportun d'engager. (...) »

Article 13 : "La Bibliothèque de Lyon prendra à sa charge toutes opérations de mise en valeur et de promotion du Fonds M. CHOMARAT : expositions, catalogues thématiques ou exhaustifs, etc... après en avoir communiqué le projet à M. CHOMARAT."

L'extrait du délibéré du conseil municipal du 17 février 1992²⁷⁹, présidé par le Maire de Lyon, Michel Noir, commence par présenter le contenu de la collection :

" M. Michel Chomarat a constitué une bibliothèque qui comprend aujourd'hui environ 15 000 pièces du XVème au XXème siècle. (...) Plusieurs ensembles, tous siècles confondus, ont été regroupés relatifs notamment à la Ville de Lyon (environ 3000 pièces), à l'occultisme (1000 pièces), à l'Histoire du Livre (1000 pièces), au Département de l'Ain (Bresse, Dombes, Bugey, Pays de Gex, Revermont : 500

²⁷⁸ Document aimablement communiqué par Michel Chomarat.

²⁷⁹ Document aimablement communiqué par Michel Chomarat.

pièces), au mouvement anarchiste et événements de Mai 1968 (600 pièces), à l'art contemporain et au livre d'artiste (500 pièces), etc..."

Il faut déjà noter que cette énumération ne mentionne pas, ni ne quantifie, la présence de documents relatif à l'homosexualité, ou au parcours militant de Michel Chomarat. Ne sont mis en valeur que l'ancienneté de certaines pièces de la collection, leurs liens avec l'histoire locale, des arts ou du livre ou encore l'originalité de certaines thématiques (l'occultisme). La seule indication tendant vers un intérêt pour l'histoire sociale : l'ensemble relatif au mouvement anarchiste et aux événements de Mai 1968.

L'exposé se poursuit cependant en ajoutant que "M. Michel Chomarat s'est particulièrement intéressé à tout ce qui touche la culture « souterraine » tant sur le plan des idées que des supports le véhiculant, sachant que cette production éditoriale échappe le plus souvent au dépôt légal et au circuit traditionnel du livre." La notion de "culture souterraine", en l'absence d'autres précisions est assez énigmatique. S'agit-il d'une stratégie -un non-dit, du moins un flou- de dissimulation de la part du collectionneur ? Serait-elle, justement, en lien avec la question des minorités sexuelles ? Nulle réponse dans le document, qui, manifestement, ne cherche pas à créer de polémique, mais au contraire à convaincre l'assistance du bien-fondé de l'association entre le collectionneur et la bibliothèque. Si l'énoncé manque de précision sur le contenu de cette "culture souterraine", pour le moins opaque, il explicite néanmoins l'originalité et la rareté des documents concernés : situés hors des circuits de diffusion et d'enregistrement (le dépôt légal) traditionnels, ils constituent une prise de choix pour une collection publique.

Le délibéré se termine en exposant la proposition faite par le collectionneur privé :

"M. Michel Chomarat propose de confier à la Ville, par l'intermédiaire de la Bibliothèque Municipale de la Part-Dieu, cet ensemble de livres, périodiques, manuscrits, estampes et documents divers, anciens et modernes, afin qu'il soit communiqué au public selon les règles qui régissent le fonctionnement du fonds patrimonial de la bibliothèque."

Deux nouvelles remarques s'imposent : "confier", c'est à dire déposer, et non donner. D'ailleurs, la convention²⁸⁰ passée entre Monsieur Chomarat et la Ville de Lyon qualifie l'opération de "prêt à usage" (Article 1). Cela signifie le refus du collectionneur de voir la propriété de son fonds transférée, de son vivant, à l'institution publique. Symboliquement, celui-ci ne souhaitait pas se départir des traces qu'il avait amassées. Une convention peut d'ailleurs être dénoncée par l'une ou l'autre des parties, et le collectionneur reprendre sa collection.

Deuxièmement, l'ensemble allait rejoindre le *Fonds Patrimonial* de la Bibliothèque, celui des documents précieux, protégés des dommages du temps par des règles de conservation et de consultation strictes. Cette situation est ambiguë : si la valeur du fonds est renforcée et reconnue par l'institution, sa communication s'en trouve proportionnellement limitée. Cette logique, particulière aux bibliothèques patrimoniales, les rapprochent des missions des Archives, des musées de collections, ou des trésors d'église : garder, à l'abri, des documents précieux.

Deux semaines plus tard, après qu'elle ait été approuvée à l'unanimité par le Conseil Municipal, Jacques Oudot, Adjoint à la Culture²⁸¹ et rapporteur du texte revient avec insistance dans le *Bulletin municipal officiel* sur le caractère exceptionnel de la convention :

"Il s'agit d'un dossier tout à fait atypique (...), il est unique en son genre, c'est une innovation. C'est en effet la première fois qu'une municipalité lie un contrat avec un collectionneur, de son vivant, pour acquérir, à terme, une collection."²⁸²

L'intérêt de cette particularité est révélé par Patrick Bazin, qui arrive à la direction de la Bibliothèque l'année même de la Convention. D'abord, selon lui, Michel Chomarat peut être considéré "*comme un patrimoine vivant*", dans la mesure où le collectionneur se considère personnellement "*comme une mémoire en marche, active : à la fois en faisant vivre les traces du passé, en les accumulant et en étant lui-même, par son activité et son parcours personnel, une mémoire en train de se constituer.*"

²⁸⁰ *Convention entre M. Michel Chomarat et la Ville de Lyon agissant pour la bibliothèque municipale de la Part-Dieu à Lyon*. Datée du 24 février 1992. Document aimablement communiqué par Michel Chomarat.

²⁸¹ Et par conséquent responsable de la Bibliothèque municipale de Lyon.

²⁸² *Bulletin municipal officiel de la Ville de Lyon*, 2 mars 1992, p 114. Document aimablement communiqué par Michel Chomarat.

L'autre originalité de la convention, qui est la conséquence de ce qui précède, est que les conditions du dépôt ne s'appliquent pas uniquement à l'ensemble d'origine, transmis en 1992, mais à tous les "accroissements" que le déposant souhaite lui ajouter (article 1). La seule limite fixée par la convention est que ceux-ci doivent en principe²⁸³ faire l'objet d'un inventaire annuel, fourni par le déposant. Autrement dit, la collection obéit, selon le bon vouloir du déposant, à un principe d'enrichissement continu.

Ces documents, ajoutés régulièrement, proviennent essentiellement des propres collectes de l'intéressé, mais celui-ci sert aussi d'intermédiaire entre la bibliothèque et son réseau personnel, autrement dit, une partie de la "communauté homosexuelle". En effet, Michel Chomarat reçoit, sans pour autant que "*rien ne soit organisé*", des dons, qu'il reverse ensuite à la bibliothèque. Le fait qu'il ait aussi été chargé de s'occuper de l'actualité gaie municipale lyonnaise, au moment où il occupait la fonction de Chargé de Mémoire, a sans doute contribué à le placer au centre de ce processus de transmission. Il a par exemple reçu des dons "*d'individus qui, depuis l'extérieur, [lui] ramène de la documentation trouvée dans les bars*", ou encore le fonds du magazine *Illico*²⁸⁴, transmis par Jean-François de Laforgerie au moment où la publication papier disparaît pour devenir un média en ligne.

Cette modalité d'enrichissement croissant, inscrite dans la Convention, renvoie l'image d'une institution ouverte et accueillante à recevoir les traces, diverses, des activités ou de l'environnement de Michel Chomarat.

Parmi les conditions énoncées à l'article 10, et qui vont dans le sens d'une forme de souplesse profitable au collectionneur, celui-ci dispose du pouvoir de "sortir telle ou telle pièce du fonds après entente avec le Conservateur chargé du Patrimoine." L'objectif de cette clause est de lui permettre de prêter directement à des institutions extérieures, comme des musées²⁸⁵, des pièces de la collection, sans passer par la Bibliothèque. Cette-dernière dispose néanmoins de

²⁸³ Cette particularité est inscrite dans la convention, qui stipule, à son article 4, que "chaque pièce déposée par Monsieur Chomarat sera enregistrée sur un registre spécial, qui, à chaque dépôt, sera paraphé à la fois par le déposant et par le Conservateur chargé de ce fonds." Cette disposition, visant à l'origine à permettre à la bibliothèque de pouvoir réguler les nouveaux apports, est en réalité tombée en désuétude. En effet, le déposant explique qu'en raison du nombre de pièces transmises chaque année, "*environ 15 000 à 20 000*", elle est inadaptée. De fait, l'institution ne dispose donc pas de droit de regard sur les documents intégrant le *Fonds Chomarat*.

²⁸⁴ Créé en 1988 par Jacky Fougeray, ancien rédacteur en chef du magazine *Gai Pied*, *Illico* était un bimensuel distribué gratuitement jusqu'en 2007.

²⁸⁵ Lors de notre entretien, Michel Chomarat indique que des éléments du Fonds sont alors exposés au Musée Gadagne, au musée Paul Gigny ou au musée d'Abranche. Il remarque néanmoins qu'aucune sollicitation ne lui a été adressée concernant la partie de sa collection relative aux minorités sexuelles.

la possibilité d'organiser, à sa charge et dans son enceinte, des manifestations visant à mettre en valeur la collection (article 13). Il sera bientôt question d'une exposition organisée par Michel Chomarat sur la thématique de l'homosexualité. Il y en aura d'autres, qui ne pourront, faute d'espace, être individuellement traitées : par exemple, une exposition autour de Michel Foucault : *Archives de l'infamie, une collection imaginaire*²⁸⁶, organisée en 2009, par un ensemble de commissaires : Philippe Artières, Jean-François Bert, Mathieu Potte-Bonneville, Pascal Michon et Judith Revel.

Pour résumer et revenir sur la démarche patrimoniale de la bibliothèque par rapport au Fonds Chomarat, Patrick Bazin explique lors de notre entretien qu'il s'agissait, en réalité, pour son institution, *"d'encapsuler non seulement la collection mais aussi le collectionneur ; à la fois le patrimoine et le geste patrimonial d'une personne."* Sa présence physique fréquente, l'enrichissement continu de sa collection et sa participation à la gestion et à la valorisation du Fonds portant son nom, ont ainsi contribué, selon le directeur, *"à constituer au sein de la Bibliothèque publique une espèce d'entité, de monde fortement coloré par la démarche et les activités du collectionneur."*

c. L'organisation et la gestion du Fonds : le travail de Jean-Paul Laroche



Le travail réalisé par l'institution est minimal, puisqu'il consiste uniquement à estampiller les pièces entrantes. Cette opération, à l'instar des l'inscription des objets de musée à l'Inventaire permet d'une part de les identifier, de manière irrévocable, comme appartenant au *Fonds Chomarat*, d'autre part de leur accorder, du moins formellement, le statut patrimonial.

²⁸⁶ L'exposition fait l'objet d'une version en ligne.

URL : <http://www.bm-lyon.fr/expo/09/foucault/presentation.php>. Consulté le 08/08/14.

Le traitement intellectuel est assuré par un collaborateur bénévole : Jean-Paul Laroche, ami du collectionneur. Celui-ci a été initié au catalogage par les équipes de la Bibliothèque, en contrepartie, semble-t-il, de l'absence de moyens financiers accordés par l'institution. Ce traitement, extrêmement chronophage étant donné la masse, toujours croissante, de documents concernés, consiste pour celui qui l'effectue à rédiger de longues notices descriptives, intégrées par la suite, depuis 2002, au catalogue informatique des collections de la Bibliothèque.

A l'heure actuelle, environ 21 000 notices sur les plus de 100 000 documents conservés, ont déjà été réalisées. Jean-Paul Laroche signale qu'il ne s'occupe pas ou peu, pour l'instant, des références - livres, revues et dossiers thématiques - concernant les minorités sexuelles. Ces documents sont néanmoins visuellement identifiés, afin de faciliter leur accès, par une cote spéciale : la cote "G".

d. Activités du Fonds Chomarat

La mise en valeur des éléments du *Fonds Chomarat*, et plus particulièrement des thématiques de la "mémoire gay et lesbienne", s'est exprimée d'abord par deux bulletins d'information, puis par la création, en 2002, des premières "Assises de la mémoire gay".

- Les bulletins d'information : *Passion Privée, Mémoire gaie*

Des bulletins d'information venaient régulièrement informer les intéressés sur divers aspects historiques, littéraires ou patrimoniaux, en lien avec la collection déposée. La plupart du temps écrits par Michel Chomarat, ils invitaient parfois certains spécialistes à venir prendre la parole.

C'est ainsi que *Passion privée, le bulletin d'information du Fonds Chomarat*, qui paraissait une fois par an, traitait de sujets spécifiques en relation directe avec une pièce exceptionnelle ou un ensemble significatif du fonds. Il y a été question aussi bien d'Antonin Artaud que des "Liaisons Dangereuses" de Pierre Choderlos de Laclos ou d'auteurs auteurs comme Wilde, Proust et Yourcenar.

A partir de 2001, un autre bulletin, *Mémoire gaie, sur l'histoire des gays à Lyon*, a prit le parti d'accorder -son titre l'indique-, une visibilité nouvelle à la thématique de l'homosexualité. Il s'agissait, à partir d'un certain nombre de documents du *Fonds Chomarat* et de son expérience

personnelle, de rendre compte de l'histoire locale de la minorité homosexuelle. Le premier numéro devait correspondre à la période où le collectionneur venait d'être nommé Chargé de mémoire de la Ville de Lyon, et où celui-ci allait très bientôt lancer, à la *BmL*, les premières *Assises de la mémoire gay*.

Par rapport à cette thématique, le bulletin a également servi de tribune à son créateur. En mars 2002, celui-ci publie en couverture un "manifeste" intitulé : "Dis Papa, c'est quoi la mémoire gay?" Ce texte proclame :

« Serions-nous, après tant de drames, de refus, d'incompréhensions, à l'aube d'une reconnaissance de la démarche de quelques individus, libres et courageux, qui collectent presque clandestinement (souvent la nuit), depuis plusieurs dizaines d'années, tout ce qui a rapport avec les gays et lesbiennes ? (...) Une véritable œuvre de résistance face à toutes ces manifestations d'oppression et d'intolérance s'est lentement organisée, naissance d'un même mouvement que les manifestations de la « fierté homosexuelle » suscitées par les affaires du *Stonewall* aux Etats-Unis et du *Manhattan* en France. Il semble aujourd'hui que l'époque soit enfin propice à un regroupement de ces forces résistantes, à une mise en commun et en perspective, des travaux effectués depuis plusieurs années, à une constitution d'une mémoire collective gay à destination des nouvelles générations mais aussi de l'ensemble de la société, les gays se devant de (re)trouver leur histoire et de la transmettre, pour une intégration durable, au sein de la République. »

Le texte identifie des initiatives individuelles de sauvegarde des mémoires des minorités sexuelles, similaires à celle de l'auteur, et en appelle au passage à une dimension collective. C'est ce qui semble être l'objectif des premiers *Assises de la mémoire Gay*.

- Les Assises de la Mémoire Gay et Lesbienne

Le titre de la manifestation annuelle, dont Michel Chomarat est, avec l'aval de la Ville de Lyon, à l'origine, illustre son intention de fédérer autour de lui les acteurs d'une revendication des gays et des lesbiennes : celle de la constitution, sinon de la compréhension, de leurs mémoires. Cette dynamique d'étude et de production de savoirs a manifestement encouragé la *BmL* à accueillir pour la première fois dans son enceinte une thématique ouvertement reliée aux minorités sexuelles.

Mémoire en construction et état des lieux de l'archivage de la mémoire gay (16 mars 2002)

L'encadrement des premières Assises (discours d'ouverture et de fermeture), par les prise de parole de Jean-Louis Touraine, premier Adjoint au Maire de Lyon, immédiatement suivies de celle de Sabiha Ahmine, déléguée à l'Intégration et aux Droits des Citoyens, marquent le soutien politique accordé par la Mairie de Lyon à cet événement.

Dans un court article²⁸⁷ paru dans les *Actes* de ces rencontres, la seconde salue d'ailleurs une "initiative citoyenne et constructive", dont elle souligne qu'elle est "inédicté dans l'histoire de notre ville et de notre pays." La thématique abordée est pour elle l'occasion de rappeler le rôle de sa délégation : être un "interlocuteur constructif des politiques publiques, actuelles et à venir, en matière de lutte contre l'homophobie", qui partage aussi le "but" d'obtenir "l'égalité des droits" pour les gays et lesbiennes.

Patrice Béghain, adjoint à la Culture et au Patrimoine, explique, lui, lors du discours de clôture, que "le concept et la pratique du patrimoine", bien qu'ils "nous paraissent aujourd'hui familiers", sont en réalité "le fruit d'une élaboration progressive, marquée souvent par de vifs débats." Il développe ensuite l'idée que "la mémoire, en effet, n'est pas neutre", mais que "ses lieux et ses objets sont liés aux évolutions historiques, culturelles, sociales." Aussi, il est du devoir des institutions patrimoniales, aussi bien musée, archives que bibliothèques d'enregistrer ces évolutions, et parfois même de les susciter. C'est le sens que porte à ses yeux l'accueil du *Fonds Chomarat* à la *Bibliothèque municipale de Lyon*, et l'organisation dans son enceinte de ces Assises. Il explique, pour finir, qu'à partir du moment où "des documents deviennent une collection, une archive, ils quittent leur statut singulier et éphémère pour devenir le bien de tous." Et conclut sur l'enjeu de ces initiatives : "que l'histoire d'individus devienne une histoire collective."²⁸⁸

Deux tables rondes se sont déroulées à la *BmL* le 16 mars 2002. La première, animée par Michel Chomarat, sur le thème "Une mémoire en construction" rassemblait l'écrivain Sylvain Cavallès, le philosophe Didier Eribon, les historiens Florence Tamagne et Philippe Artières (ce dernier pour parler de son association, déjà évoquée : *Sida Mémoires*). La seconde, intitulée "Archiver la mémoire gay, état des lieux privés ou publics en France", réunissait différents responsables associatifs français travaillant sur le rassemblement d'archives

²⁸⁷ AHMINE, Sabiha, "Pour le respect de la mémoire gay", in. *Mémoire gay : actes des premières assises nationales*, Lyon, Bibliothèque municipale de Lyon, 2003, p. 9.

²⁸⁸ BEGHAIN, Patrice, "La mémoire en effet n'est pas neutre", *op. cit.*, p. 7.

relatives aux minorités sexuelles : dont Patrick Cardon des éditions *GayKitchCamp*²⁸⁹, Michèle Larrouy des *Archives Recherches Cultures Lesbien*nes, Jean Le Bitoux, représentant du projet de *Centre d'Archives et de Documentation Homosexuelles* à Paris, et Michel Chomarat, pour expliquer son expérience lyonnaise.

Une projection, du film *Paragraphe 175* de Rob Epstein et Jeffrey Friedman (1999), sur la déportation des homosexuels en Allemagne et le refus de cette mémoire accompagnait les tables rondes.

Invité également à prendre la parole à l'occasion des *Assises*, le directeur de la Bibliothèque, Patrick Bazin, remarque que la démarche d'organiser ces rencontres dans le cadre d'une institution publique, signifie à la fois l'intention de ne pas laisser la mémoire être "confisquée dans une logique purement identitaire", mais aussi et surtout de lui permettre de pouvoir rejoindre "le patrimoine commun de l'humanité." Par conséquent, la démarche de Michel Chomarat présente le double avantage de "sauver cette mémoire" et de "montrer qu'il n'y a pas de mémoire sans partage."²⁹⁰

D'un côté, des personnalités engagées, acteurs de la recherche historique sur l'homosexualité ou praticiens des rassemblements d'archives relatives à cette minorité, se sont rencontrées, afin de partager et de communiquer au public leur expérience. La dynamique de production de savoirs et la révélation de l'existence d'une revendication par rapport à la mise en mémoire des matériaux de leur histoire, semblent avoir été déterminantes dans la considération qu'ont porté, de l'autre côté, les responsables politiques et institutionnels à l'initiative.

Ceux-ci, à travers leurs discours, ont en effet particulièrement insisté sur l'importance de la participation citoyenne à l'élaboration et la sauvegarde de la mémoire collective. Dans ce contexte l'institution se propose de jouer un double rôle : social, en accédant aux demandes des minorités de trouver une place dans l'espace public de la Bibliothèque ; et patrimonial, en étant attentive à la demande d'un groupe social désirant protéger et valoriser ses traces.

Les gays et lesbiennes ont-ils une histoire ? (28 et 29 mars 2003)

La deuxième édition se transforme, des "Assises de la mémoire gay" en "Assises Nationales de la Mémoire Gay & Lesbienne." La thématique se déplace de la mémoire à l'histoire,

²⁸⁹ Dans la collection "Mémoires", des éditions *GayKitschCamp*, créées et dirigées par Patrick Cardon, sont publiés de nombreux titres ayant pour sujet l'histoire de l'homosexualité, et plus largement des minorités sexuelles.

²⁹⁰ BAZIN, Patrick, "Vers une mémoire partagée", *op. cit.*, p. 11.

invitant historiens, écrivains, sociologues et militants associatifs à s'interroger sur l'existence et la constitution d'une histoire des homosexualités. Parmi les participants : la sociologue Françoise Gaspard, l'historienne Marie-Jo Bonnet ou encore l'ethno-sociologue et enseignant à l'*Université de Lyon 2* Rommel Mendès-Leite. Le film, *Bleu, Blanc, Rose*, d'Yves Jeuland, est projeté et accompagné d'un débat. Michel Chomarat, Patrick Bazin et Patrice Béghain s'expriment tous les trois à l'occasion de l'ouverture et de la clôture de la manifestation.

Gays et lesbiennes en Chine (19 et 30 mars 2004)

A l'occasion de l'année de la Chine, et en raison des relations particulièrement étroites qu'entretient la Ville de Lyon avec le pays asiatique, les Assises deviennent "Internationales". Projection, lecture et conférence sont, cette année-là, accompagnées d'une exposition du *Centre d'archives Gays et Lesbiennes de Hong Kong*.

La Déportation des homosexuels (24 - 26 mars 2005)

La quatrième édition des *Assises Internationales de la Mémoire Gay et Lesbienne* est consacrée à la question de la déportation des homosexuels pendant la Seconde Guerre Mondiale. La première journée des rencontres a lieu au *Centre d'Histoire de la Résistance et de la Déportation de Lyon*, où elle est introduite par la directrice de l'institution, Isabelle Doré-Rivé. Cette stratégie d'alliance et de rapprochement avec des institutions "officielles" semble être portée par l'intention de renforcer la légitimité de la revendication mémorielle de la communauté gaie autour de la reconnaissance des déportés pour cause d'homosexualité. Cette revendication, Michel Chomarat en a d'ailleurs été l'un des acteurs, du fait, comme il le répète, à la fois de son père, résistant communiste, de sa mission de chargé de mémoire à la ville de Lyon, et de sa proximité avec le militant Jean Le Bitoux, fondateur du *Mémorial pour la Déportation Homosexuelle*²⁹¹.

Les *Assises Internationales de la Mémoire Gay et Lesbienne* se sont poursuivies jusqu'en 2009. Les thèmes de la visibilité des transgenre (2006), "Lesbienne mon amour" (2007), "1968-2008 : ruptures et continuité" ont successivement été abordés. La huitième et dernière édition, en 2009 : "nos désirs sont des arts", était organisée par le *Point G*.

²⁹¹ Créée en 1988, l'association milite en faveur de la reconnaissance par l'Etat français de la déportation de personnes pour motif d'homosexualité à partir du territoire français durant la Seconde Guerre Mondiale.

Ces Assises ont permis l'émergence, au sein de la Bibliothèque Publique, de nouveaux champs thématiques, liées à ses collections, et plus particulièrement au *Fonds Chomarat*. Avec le soutien politique des membres de l'équipe municipale, les Assises ont petit à petit gagné en visibilité et en légitimité. Le soutien intellectuel de Patrick Bazin, attaché à faire de son institution un lieu de vie, de rencontres et de partage des savoirs, a également contribué à leur valorisation. Cette expérience singulière a sans doute été indispensable à la décision du Maire de Lyon de proposer la création d'une structure permanente, dédiée aux mémoires gaies et lesbiennes.

2. L'annonce du projet de création d'un "centre de ressources documentaires sur les mémoires gaies et lesbiennes", et sa conséquence immédiate : l'exposition *Follement Gay!*

a. Un projet politique

A l'occasion de la première *Journée Mondiale de lutte contre l'homophobie*, le 17 mai 2005²⁹², le Maire socialiste de Lyon, Gérard Collomb, annonce, lors d'une conférence de presse²⁹³, la création "d'un Centre de ressources documentaires gays et lesbiennes" au sein de la Bibliothèque municipale.

Ce geste fortement symbolique, intervient dans un contexte politique particulier, puisque Bertrand Delanoë, Maire de Paris, avait accordé, quelques mois plus tôt une subvention de 100 000 euros au projet de préfiguration du *Centre d'Archives et de Documentation homosexuelles de Paris*. Même si ce projet ne verra jamais le jour, il prenait le pari de créer en France un organisme communautaire, sur le modèle des exemples étrangers, et de le financer avec de l'argent public. Gérard Collomb avait décidé d'inaugurer une autre solution : l'intégration au sein d'un service public.

²⁹² La date, symbolique, fait référence au retrait de l'homosexualité de la liste des maladies par l'*Organisation Mondiale de la Santé*, le 17 mai 1990. L'idée originale d'une manifestation annuelle portant sur la lutte contre l'homophobie semble venir du Québec. En 2003, la *Fondation Emergence* y organise une journée consacré à la thématique, concept qui se diffuse ensuite au niveau national, puis international. L'événement est pour la première fois organisé en France en 2005.

²⁹³ Le Maire est entouré à cette occasion notamment de Patrice Béghain, Patrick Bazin et Michel Chomarat.

Dans la préface du catalogue de l'exposition consécutive à l'annonce de la création du nouveau Centre, le Maire de Lyon expliquant sa décision, insiste sur son caractère inédit et symbolique :

" Cette initiative unique en son genre, a été chaleureusement saluée très au-delà des seules communautés homosexuelles pour la qualité de son projet scientifique comme pour sa dimension culturelle et citoyenne exemplaire. (...) Il était en effet essentiel qu'une grande institution publique assume cette mission de conservation et de transmission de l'histoire de l'homosexualité à travers une collection aussi diverse que possible d'écrits, de témoignages, d'archives de presse, de vidéos, de revues ou de photographies. La Bibliothèque Municipale de Lyon, qui dispose désormais d'une documentation gay et lesbienne sans équivalent dans notre pays, approfondit ainsi sa vocation d'ouverture sur la Cité en mettant en valeur toutes les mémoires, toutes les cultures, toutes les identités qui la composent."²⁹⁴

Ce discours, à l'instar de celui de l'Adjointe à l'Egalité et aux Droits des citoyens au moment des *Assises*, insiste d'abord sur la dimension citoyenne du projet. Il évoque ensuite sa dimension universelle, en montrant que s'il possède pour "les communautés homosexuelles" un intérêt "essentiel", celui-ci concerne aussi la collectivité toute entière. Dans cette mesure, la *BmL* est présentée comme un outil favorisant le lien social, qui ne peut qu'être attentif à la diversité culturelle.

L'empreinte de Michel Chomarat derrière cette décision, est largement perceptible. D'abord, parce que celui-ci faisait partie, à cette époque, de l'équipe municipale en fonction. Chargé de Mémoire et militant homosexuel de longue date, son avis devait beaucoup compter par rapport à la volonté du Maire. Connaisseur des institutions étrangères, il remarquera que l'annonce du projet permettait à sa ville de pouvoir rivaliser avec " les principales villes d'Europe comme Amsterdam (*Homodock*), Barcelone (*Casal Lambda*), Berlin (*Magnus Hirschfeld* et *Schwules Museum*), Gand (*Fonds Suzan Daniel*) ou Rome (*Archivio Massimo Consoli*), qui disposent déjà de centres de documentation."²⁹⁵

Mais pouvoir rivaliser, implique aussi, parfois, de savoir se différencier : c'est ce qu'il souligne, lorsqu'il déclare que "l'originalité de la démarche lyonnaise" par rapport à ces villes

²⁹⁴ COLLOMB, Gérard, "Préface", in CHOMARAT, Michel, *Follement Gay ! L'homosexualité dans les collections de la bibliothèque de Lyon*, Mémoire Active, 2006, pp. 7-8.

²⁹⁵ CHOMARAT, Michel, "Une mémoire en construction", *op. cit.*, p. 11.

européennes possédant des organismes communautaires est qu'elle "s'inscrit dans le cadre d'une institution publique, à savoir une bibliothèque municipale, très largement ouverte sur l'extérieur, afin d'éviter tout reproche de communautarisme ou de repli identitaire."²⁹⁶

La thématique de l'ouverture sur la Cité est présente à la fois chez Gérard Collomb et chez Michel Chomarat. Pourtant, alors que le premier utilise, de manière neutre, le terme de "communautés", le second emploie celui de "communautarisme", associé au "repli identitaire". Le collectionneur, qui pourtant est ouvertement militant homosexuel, et qui connaît l'efficacité du fonctionnement des "organismes communautaires" à l'étranger, cherche, comme il le dit, à prévenir "tout reproche." La crainte du communautarisme est particulièrement présente, en France, depuis le milieu des années 1990. Elle renvoie à un phénomène de crispation sociale et politique, qui se traduit par une réaffirmation du modèle universaliste, refusant de traiter les individus en fonction de leurs particularismes, principe sur lequel la République Française s'est constituée à la Révolution. Les termes, sont donc, en quelque sorte, piégés. Néanmoins, il semble possible de distinguer les deux termes, "communauté" et "communautarisme", à raison de la finalité qu'ils poursuivent. La première est d'abord le produit de l'exclusion : elle rassemble des individus, liés par un sentiment d'appartenance, qui décident de s'organiser pour pouvoir vivre leur existence. Il ne s'agit pas d'une fin en soi, mais d'un moyen. Le second, s'il est tant rejeté en France, c'est qu'il semble tendre vers l'idée, justement, du repli de la communauté sur elle-même, d'une coupure et d'un refus catégorique du reste du monde, basés sur l'affirmation d'une différence profonde, incompatible avec la mixité sociale. A partir de cette hypothèse de distinction, le critère de l'ouverture est en effet déterminant : il s'agit de la condition pour rendre compatible la démarche du nouveau Centre de ressources, avec le cadre républicain de l'institution. Et en effet, contrairement par exemple à la situation à Amsterdam, le futur *Point G* n'est pas une entité privée, issue de la communauté homosexuelle, qui serait autonome et placée dans un espace à part, mais bien un service public.

L'implication de Michel Chomarat est aussi explicable par le fait que le fonds éponyme de la Bibliothèque de Lyon comportait, comme cela a déjà été évoqué, un sous-ensemble thématique de documents liés à l'homosexualité. Or ces éléments n'avaient jamais été mis en valeur ; ils étaient, en quelque sorte, en sommeil. Pour remédier à cet état des choses, et pour incarner l'annonce de l'engagement municipal en faveur de la valorisation de cet aspect du

²⁹⁶ *idem.*

patrimoine conservé dans les collections de la Bibliothèque, une exposition au titre manifeste est organisée quelques mois plus tard.

b. Une exposition manifeste : Follement Gay ! L'homosexualité dans les collections de la bibliothèque de Lyon (octobre-décembre 2005)

L'exposition *Follement Gay!*, *L'homosexualité dans les collections de la bibliothèque de Lyon*, organisée par Michel Chomarat rassemblait une sélection de documents du XVI^{ème} siècle à nos jours - manuscrits, tracts, livres, périodiques, estampes, affiches, photos, disques - en provenance du monde entier et conservés jusqu'alors dans les silos de la bibliothèque.

En réalité, une large majorité des pièces, conformément à la présence de la thématique de l'homosexualité dans les collections de la bibliothèque, provenait du *Fonds Chomarat* (environ 80% selon le déposant). D'autres Fonds étaient néanmoins représentés : le *Fonds Lacassagne*²⁹⁷, le *Fonds Chinois*, le *Fonds des Jésuites* ou la *Fondation Nationale de la Photo*. La transversalité de la présence de l'homosexualité au sein des différentes collections de la bibliothèque valide ainsi le sous-titre de l'exposition.

Ayant accueilli plus de 20 000 visiteurs, elle était organisée en six parties²⁹⁸, correspondant chacune à l'une des couleurs du drapeau arc en ciel abhorré par la communauté homosexuelle.

Son objectif était double : à l'égard de la collectivité, il s'agissait de restituer "les traces cachées d'une histoire en cours d'élaboration."²⁹⁹ L'enjeu est ici d'accorder aux minorités sexuelles, dont les "modes de vie, les territoires, les lieux ou les pratiques avaient été systématiquement condamnés et confinés dans la sphère privée au nom de la morale et de la religion,"³⁰⁰ une meilleure acceptation, du moins une plus grande visibilité dans la société.

²⁹⁷ Alexandre Lacassagne (1843 - 1924) était professeur de médecine à Lyon et un des fondateurs de l'anthropologie criminelle. Il a légué de son vivant son fonds à la ville, en 1921.

²⁹⁸ La première partie, "L'injure aux lèvres", retraçait l'histoire des injures employées pour nommer les homosexuels ; puis "Ne jamais mentir" présentait six livres écrits par des auteurs bisexuels ou homosexuels ; "Les Années Palace" portait sur la fascination de Paris pour les provinciaux ; "Vivre, seulement vivre" sur l'épidémie du sida et les discriminations homophobes et lesbophobes ; "Continuons le combat" se rapportait aux luttes militantes en France depuis les années 1970 ; enfin, "Une Planète tout en couleurs" donnait à voir la situation des gays et lesbiennes d'aujourd'hui dans le monde.

²⁹⁹ CHOMARAT, Michel, *Follement Gay... op. cit.*, p. 103.

³⁰⁰ *op. cit.*, p. 12.

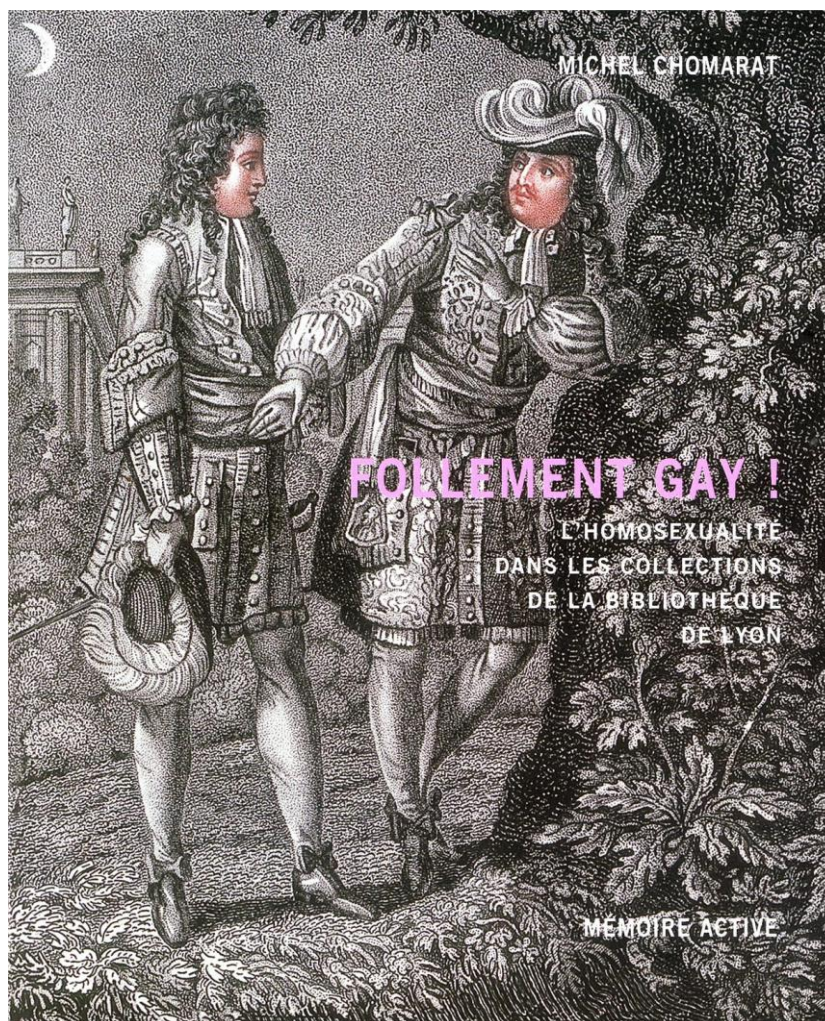


Figure 3 : Couverture du catalogue de l'exposition Follement Gay !

L'exposition, qui cherchait à offrir, à partir de documents, des repères sur l'histoire de l'homosexualité, voulait aussi non seulement "rendre leur dignité à tous ceux qui, hier, ne connurent que le mépris, les injures et les coups", mais également donner aux "générations d'homosexuels, hommes et femmes" d'aujourd'hui, "des armes (...) afin qu'elles puissent connaître leur histoire et ainsi contribuer à la construction de leur propre identité."³⁰¹ Cette intention, que Michel Chomarat reconnaît lui-même comme "pouvant paraître militante"³⁰², ne renvoie en réalité qu'à l'importance de la transmission de l'histoire communautaire et à l'utilité de ressources pour la construction des identités individuelles ou collectives. Ceux-ci déjà été évoqués pour les cas précédents, à l'étranger.

³⁰¹ *idem.*

³⁰² *idem.*

Sur le site de l'exposition, devenue virtuelle³⁰³, le discours du directeur de la *BmL*, Patrick Bazin, est situé en première position. Son texte, intitulé "Une autre façon d'envisager le patrimoine", inscrit la démarche muséographique dans la continuité des *Assises de la Mémoire Gay et Lesbienne*. Il rappelle que l'objectif de celles-ci était de :

"mieux valoriser un aspect important des collections de la Bibliothèque, et surtout, de faire œuvre de mémoire dans un registre jusqu'à présent négligé, celui que les anglosaxons appellent les "*gender studies*", l'étude de la façon dont la sexualité s'inscrit dans la société."

L'exposition, comme les conférences thématiques, participaient d'une même intention : faire sortir le patrimoine des réserves de conservation pour le montrer au public, le rendre visible, le médiatiser. Il s'agit, autrement dit, de consacrer le processus de patrimonialisation, à travers la rencontre entre des objets et/ou des documents avec un public. Confronté au caractère officiel de la manifestation, celui-ci est amené à reconnaître leur caractère patrimonial.

La formulation de la seconde partie de la phrase annonce quant à elle le glissement imminent de l'identité du Centre qui allait voir le jour. En effet, le responsable institutionnel ne se réfère pas, comme Michel Chomarat, au champ des "études gays et lesbiennes", mais à celui des "études de genre." Les raisons stratégiques de cette divergence, qui seront étudiées ci-dessous, se mettent en place à cette période charnière.

Le texte se poursuit néanmoins par le soutien intellectuel réaffirmé par le directeur aux différentes démarches menées par le collectionneur à la Bibliothèque :

"Faire œuvre de mémoire ou d'histoire ? L'une ne va pas sans l'autre tant il est vrai que le travail des historiens ne peut s'appliquer s'il ne dispose pas d'un matériau et si rien n'est fait pour que les acteurs directement concernés s'impliquent dans la collecte de ce matériau."

L'appel à la participation des "acteurs" à l'élaboration de leur propre patrimoine, c'est à dire à la collecte des traces, au travail historique qui les accompagne, ainsi qu'à sa valorisation n'est pas sans manquer d'évoquer le principe de collection écomuséale mis en œuvre à *l'Ecomusée du fier monde*. Celui-ci, pour mémoire, est justement basé sur le choix partagé par la "communauté" et l'équipe du musée d'éléments considérés comme représentatifs du patrimoine local. De la même manière, au *MNATP* les deux chercheurs ont pris grand soin

³⁰³ URL : http://www.bm-lyon.fr/expo/virtuelles/follement_gay/index.html. Consulté le 07/08/14.

d'associer à leur démarche de construction de l'objet anthropologique de la collecte sida, les représentants des associations issues de la "communauté homosexuelle".

Dans un dernier texte³⁰⁴, paru cette fois dans *Topo*, le journal des bibliothèques de Lyon, fin 2005, Patrick Bazin se demande si en se préoccupant d'organiser une exposition sur la mémoire gaie, la *BmL* "ne sort-elle pas du cadre normal de ses missions patrimoniales" ?

Il y répond, faisant écho à la déclaration de Patrice Béghain à l'occasion des Assises, en expliquant que l'institution doit s'adapter à "l'évolution de la notion-même de patrimoine."³⁰⁵ Autrement dit, il est de son devoir de prendre en compte le souhait des gays et des lesbiennes de voir les traces de leurs existences et de leur histoire à la fois conservées et montrées publiquement.

Il poursuit son argumentaire en expliquant qu'aujourd'hui, le patrimoine "ne peut plus se restreindre aux trésors du passé déjà sanctifiés de leur vivant et ne servir qu'une vision intemporelle de l'Histoire", puisqu'il serait alors faiblement utile "à la compréhension de notre époque." Pour le directeur de l'institution, au contraire, "la démarche patrimoniale doit interroger le passé à la lumière de nos urgences et faire sens de toutes traces, même la plus modeste." Cette conception très vaste du champ patrimonial, qui semble d'ailleurs être liée au courant de la Nouvelle Histoire, illustre une volonté de déconstruction de la hiérarchie, issue du XIX^{ème} siècle, entre d'un côté le Grand Patrimoine, celui de la culture savante, symbolisée par les musées de Beaux-Arts et des monuments historiques et de l'autre, la culture populaire et les modestes traces de la vie quotidienne, qui n'en restent pas moins porteuses de signification.

C'est ce parti pris qui explique qu'en présentant des tracts, des affiches, des notes de bas de page et des coupures de presse, que l'exposition peut soudain donner "une visibilité historique à tout un continent d'existences et de comportements."³⁰⁶

Ce qui se joue ici, à l'instar de la collecte, contemporaine, du *MNATP* sur le sida, c'est l'utilité et l'utilisation de matériaux infimes issus de la vie quotidienne et jusqu'alors peu mis en valeur. Ceux-ci sont essentiels pour permettre de documenter les phénomènes qui sont l'objet du patrimoine immatériel : les faits sociaux.

³⁰⁴ BAZIN, Patrick, "Pourquoi une exposition sur la mémoire gay ?", in *Topo, Journal des Bibliothèques de Lyon*, Lyon, novembre-décembre 2005, p. 3.

³⁰⁵ *idem.*

³⁰⁶ *idem.*

L'auteur conclut son texte en expliquant que cette nouvelle exigence de la démarche patrimoniale transforme celle-ci en un "un acte de mémoire constitutif (...) d'une identité en gestation." Le choix par la Bibliothèque de la thématique de l'homosexualité pour cette exposition s'explique, dans cette perspective, par sa mission "de service public de la connaissance" qui consiste à aider "ceux qui n'ont pas encore de mémoire, faute d'avoir jamais été officiellement reconnus dans leur singularité, à se constituer enfin une histoire." Cette histoire, précise-t-il, n'est pas une invention "ad hoc", mais elle est révélée et concrétisée par le rassemblement "des bribes éparses."³⁰⁷

3. L'infléchissement du projet de Centre : *le Point G*

Dans les mois qui suivirent l'annonce par Gérard Collomb de la création du "centre de ressources documentaires gays et lesbiennes", une série de tensions émergèrent, qui allaient entraîner la modification du projet d'origine.

D'abord, il fallait obtenir de la Mairie la création d'un poste de bibliothécaire, dont Patrick Bazin souhaitait à l'origine qu'il soit, à l'instar par exemple des responsables du Fonds Chinois ou du Fonds Jésuite, un conservateur, à temps complet. En période de réduction des dépenses publiques, et en raison de la nature particulière du projet - qui a provoqué, selon les termes de Michel Chomarat, une véritable "*bataille à l'Hôtel de ville*"-, le vœu du directeur ne fut pas exhaussé. C'est un demi-poste, contractuel, qu'il obtint, par vote du conseil municipal en mars 2006. De la même manière, des 10 000 euros annuels de budget d'acquisition de livres que celui-ci avait sollicité auprès de la Mairie, il n'obtint rien³⁰⁸.

Le mois suivant, la définition de la fiche de poste, rédigée par Patrick Bazin, laissait apparaître un élargissement, sinon un glissement de l'objet-même de la nouvelle entité : d'une perspective strictement gaie et lesbienne vers la thématique du genre. Fallait-il y voir une forme de défiance, ou du moins d'affirmation d'une autonomie par rapport à la décision politique qui avait été prise ? La question reste ouverte.

³⁰⁷ *idem.*

³⁰⁸ Le budget d'acquisition actuel, formé en réalité par Patrick Bazin à partir de prélèvements sur un ensemble d'autres postes de dépenses, est de 4000 euros. La responsable du *Point G* concède que cette somme est "*à peu près suffisante, au regard de la production éditoriale.*"

Avant d'aborder les enjeux de ce revirement, il convient d'introduire une nouvelle protagoniste, Sylvie Tomolillo, qui allait parvenir, en décembre 2006, au terme du processus de recrutement pour le nouveau (demi) poste³⁰⁹.

N'étant pas bibliothécaire de formation, mais spécialisée en sciences sociales, et en particulier en anthropologie, son profil avait retenu l'attention du jury, et en particulier du directeur de l'institution et philosophe, connu pour ses positions iconoclastes. Son parcours correspondait en effet à la tonalité et à l'ambition que ce dernier souhaitait donner à la nouvelle entité.

Elle explique, durant l'entretien, qu'à son arrivée, elle trouve une institution *"où il y a clairement un très fort engagement et une volonté de la part du directeur, intéressé par le fait qu'il puisse s'agir d'une nouvelle manière d'investir la bibliothèque et de valoriser des documents de manière thématique.(...) Et il se trouve que le monde des bibliothèques est un endroit où il y a beaucoup de femmes et qu'à cette époque-là, parmi les conservatrices, pas mal étaient de la génération soixante-huitarde, qui avaient donc, soit une militance féministe, soit, en tous cas, avaient été sensibilisées. L'accueil, en réalité, est donc plutôt favorable."*

a. L'appropriation du concept par Patrick Bazin et son inscription dans un projet de politique culturelle mené à la Bibliothèque

Le directeur de l'institution, en héritant du projet lancé par Michel Chomarat et validé par le Conseil Municipal, s'est approprié l'idée du centre de ressources autour de la mémoire des minorités sexuelles, parce qu'il correspondait, d'une certaine manière, à son *"concept de bibliothèque."* Pourtant, et rapidement, sa mise en application a été l'occasion d'un certain nombre de modulations.

D'abord, le terme de "ressources", avait l'avantage d'inviter à autre chose que la seule mise à disposition de documentation. Il permettait véritablement d'inscrire le Centre dans une politique culturelle et une vision plus générale, ouverte à l'interaction (rencontres, permanences, réponse à des questions, etc.) et à l'interdisciplinarité (expositions, audiovisuels, littérature, musique, etc.). Ce qu'il cherchait, au fond, c'était de *"faire de la BmL un lieu d'expression et un lieu de vie."* Or, explique-t-il, contrairement aux musées, dont les collections sont en principe composées d'objets, directement prélevés du Réel, la bibliothèque *"n'est pas faite pour la vie, mais pour travailler sur les représentations"*

³⁰⁹ En réalité, le passage du poste à temps complet, afin de répondre à l'ampleur des missions à effectuer, est enfin intervenu en 2014, après huit ans de demandes régulières.

secondaires de celle-ci." Aussi, la difficulté est plus grande pour cette dernière, que pour le musée, de se transformer en un *forum*, une place publique d'échange.

Mais sa vision était également liée à un autre enjeu, presque personnel, puisqu'il s'agit, pourrait-on dire, de "son cheval de bataille" dans la sphère des institutions de patrimoine : la place et les possibilités offertes par le numérique.

L'utilisation d'un parcours thématique (la mémoire gaie, le genre) à travers les collections de la bibliothèque permettait en effet au philosophe *"d'illustrer la transversalité montante de la recherche documentaire offerte par le numérique."* Basée sur l'utilisation de mots-clés, elle permet, de fait, de regrouper textes ou images ayant trait à un même sujet. Ce qui importe désormais, c'est moins la notion de document, son support, sa matérialité, sa place dans une catégorie construite *a priori*, que la création de nouveaux ensembles, virtuels, qui, agrégés, permettent de *"rendre compte de la diversité."*

b. La redéfinition de l'objet : le genre et les sexualités

Du "centre de ressources documentaires gays et lesbiennes", annoncé par Gérard Collomb le 17 mai 2005, et qui s'inscrivait dans la lignée des activités de Michel Chomarat à la *BmL*, le projet change assez rapidement d'angle d'attaque. En effet, son intitulé bouge et devient : "Point G, centre de ressources sur le genre et les sexualités".

Sylvie Tomolillo explique lors de notre entretien le sens de ce changement d'objet. Elle commence par retracer sommairement l'utilisation du premier terme : *"dans le sens commun, et d'un point de vue grammatical il y a deux genres : le masculin et le féminin. Lorsqu'il est employé au singulier, en revanche, il s'agit d'un concept : le principe qui organise les rapports sociaux, les représentations. Il permet de comprendre la division culturelle et les interactions entre les hommes et les femmes, et entre personnes de même sexe."* Elle poursuit en indiquant que son utilité est *"de permettre de comprendre la dynamique, la transversalité, de voir comment opèrent ces distinctions, et ce qu'elles produisent."*

Le second terme, celui de "sexualités", écrit au pluriel, manifeste la démarche intellectuelle de Sylvie Tomolillo consistant, à travers le nouveau Centre de ressources, à interroger *"les processus de construction identitaires."* Elle défend l'idée que loin d'être monolithiques et binaires, les identités (sexuelles) sont variées, multiples et relatives. Autrement dit, ce que

visé à proposer les ressources mises à disposition, et les activités qui les accompagnent ne sont pas moins qu'une meilleure acceptation, du moins compréhension de l'altérité.

Ce déplacement, décidé de manière collégiale par Patrick Bazin, Sylvie Tomolillo et les membres des autres départements de la bibliothèque, offrait un certain nombre d'avantages :

- Une meilleure prise en compte de la diversité des minorités sexuelles

Sylvie Tomolillo, qui n'appartient pas à la même génération de militants³¹⁰ que celle de Michel Chomarat, remarque à juste titre qu'à son arrivée à la bibliothèque, fin 2006, l'appellation "gays et lesbiennes" était devenue inadaptée à rendre compte de la réalité et de la diversité des groupes sociaux engagés dans la revendication de la reconnaissance de leurs identités et sexualités : à côté des homosexuels militent les bisexuel-le-s, les trans, les *queer* ou encore les intersexué-e-s. Cette évolution avait d'ailleurs donné lieu à la diffusion du sigle "LGBTQI" pour désigner les minorités sexuelles³¹¹.

- Une dimension universitaire

Pour la nouvelle responsable du Centre en effet, spécialiste des études de genre, celles-ci sont *"la seule manière scientifique³¹² d'aborder la question des mémoires gaies et lesbiennes, dans la mesure où normes de sexualités et de sexes sont intrinsèquement liées."* Pour elle en effet, ce qui les rapproche est un *"lien de nature culturelle et anthropologique : celui de la normativité."* Aussi, *"binariser le masculin/ féminin et les déclarer complémentaires est ce qui permet de penser ensemble le sexisme et l'homophobie."*

La dimension universitaire de la démarche de Patrick Bazin et Sylvie Tomolillo a su générer une alliance de fait avec l'Université. La responsable du Centre explique avoir très rapidement été mise en contact avec les directrices de deux Masters (*EGALES* et *MATILDA*) de l'*Université Lumière Lyon 2*. La première, Laurence Tin travaille avec ses étudiants sur les études de genre et les actions liées à l'égalité dans la société. La seconde, Christine Planté, davantage portée sur l'art et la littérature, étudie l'histoire des femmes et du genre. L'objet du nouveau Centre, le genre, a donc rassemblé autour de lui une communauté scientifique de chercheurs ou d'étudiants.

³¹⁰ Ou plutôt, dans son cas, d'intellectuelle engagée dans le milieu universitaire.

³¹¹ La même logique avait aussi conduit à délaisser le terme de *Gay and Lesbian Studies* au profit du plus inclusif *Gender and Sexuality Studies*.

³¹² Elle nuance cette affirmation en expliquant qu'il est possible de faire de l'historiographie, mais difficile de se passer du genre pour analyser par exemple les ressorts de l'homophobie.

- Une perspective anthropologique

Sylvie Tomolillo décrit le passage *"d'une question strictement mémorielle et homosexuelle à un point de vue plus large"* comme une démarche anthropologique, consistant à utiliser les comparaisons. Conformément à sa formation, elle avait l'ambition d'offrir aux catégories occidentales de sexes et de sexualités une double ouverture : à la fois vers d'autres périodes historiques (*"voir comment ça se passait avant"*) et vers d'autres régions géographiques (*"regarder comment ça se passe ailleurs"*).

La première permettait de montrer *"que ces catégories ne sont pas intemporelles."* Cette approche historique est d'ailleurs particulièrement féconde et nécessaire dans la mesure où la BmL dispose de fonds anciens importants (le Fonds Chomarat, mais aussi, par exemple, le Fonds Lacassagne). La seconde ouverture servait à rendre compte que dans d'autres cultures *"des hommes sont attirés par des hommes, des femmes attirées par des femmes, sans qu'il n'existe pour autant de catégorie "homosexualité"."* Cette double ouverture offrait également l'avantage de pouvoir inscrire le projet du Centre dans une visée universelle, liée à la dimension anthropologique de son objet.

Cette approche a d'ailleurs donné lieu au rattachement du Fonds "Genre et Sexualité" au Département "Civilisation". Sylvie Tomolillo justifie cette position spatiale par le fait que les disciplines mises à profit pour ce type de lecture interrogeant les questions de normativité de genre et sexuelle *"se retrouvaient plutôt du côté Civilisation"* : histoire, philosophie, anthropologie sociale, psychologie³¹³. Et que par ailleurs, *"il y avait aussi un choix, qui était volontaire, par rapport au Département "Société", de ne pas en faire une question d'actualité, avec tout l'aspect sensationnaliste qu'il peut y avoir derrière."*

c. Les missions du Point G

L'action du Point G s'oriente dans quatre directions :

³¹³ Pour autant, les matériaux relatifs à ces questions se retrouvent également dans d'autres départements de la bibliothèque, comme ceux des "Arts et loisirs", le "Fonds ancien" (dont le Fonds Chomarat fait partie), le département "Jeunesse", "langues et littérature", "société" ainsi que dans les bibliothèques d'arrondissement.

- L'archivage des mémoires LGBTQI³¹⁴

La première mission du Centre est la collecte de documents d'archives, individuels, associatifs ou institutionnels, qui correspond à la problématique de la mémoire des minorités sexuelles. Le site Internet du *Point G*, qui en appelle aux "acteurs/actrices et dépositaire de cette mémoire vivante" explique en effet que les dons ou les dépôts recueillis ont pour objectif de "permettre d'étayer les différents aspects de l'histoire et de la culture lesbienne, gay, bi, trans, *queer*, intersexe... en France ou à l'étranger."³¹⁵

Sylvie Tomolillo explique qu'en réalité, parmi les dons, peu nombreux, que le *Point G* a reçu depuis sa création, la part des archives est assez faible : ce sont plutôt des bibliothèques personnelles qui ont intégré les collections. Il faut dire qu'étant hébergée au sein de la *BmL*, et non au sein d'une institution identifiée comme des Archives, ce réflexe est compréhensible.

Seule pour accomplir toutes les missions du Centre, la responsable travaille à l'indexation et à la mise en accessibilité des collections. Leur traitement intellectuel³¹⁶, c'est à dire leur étude et leur description complète, à l'instar du travail effectué par Jean-Paul Laroche sur le Fonds Chomarat, n'a cependant pour l'instant pas pu, faute de temps, être mis en œuvre. La transmission, à ce niveau-là, est donc pour l'heure presque inexistante.

Deux fonds "*véritablement conséquents*" ont pour l'instant été donnés : une bibliothèque d'environ mille livres, et un don de trois cent livres, accompagné de la collection complète³¹⁷ du magazine homosexuel *Gai Pied*, par l'un de ses fondateurs, Franck Arnal. Pour le reste, la responsable du *Point G* explique qu'elle reçoit d'une dizaine de donateurs, régulièrement, quelques documents. L'association ARIS (Centre LGBTI de Lyon), motivée par des problèmes de locaux et la volonté d'une plus grande visibilité et de reconnaissance à travers l'intégration à un service public, a également l'intention de céder au *Point G* ses archives. Préalablement, et pour libérer Sylvie Tomolillo de cette charge de travail, l'association a accepté d'inventorier

³¹⁴ Lesbiennes, Gais, Bisexuels, Trans, Queer, Intersexe.

³¹⁵ Blog du Point G, Portail de la Bibliothèque municipale de Lyon, onglet "dons et dépôts". URL : <http://www.bm-lyon.fr/nos-blogs-et-sites-thematiques/le-centre-de-ressources-sur-le/article/dons-et-depots>. Consulté le 10/08/2014.

³¹⁶ Sylvie Tomolillo explique souhaiter traiter ces archives de deux manières concomitantes : à la fois document par document, afin de les faire tous apparaître dans le catalogue informatique, et également en créant, par dossier, des arborescences, des ensembles qui permettent de les recouper par période historique, auteurs, etc...

³¹⁷ Il faut cependant noter que la nouvelle direction des collections, après le départ de Patrick Bazin, a refusé d'accepter le don des magazines, déjà en grande partie présents dans le *Fonds Chomarat*. Cependant, celui-ci étant un dépôt, le déposant dispose de la possibilité de retirer toute sa collection, ou certaines pièces, de la Bibliothèque. Cette décision de refus est par conséquent controversée.

ses collections d'archives et de magazines.

- La constitution d'un fonds contemporain interdisciplinaire : le fonds "Genre et sexualités"

La deuxième mission de *Point G* est la constitution d'un fonds contemporain interdisciplinaire, rattaché au département "Civilisation" de la Bibliothèque.



Figure 4 : Étagères de présentation des ouvrages du Fonds "Genre et sexualités", salle du département Civilisation.

Cette mission renvoie à la volonté de Patrick Bazin de faire de la visibilité, en mettant des documents en salle. La stratégie et donc la logique du *Point G* sont différentes de celle du *Fonds Chomarat*. Celui-ci, conservé au Fonds Ancien, n'est accessible que sur demande motivée. Inversement, les livres disposés sur quelques étagères du Centre, en salle de lecture du Département Civilisation s'imposent aux yeux de tous.

La visibilité, remarque Sylvie Tomolillo, est un terme polysémique. Pour elle, " *qui venai[t] plutôt d'un milieu militant, puis, dans [s]a démarche universitaire, engagée, le mot visibilité avait un sens de fierté.*" En ce sens, montrer physiquement une partie des collections

disponibles sur le genre, traitant notamment des minorités sexuelles, impliquaient pour celle-ci la reconnaissance symbolique, sociale et institutionnelle, de leur existence, dans le cadre d'un service public. C'est d'ailleurs ainsi que la responsable du Centre envisage "son rôle" et interprète cette mission : "*imposer*", à tous, "*cette culture, ces valeurs, cette sensibilité, cette créativité, autrement dit ces repères culturels*", grâce au "*poids de l'institution*". Réciproquement, c'est aussi s'adresser directement aux minoritaires, "*soit sous-représentées, soit clairement discriminées*" pour "*leur fournir de la documentation, des repères, et une forme de légitimité*." Autrement dit, s'adressant à la fois au plus grand public et à un public spécifique, il s'agit de montrer que ces documents ont leur place dans les collections, et comment "*tout le monde peut être impliqué*."

Par ailleurs, la visibilité peut être synonyme de présentation, et en ce sens, constituer un dispositif de valorisation patrimoniale des collections de la Bibliothèque. Sylvie Tomolillo explique que sur cet aspect, les étagères constituent "*un ancrage*", qui est uniquement "*la pointe émergée de l'iceberg*". En effet, tous les ouvrages du *Fonds Genre et sexualités* ne sont pas présentés en salle de lecture, la plupart étant conservés soit dans les réserves des silos, soit répartis dans les différents secteurs de la bibliothèque (histoire, philosophie, sociologie, arts et littérature, etc.). Les étagères servent alors à indiquer et à valoriser l'existence d'un champ thématique disponible au sein des collections de l'institution.

Le fonds "Genre et sexualité" dispose au total, à partir de l'interrogation du catalogue en ligne, d'une collection de 1589 références³¹⁸. La cotation, suivant la production éditoriale, reflète, d'une part de grandes "*thématiques sociétales*" (santé, homoparentalité, couple, adoption, mariage), d'autre part, des contenus plus complexes, de sciences sociales, en grande partie en langue étrangère. Ceux-ci, portent en particulier sur l'identité sexuée³¹⁹, ou sur les courants de pensée postmodernistes³²⁰, et s'adressent majoritairement à un public universitaire, ou très spécialisé.

³¹⁸ Recherche en ligne. Catalogue informatique de la bibliothèque de Lyon, collection "Genre et sexualités". URL : <http://catalogue.bm-lyon.fr/?fn=Search&Style=Portal3&q=sfonds%3Dgxsx>. Consulté le 10/08/2014.

³¹⁹ La côte "GENR", décrite sur le blog du *Point G* comme recouvre les "ouvrages théoriques sur la distinction entre sexe et genre ou sur la différenciation des sexes ; transsexualisme, transgenderisme, intersexuation et autres catégories culturelles dans leurs aspects sociaux, politiques, historiques, subjectifs..."

³²⁰ La côte "POST", qui regroupe des ouvrages issus de la théorie *queer*, de l'intersectionnalité, du post-structuralisme et de la postmodernité, permet "l'analyse des catégories identitaires et des processus normatifs" et la mise en valeur de "l'hétérogénéité des statuts sociaux et la simultanéité des discriminations (socio-économiques, ethniques, sexuelles, de sexe...)"

Sylvie Tomolillo, commentant l'absence d'œuvres de fiction parmi les étagères, explique que la question de les y inclure s'est déjà posée. Malgré le fait que ce type de documents est sans doute un "*vecteur efficace d'identification et de construction identitaire*", la décision a été prise, en concertation avec ses collègues, de les laisser à leur place : le Département "Arts et Littérature." Pour autant, pour remédier à leur absence, la responsable du *Point G* procède par bibliographies³²¹. Est par ailleurs mis en œuvre, lorsque le sujet ou l'auteur est lié aux minorités sexuelles, un travail d'enrichissement des notices bibliographiques du catalogue informatique de la Bibliothèque. Il s'agit alors "*de trouver, sinon d'inventer, des mots-matière.*" La méthode renvoie à la troisième mission que s'est donné le *Point G* : la relecture transversale des collections existantes.

- Une relecture thématique des collections existantes

Sylvie Tomolillo, décrit la troisième mission dont elle a la charge comme consistant à "*aller plus loin que l'ancrage très visible*" offert par la présence des ouvrages sur les étagères en salle de lecture. Il s'agit de "*montrer l'omniprésence de l'homosexualité et des questions transidentitaires dans les collections de la Bibliothèque*", à travers un repérage informatique, à partir du catalogue général des collections, des différents départements et sites de la *BmL*. Autrement dit, il s'agit d'aller puiser dans les 3 500 000 documents conservés, afin d'en extraire un nouvel objet transversal : le genre et les sexualités.

L'objectif, permis par le numérique, est de pouvoir informatiquement accéder à ces ressources et aux informations qu'elles contiennent.

L'enjeu de création d'une nouvelle catégorie, à partir de documents dispersés est double. Intellectuellement, il permet de montrer la validité d'une structuration des contenus de savoirs effectué *a posteriori*, c'est à dire sans catégorie construite d'avance, qui révèle nécessairement une forme de rigidité puisque les catégories sont forcément formulées à partir des époques qui les ont inventées. Cette démarche, basée sur un principe de reconfiguration dynamique, est de nature à faire du patrimoine un objet vivant, adaptable, sans cesse interrogé, et par conséquent valorisé.

Par ailleurs, pour Sylvie Tomolillo, l'enjeu est aussi éminemment politique, puisque le fait de montrer l'omniprésence, à travers les collections, de la thématique du genre et des sexualités,

³²¹ Celles-ci sont disponibles sur le blog du *Point G*. URL : <http://www.bm-lyon.fr/nos-blogs-et-sites-thematiques/le-centre-de-ressources-sur-le/bibliographies/>. Consulté le 10/08/2014.

renforce leur légitimité sociale.

- La mise en valeur du patrimoine par les manifestations publiques

La reprise par Sylvie Tomolillo et le *Point G* à partir de 2008, des *Assises de la Mémoire Gay et Lesbienne*, illustre la continuité du parti pris de la Bibliothèque de mettre en valeur le patrimoine conservé dans ses collections, à travers une thématique changeante. En l'occurrence, il s'agit de manifestations relatives aux minorités sexuelles. Il faut relevé qu'un effort avait débuté, dès 2006, pour rendre compte de la diversité sexuelle de ces minorités : en effet, la visibilité des transgenre et des lesbiennes avaient rejoint la liste des sujets abordés. En 2008, à l'occasion de la commémoration des quarante ans de Mai 68, c'est un regard rétrospectif qui est porté vers cet événement historique. Patrick Bazin, alors militant d'extrême gauche, se souvient de ce qui, finalement, en était ressorti : "*la question des femmes et des homosexuels*". Pour lui, "*Mai 68, était une révolution culturelle : celle de la diversité.*"

En 2009 enfin, c'est vers les pratiques artistiques que décide de se tourner Sylvie Tomolillo, lorsqu'elle organise la dernière édition de ces rencontres. Une fois encore, c'est bien la transversalité qui est recherchée.

Par la suite, c'est vers des formules de manifestations plus souples, et moins complexes à organiser que Sylvie Tomolillo se tourne pour valoriser sa thématique : des partenariats. Par exemple avec le festival *Ecrans Mixtes*, qui travaille aussi sur les questions de la diffusion du patrimoine cinématographique des minorités sexuelles. Ou, pour le 17 mai 2014, en invitant à intervenir à la bibliothèque, l'association de lutte contre les discriminations *SOS Homophobie*.

Il faut maintenant résumer les différents enjeux, que reflètent les missions données au *Point G* par Patrick Bazin et Sylvie Tomolillo.

En tant que telle, l'entité a pour premier but de rassembler des connaissances. C'est la logique d'une bibliothèque, qui opère principalement par l'acquisition de livres, mais c'est aussi celle des Archives, lorsqu'elles rassemblent des documents témoignant d'une époque ou d'un fait social, nécessaires à la production scientifique de nouveaux contenus. Le *Point G* concentre ces deux aspects : il recueille des archives, il acquiert des ouvrages.

Le choix de l'intégration à une institution municipale de forte importance lui donne une mission de service public. Conformément à l'intention originellement exprimée par le Maire de Lyon, et au soutien symbolique de l'Adjointe aux Droits de l'Homme, celle-ci consiste à valoriser le patrimoine jusqu'alors invisible, bien que présent dans l'ensemble des collections de la Bibliothèque : celui d'une catégorie sociale stigmatisée. En affirmant la présence de ce patrimoine dans ces collections et en le valorisant, l'existence symbolique des minorités sexuelles est institutionnellement reconnue.

En tant que service public, mission qui l'engage à jouer un rôle social, le *Point G*, à l'instar du *MNATP*, propose de donner une visibilité symbolique à une catégorie sociale qui n'avait pas la parole au sein des institutions de patrimoine. En tant qu'espace ouvert sur la Cité, la Bibliothèque porte ainsi un rôle pédagogique, à l'égard du grand public, d'explication et de conscientisation à la diversité. En ce sens, l'institution se propose d'être actrice d'une évolution des mentalités.

La transversalité de l'objet -le genre- parce qu'il est inclusif de toute la diversité sexuelle, semble permettre, en quelque sorte, de rejoindre l'idéal des institutions républicaines françaises : celui d'une universalité. Dès lors, le spectre du "communautarisme", si cher aux responsables et à l'opinion publique française, semble s'éloigner.

Pour conclure sur les deux entités étudiées à la *Bibliothèque municipale de Lyon*, il apparaît qu'étant insérées dans une institution publique, un soucis constant de justification de leur légitimité a consisté à tenter de les rendre compatibles avec l'idéal laïc et républicain français.

Conclusion générale

Les traces des minorités sexuelles font aujourd'hui l'objet d'investissements personnels, communautaires et politiques. Elles sont collectées, conservées et mises en valeur dans différentes institutions en France, en Europe et aux Etats-Unis.

Ce mouvement de patrimonialisation, qui prend véritablement son essor à partir de la fin des années 1970, correspond à un ensemble de revendications de la part de ces groupes sociaux : sauvegarde de leurs mémoires, volonté de connaître leur histoire, reconnaissance symbolique.

Les cas étudiés à Amsterdam, Bologne, et Montréal ont montré qu'au cours des années 1980, les minorités sexuelles locales s'étaient mobilisées afin de constituer, par leurs propres moyens, des espaces "communautaires" destinés à rassembler les matériaux de leur patrimoine.

Homodok/IHLIA est né dans l'enceinte de l'Université, afin de rendre accessible la documentation sur l'homosexualité nécessaire aux étudiants du programme de *Gay & Lesbian Studies*, qui venait d'être créé. Le lien entre le "savoir de référence", critère préalable de patrimonialisation pour Jean Davallon et rassemblement des traces, est établi. Il faut cependant remarquer qu'en l'espèce, ce n'est pas cette nouvelle "science" qui permet de constituer le patrimoine, mais plutôt l'inverse. Ce phénomène, comparable à ce qui s'est produit en Amérique du Nord avec les projets d'histoires communautaires, en particulier celui de Ross Higgins permet d'avancer que les matériaux collectés, le sont d'abord pour leur valeur documentaire. Ils servent en effet de support au développement des recherches, notamment en sciences sociales, concernant les minorités sexuelles. Cet aspect est également particulièrement flagrant dans le cas des *Archives Gaies du Québec* et de la *Bibliothèque à Livres Ouverts étudiés* à Montréal. Une mise en tension entre la contrainte économique et la nécessité de prouver sa valeur auprès des partenaires publics a été mise en évidence pour ces institutions communautaires.

La création d'une bibliothèque dans l'enceinte du Centre LGBT *Il Cassero* à Bologne répondait à une double volonté d'enregistrement de la trajectoire du militantisme bolonais, et plus largement italien, et de mise à disposition de ressources à destination de la communauté. Cette mission d'aide et de soutien à une catégorie de personnes stigmatisée correspond à un rôle social que se donne l'organisme.

Or, l'orientation sociale des institutions patrimoniales est un acquis majeur des théories et des expérimentations qui se développent à partir des années 1970 autour de la Nouvelle Muséologie, notamment sous l'impulsion de Georges Henri Rivière et d'Hugues de Varine. C'est à partir de ce rôle, qui consiste à prendre en compte et à donner la parole aux minorités, qu'ont été développées les initiatives de l'*Ecomusée du fier monde* et du *Musée National des Arts et Traditions populaires*.

Dans le premier cas, le fait de revendiquer l'appellation d'écomusée impliquait pour l'organisme de prendre en compte toutes les composantes formant les identités de son territoire. Or celui-ci correspondait justement en partie au "Village gai" de Montréal, où se situent la plupart des organismes émanant de la communauté LGBT. Un magazine, *Fugues*, fêtait ses trente ans d'existence, une exposition, réalisée en étroite partenariat, est donc organisée. "Musée d'histoire" et "musée citoyen" : les deux piliers de la définition de l'institution patrimoniale sont mobilisés. Cependant, il faut remarquer qu'ici, le patrimoine exposé (les archives et les couvertures du magazine) n'entre pas dans les collections de l'écomusée. Sa philosophie consiste davantage à conserver les objets *in situ*, sous la garde de leurs détenteurs, plutôt que de les acquérir pour les conserver dans ses réserves. La patrimonialisation, qui implique, au sens classique, la propriété des objets matériels et leur présence physique dans les collections n'est donc pas véritablement caractérisée.

Dans le second cas, le projet de patrimonialisation visait d'abord l'épidémie du sida et les luttes des associations pour combattre l'épidémie. Ce n'est que par ce biais qu'elle a touché la question des minorités sexuelles, particulièrement atteintes par la maladie, et combattives dans leurs réactions collectives. La démarche, menée par deux anthropologues, a d'abord consisté à accueillir des manifestations (rituel, débats) au sein du musée, afin de construire progressivement les contours de l'objet de la campagne d'acquisition. Face au constat de l'absence de collecte systématique et au désintérêt général des autres institutions françaises pour la question, ils ont initié une double entreprise de sauvegarde des mémoires des associations militantes, menacées de disparition, et de documentation, à travers des ensembles d'objets, d'un phénomène social particulièrement marquant.

La situation lyonnaise occupe dans l'étude une place singulière, puisqu'elle rassemble des initiatives d'aspect et de nature différents. Le dépôt à usage de la collection d'archives et d'ouvrages de Michel Chomarat en 1992 à la *Bibliothèque municipale*, ne comportait initialement pas officiellement dans ses composantes le thème de l'homosexualité. Ce n'est

que par la suite qu'il s'est progressivement manifesté, par le biais de l'organisation, par le collectionneur et militant, des *Assises de la mémoire gay et lesbienne*, puis par l'annonce par le Maire de la ville de la volonté de créer un Centre de ressources documentaires. Ce développement, profondément attaché à l'action en faveur de la mémoire des minorités sexuelles d'un homme, Michel Chomarat, illustre, de la part de l'institution, une intention de patrimonialisation particulièrement originale, puisqu'elle visait non seulement à "encapsuler" une collection de documents, mais également les activités du collectionneur. Le projet de Centre, devenu le *Point G*, est modifié pour prendre appui sur une thématique plus englobante, comprenant la problématique des minorités sexuelles : le genre. La stratégie institutionnelle consiste à la fois à promouvoir la notion de diversité, par le moyen d'une approche anthropologique, et à contourner, parce que l'entité est un service public, un éventuel procès qui pourrait l'accuser de "communautarisme".

La comparaison internationale a permis de mettre en perspective un certain nombre de choix : notamment au niveau des stratégies d'alliances, d'intégration à des institutions généralistes ou de financement par les pouvoirs publics. Elle a également illustré une série d'enjeux relatifs à la patrimonialisation des traces des minorités sexuelles : visibilité, transmission de valeurs, reconnaissance symbolique ou participation citoyenne.

La recherche a néanmoins montré certaines limites. D'abord, la sélection des cas a été construite à partir des possibilités offertes par ma trajectoire personnelle. Les exemples sont de nature assez différente, et leur comparaison n'est pas facile. Le critère de la patrimonialisation, qui correspond à l'approche muséologique dans laquelle je m'inscris, est lui-même profondément complexe, et essentiellement théorisé à partir d'une analyse du processus effectuée dans le cadre des musées. N'étant pas spécialiste des domaines de l'archivistique ou de la bibliothéconomie, certaines nuances ont certainement pu m'échapper. Un travail collectif, alliant ces différentes compétences aurait été particulièrement pertinent.

Ensuite, la dimension internationale de la recherche a impliqué de rechercher des sources et d'effectuer des entretiens en langue étrangère. Mes interlocuteurs et moi-même avons parfois des difficultés à faire correspondre certains termes, depuis nos langues d'origine. Les contours de la notion de "patrimoine", par exemple, dépendent assez fortement des contextes nationaux respectifs. Une analyse approfondie de ces décalages culturels serait utile pour préciser certaines nuances reflétées par les différents cas. Enfin, il a été assez difficile de trouver, de manière efficace, et surtout de synthétiser les informations relatives aux contextes respectifs

de la prise de conscience de la part des minorités sexuelles de l'importance de sauvegarder leur patrimoine. Les informations données, dans les différents pays, lors de mes entretiens, ont été généralement contradictoires. Des pistes ont cependant été lancées, et elles concordent en partie avec les données analysées sur le terrain : le réflexe patrimonial se serait cristallisé, de manière collective, d'abord au moment de l'épidémie du sida, puis au temps de la revendication de la reconnaissance de la Déportation homosexuelle. Ces éléments auraient tout intérêt à être précisément historicisés.

Je regrette également de n'avoir pas pu consacrer davantage de temps à prendre en compte d'autres formes de rassemblements de traces des minorités sexuelles, en particulier certaines démarches françaises individuelles ou associatives, comme les *Archives recherches et cultures lesbiennes* à Paris, *L'Académie Gaie et Lesbienne* à Vitry-sur-Seine ou l'association *Mémoire des sexualités* à Marseille. Leur présence dans le paysage français ne doit pas être minimisée, et j'espère avoir l'occasion de pouvoir les étudier précisément.

Enfin, je n'ai pas, faute d'espace, donné la parole à toutes les personnes interrogées, en particulier les représentants de *Légothèque*, association professionnelle de l'*Association des Bibliothécaires de France* (ABF) qui milite pour rendre les bibliothèques plus inclusive, en mettant en valeur la diversité. De la même manière, la rencontre avec un Conservateur des Archives Nationales Patrice Triboux, qui est à l'origine de la négociation récente avec l'association *Act Up-Paris*, de l'organisation du dépôt de leurs archives, n'a pas été incorporée. Nos discussions ont néanmoins enrichies ma réflexion, et je souhaite vivement pouvoir la poursuivre à la lumière de leurs idées.

Bibliographie

Généralités :

ARPIN, Roland (dir.), *Notre patrimoine, un présent du passé*, Québec, 2000

CHAUVIN, Sébastien, LERCH, Arnaud, *Sociologie de l'homosexualité*, Paris, La Découverte, 2013

DESVALLEES André, « Emergence et cheminement du mot patrimoine », *Musées et collections publiques de France*, n° 208, septembre 1995, pp. 6-29.

DAVALLON, Jean, "Le musée est-il vraiment un média?", *Publics et Musées*, n°2, 1992, pp. 99-123. En Ligne, URL : http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/pumus_1164-5385_1992_num_2_1_1017. Consulté le 05/07/14.

KOSKOVICH, Gérard, "Histoire des Archives et bibliothèques gay et lesbiennes, in. *Revue du Centre d'Archives et de Documentation Homosexuelles de Paris*, inséré dans *Triangul'ère*, N°3, Paris, 2003. pp. 15-18.

MARCILLOUX, Patrice, *Les ego-archives. Traces documentaires et recherches de soi*, Presses Universitaires de Rennes, Rennes, 2013.

NORA, Pierre, « L'ère des commémorations », *Les Lieux de mémoire*, Paris, Quarto-Gallimard, vol. III, 1997, pp. 4699-4706.

POULOT, Dominique, *Patrimoine et musées, L'institution de la culture*, Paris, Hachette, 2001

Les entretiens

Entretien avec Sarah de Giovanni, Bologne, 28 & 30 octobre 2013. 1h40.

Entretien avec Emilie Girard, Marseille, 29 avril 2014. 1h02.

Entretien avec Florent Molle, Marseille, 2 mai 2014. 1h08.

Entretien avec Michel Chomarat, Lyon, 5 mai 2014. 1h30.

Entretien avec Patrick Bazin, Lyon, 5 mai 2014. 1h10.

Entretien avec Sylvie Tomolillo, Lyon, 6, 8 & 9 mai 2014. 2h40.

Entretien avec Françoise Loux, Paris, 16 mai 2014. 1h34.

Entretien avec Jack Van Der Wel, Amsterdam, 19 & 22 mai 2014. 1h10.

Entretien Gert Hekma, Amsterdam, 21 mai 2014. 1h30.

Entretien avec Stéphane Abriol, Paris, 28 mai 2014. 1h25.

Entretien avec Louis Godbout, Montréal, 9 juillet 2014. 1h17.

Entretien avec René Binette, Montréal, 11 juillet 2014. 1h27.

Amsterdam / Bologne :

HEKMA, Gert, "Politique et homosexualité aux Pays-Bas", *Bulletin d'histoire politique*, volume 18, numéro 2, hiver 2010. Disponible en ligne,

URL : <http://www.bulletinhistoirepolitique.org/le-bulletin/numeros-precedents/volume-18-numero-2/politique-et-homosexualite-aux-pays-bas/>. Consulté le 10/06/2014.

Montréal :

BARRIAULT, Marcel, "Archiving the queer and queering the archives : a case study of the Canadian Lesbian and Gay Archives (CGLA)," in ALEXANDER, Ben, BASTIAN Jeannette A., (dir.), *Community archives, the shaping of memory*, Londres, Facet Publishing, 2009, p. 97-108.

BINETTE, René, "La contribution des institutions muséales au « capital social » : cas de l'Écomusée du fier monde (Montréal, Canada)" in IÑAKI Arrieta Urtizberea (dir.) *Activaciones patrimoniales e iniciativas museísticas ¿Por quién? Y ¿para quién?*, Bilbao, Euskal Herriko Unibertsitateko Argitalpen Zerbitzua et Servicio Editorial de la Universidad del País Vasco, 2009, p. 129-150. En ligne,

URL : http://www.pasosonline.org/Publicados/varios/Activ_Pat_IArrieta2009.pdf.

BINETTE, René, "Musée + Communauté = Ecomusée", *Muse, revue de l'Association des Musées Canadiens*, Ottawa, septembre-octobre 2007, pages 48-49.

CHAMBERLAND, Line, "Entretien avec Ross Higgins, anthropologue et cofondateur des Archives Gaies du Québec", *Bulletin d'histoire politique*, volume 16, numéro 3, 2008. Disponible en ligne, URL : <http://www.bulletinhistoirepolitique.org/le-bulletin/numeros-precedents/volume-16-numero-3/entrevue-avec-ross-higgins-anthropologue-et-cofondateur-des-archives-gaies-du-quebec/>

COOPER, Danielle, *"Big Gay Library" : An ethnography of the Pride Library at the University of Western Ontario*, 2001. Disponible en ligne,

URL : <http://www.uwo.ca/pridelib/documents/DCooperThesis.pdf>.

FRASER, James A., AVERIL, Harold A., *Organising an Archives : the Canadian Gay Archives experience*, Toronto, Canadian Gay Archives, 1983.

HIGGINS, Ross, *De la clandestinité à l'affirmation. Pour une histoire de la communauté gaie montréalaise*, Comeau & Nadeau, Montréal, 1999.

PREARO, Massimo, *Le moment politique de l'homosexualité. Mouvements, identités et communautés en France*, Lyon, Presses Universitaires de Lyon, 2014.

PRINCE, Jacques, "Du placard à l'institution : l'histoire des Archives gaies du Québec (AGQ)", *Archivaria, The Journal of the Association of Canadian Archivists*, n°68, 2009, pages 295–309. En ligne,

URL : <http://journals.sfu.ca/archivar/index.php/archivaria/article/view/13241/14559>

PASSIOUR, André, "Fugues se souvient : 30 ans d'homosexualité au Québec", *Fugues*, Montréal, juillet 2014, pages 76-77.

RIVIERE, Georges Henri, "L'Ecomusée, un modèle évolutif (1971-1980)", in DESVALLEES, André, *Vagues, une anthologie de la Nouvelle Muséologie, Tome 1: Fondements*, Mâcon, Éditions W. M.N.E.S., 1992, p. 441-445.

DE VARINE, Hugues, "L'écomusée (1978)", DESVALLEES, André, *Vagues, une anthologie de la Nouvelle Muséologie, Tome 1 : Fondements*, Mâcon, Éditions W. M.N.E.S., 1992, p. 446-487.

Marseille :

ABRIOL, Stéphane, LOUX, Françoise, « La place du sida dans un musée de société », in *Musées et collections publiques de France*, 2002/3, n°237, n°spécial "Histoire douloureuse", pp. 6-41.

BROCQUA, Christophe, LOUX, Françoise, *Fin de vie, deuil et mémoire : des soins palliatifs aux rituels*, Paris, CRIPS, 1996.

BROQUA, Christophe, LOUX, Françoise, PRADO, Patrick, "Sida : deuil, mémoire, nouveaux rituels", *Ethnologie française*, XXVIII, 1998, 1, n° spécial "Sida : deuil, mémoire, nouveaux rituels", pp. 5-9.

COLARDELLE Michel, « Du Musée des traditions populaires au musée des civilisations, France », *Nouvelles de l'ICOM*, vol. 57, n°3, Paris, 2004, pp. 6-7.

COLARDELLE, Michel, "La mémoire des exclus. Réflexions archéologiques et historiques sur la maladie et la mort épidémiques", *Ethnologie française*, XXVIII, 1998, 1, n° spécial "Sida : deuil, mémoire, nouveaux rituels", pp. 20-26.

JEZEQUEL, Hervé, « Photographie et témoignage », *Ethnologie française*, XXVIII, 1998, 1, n° spécial "Sida : deuil, mémoire, nouveaux rituels", pp. 115-126.

LOUX, Françoise, ABRIOL, Stéphane, *Rapport campagne d'acquisition : « Mémoires du sida 2002 »*, 2 janvier 2003. Non publié. Consulté aux Archives du MuCEM.

LOUX, Françoise, ABRIOL, Stéphane, *Rapport campagne d'acquisition : « Mémoires du sida 2002 »*, non publié, 2 janvier 2003. Consulté aux Archives du MuCEM.

LOUX, Françoise, ABRIOL, Stéphane, *Rapport campagne d'acquisition : « Mémoires du sida 2003 »*, non publié, 2004. Consulté aux Archives du MuCEM.

LOUX, Françoise, ABRIOL, Stéphane, *Rapport campagne d'acquisition : « Mémoires du sida 2004 »*, non publié, 2005. Consulté aux Archives du MuCEM.

LOUX, Françoise, ABRIOL, Stéphane, *Rapport campagne d'acquisition : "Histoire et mémoires du sida 2005"*, non publié, 2006. Consulté aux Archives du MuCEM.

Lyon :

BAZIN, Patrick, "Pourquoi une exposition sur la mémoire gay ?", in *Topo, Journal des Bibliothèques de Lyon*, Lyon, novembre-décembre 2005, p. 3.

CHOMARAT, Michel, *Follement Gay ! L'homosexualité dans les collections de la bibliothèque de Lyon*, Lyon, Mémoire Active, 2006.

IDIER, Antoine, *Les alinéas au placard - L'abrogation du délit d'homosexualité, (1977-1982)*, Cartouche, Paris, 2013.

Bulletin municipal officiel de la Ville de Lyon, 2 mars 1992.

Mémoire gay : actes des premières assises nationales, Lyon, Bibliothèque municipale de Lyon, 2003.

Convention entre M. Michel Chomarat et la Ville de Lyon agissant pour la bibliothèque municipale de la Part-Dieu à Lyon. Datée du 24 février 1992. Document aimablement communiqué par Michel Chomarat.

Sites internet :

<http://lgbtialms2012.blogspot.ca/>

<http://www.cassero.it/documentazione/>

<http://www.genderbender.it/en/about/>

<http://www.agq.qc.ca/index.php/fr/>

<http://www.historyproject.org/>

<http://www.agq.qc.ca/index.php?id=509>

<http://www.agq.qc.ca/index.php/fr/histoires-de-nos-vies-les-gais-et-lesbiennes-au-quebec-de-1648-a-aujourd'hui>

<http://www.ccglm.org/biblio/>

<http://ecomusee.qc.ca/expositions/expositions-passees/>

<http://www.espace-sciences.org/archives/du-sida-au-sras-les-nouveaux-fleaux>

<http://www.grandpalais.fr/fr/evenement/tresors-du-quotidien>

<http://www.bm-lyon.fr/expo/09/foucault/presentation.php>

http://www.bm-lyon.fr/expo/virtuelles/follement_gay/index.html

<http://www.bm-lyon.fr/nos-blogs-et-sites-thematiques/le-centre-de-ressources-sur-le/article/dons-et-depots>

<http://catalogue.bm-lyon.fr/?fn=Search&Style=Portal3&q=sfonds%3Dgsx>.

<http://www.bm-lyon.fr/nos-blogs-et-sites-thematiques/le-centre-de-ressources-sur-le/bibliographies/>

La portée de cette collaboration est en réalité plus large, puisque l'exposition permet aussi de faire apparaître un discours. Les différents groupes associés à l'Ecomusée se voient accorder, grâce à lui, un espace de parole. Le musée est en effet, selon René Binette, "*une vitrine très forte*", et l'exposition un véritable "*geste politique*." Dans cette optique, être représenté dans un musée signifie voir reconnaître son existence, "*faire partie de la culture*." C'est en cela aussi que l'*Ecomusée du fier monde*, et plus généralement la théorie écomuséale permettent de contribuer au développement de la communauté, ou plutôt, en l'occurrence, des différents groupes qui la constituent.

Enfin, et cette idée est particulièrement flagrante dans le cas de l'exposition *Fugues*, le mode du partenariat permet au musée de porter et d'appuyer certaines valeurs. René Binette rapporte lors de notre entretien une anecdote : le soir du vernissage, il s'est fait dire par certaines personnes présentes qu'il était courageux et audacieux d'avoir accepté ce type d'exposition dans son institution. Ces remarques l'ont amené à saisir l'immense chemin parcouru par les homosexuels depuis trente ans dans les mentalités et sur le plan légal. En soutenant l'initiative de l'exposition, l'Ecomusée se trouvait dès lors dans la position d'engagement, de diffuseur auprès du grand public "*des idées de tolérance, d'acceptation et de justice*."

Ces trois niveaux - apprentissage, prise de parole et diffusion des valeurs - caractérisent les enjeux de la mission sociale que se donne l'institution. Elles correspondent également à son identité affirmée de "musée citoyen."

Conclusion et ouverture sur l'*Ecomusée du fier monde*

Musée d'histoire, musée citoyen, l'institution collabore avec les organismes communautaires situés dans son territoire pour mettre en valeur leur histoire collective et refléter les enjeux sociaux qui le parcourent. Cette collaboration prend en particulier la forme du partenariat. L'exposition *Fugues*, consacrée à l'histoire de l'homosexualité, qui fait partie de l'identité du quartier du Centre-Sud, en a donné une illustration.

N'étant pas un musée de collection, mais plutôt d'action culturelle dans son milieu, il s'intéresse au patrimoine matériel et immatériel. A leur égard, il met en œuvre, pour assurer protection et valorisation, un processus de patrimonialisation particulièrement original qui s'exprime dans la collection écomuséale.

la possibilité d'organiser, à sa charge et dans son enceinte, des manifestations visant à mettre en valeur la collection (article 13). Il sera bientôt question d'une exposition organisée par Michel Chomarat sur la thématique de l'homosexualité. Il y en aura d'autres, qui ne pourront, faute d'espace, être individuellement traitées : par exemple, une exposition autour de Michel Foucault : *Archives de l'infamie, une collection imaginaire*²⁸⁶, organisée en 2009, par un ensemble de commissaires : Philippe Artières, Jean-François Bert, Mathieu Potte-Bonneville, Pascal Michon et Judith Revel.

Pour résumer et revenir sur la démarche patrimoniale de la bibliothèque par rapport au Fonds Chomarat, Patrick Bazin explique lors de notre entretien qu'il s'agissait, en réalité, pour son institution, *"d'encapsuler non seulement la collection mais aussi le collectionneur ; à la fois le patrimoine et le geste patrimonial d'une personne."* Sa présence physique fréquente, l'enrichissement continu de sa collection et sa participation à la gestion et à la valorisation du Fonds portant son nom, ont ainsi contribué, selon le directeur, *"à constituer au sein de la Bibliothèque publique une espèce d'entité, de monde fortement coloré par la démarche et les activités du collectionneur."*

c. L'organisation et la gestion du Fonds : le travail de Jean-Paul Laroche

Généraliste, le *Fonds Chomarat* n'est pas organisé de manière thématique, mais par catégories de documents : estampes, périodiques, livres, manuscrits, etc. Considéré comme patrimonial, il est situé à la *BmL* au sein du Département du Fonds Ancien, placé sous la tutelle d'un conservateur d'Etat.

Cette position a pour conséquence qu'il obéit à des conditions d'accès assez strictes, qui correspondent à la volonté du collectionneur. L'accès est réservé aux chercheurs, aux journalistes ou aux étudiants porteurs d'une lettre de recommandation. Cela exclut, par exemple, les demandes non motivées, la simple curiosité.

Le travail réalisé par l'institution est minimal, puisqu'il consiste uniquement à estampiller les pièces entrantes. Cette opération, à l'instar des l'inscription des objets de musée à l'Inventaire permet d'une part de les identifier, de manière irrévocable, comme appartenant au *Fonds Chomarat*, d'autre part de leur accorder, du moins formellement, le statut patrimonial.

²⁸⁶ L'exposition fait l'objet d'une version en ligne.

URL : <http://www.bm-lyon.fr/expo/09/foucault/presentation.php>. Consulté le 08/08/14.